

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12515 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- JEUDI 25 AVRIL 1985

## LE PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL SOVIÉTIQUE

### M. Gorbatchev a promu sans tarder ses hommes de confiance

#### Orthodoxie Est-Ouest

Stricte orthodoxie en politique internationale, reprise difficile des relations Est-Ouest et surtout soviéto-américaines, tel est le double enseignement que l'on peut tirer du rapport présenté par M. Gorbatchev devant le premier plénum de son nouveau régime.

M. Reagan a en effet de quoi se dire déçu : à la différence de ses dernières déclarations à la « Pravda », le discours de mardi du chef du PC soviétique se distingue par de vives attaques contre la politique américaine, accusée non seulement de vouloir modifier l'équilibre des forces et d'entretenir la tension dans le monde, mais encore d'empoisonner les relations économiques internationales par la « manipulation » des taux d'escompte et le « rôle spoliateur des multinationales ». Cet inventaire est certes tout à fait conforme à ce que l'on pouvait lire dans la presse soviétique depuis un mois et ressemble aux tirades les plus classiques de M. Gromyko. Mais ceux qui aux États-Unis attendaient du nouveau dirigeant qu'il viendrait à bout de la « Krenin » doivent bien admettre que les choses, si elles doivent bouger, ne peuvent pas avancer aussi vite.

On se souvient en effet que lors de son arrivée à Moscou, M. Gorbatchev avait promis de réviser les accords de défense spatiale et les armements se sont séparés, mardi, après vingt séances et cinquante heures d'entretiens, au total, sans avoir fait le moindre progrès.

Washington ne veut pas remettre en cause son initiative de défense stratégique - la « guerre des étoiles » - et n'accepte, en fait, de négocier que sur les armements offensifs, dans le sens d'une réduction. Le Krenin ne veut pas entendre parler d'une telle réduction aussi longtemps que les Américains n'auront pas arrêté leurs programmes de défense spatiale. On ne voit pas, actuellement, comment cet obstacle pourrait être surmonté, y compris au cours de ce sommet soviéto-américain de l'automne que tout le monde tient pour à peu près acquis aujourd'hui, mais dont M. Gorbatchev, contrairement à ce que l'on attendait, n'a soulevé mot dans son rapport.

L'impasse est quasi complète également à propos des armements nucléaires en Europe. Le moratoire annoncé par M. Gorbatchev sur les SS-20 n'a pas eu l'effet escompté : il vient d'être rejeté officiellement par le groupe consultatif spécial de l'OTAN, réuni à Bruxelles. Sa réalité est d'ailleurs déjà contestée à Washington, où l'on assure que onze nouvelles bases de SS-20 seraient toujours en construction. Il est vrai qu'une interprétation plus favorable, voire charitable, pourrait en être donnée : en attendant d'arrêter ses programmes d'armements de l'avenir, le secrétaire général du PC soviétique aurait pris une mesure conservatrice destinée à couper court aux efforts de ses militaires pour en obtenir encore davantage. Cette tactique expliquerait l'attitude figée adoptée à Gênes dans la mesure où il s'agitrait d'exercer une pression maximale sur les États-Unis et sur les opinions publiques et de voir ce que l'on peut obtenir de cette manière. Après quoi, le vrai marchandage pourrait s'engager, une fois la détermination américaine testée et la nouvelle direction soviétique consolidée.

Ce n'est en tout cas pas avant un an au moins que cette hypothèse pourra être vérifiée. D'ici là, les relations soviéto-américaines continueront nécessairement des moments de tension, mais les Deux Grands - et c'est là leur seul point commun - paraissent bien décidés à poursuivre leur dialogue.

Dans le discours qu'il a prononcé, mardi 23 avril, devant le comité central du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a sévèrement critiqué l'attitude des États-Unis dans les négociations de Gênes sur les armements. D'autre part, le numéro un soviétique a promu, sans tarder, des hommes de confiance : trois personnalités, considérées comme proches du secrétaire général, font leur entrée au bureau politique : MM. Tchebrikov, Ligatchev et Ryjkov. Enfin, la convocation du XXVII<sup>e</sup> congrès du PC soviétique a été annoncée pour le 25 février 1986.

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev s'est donné le mardi 23 avril les moyens de gouverner l'URSS en faisant accéder des hommes à lui au sommet de la hiérarchie du parti. Le train de nominations auquel il vient de procéder est le plus important depuis celui qu'avait décidé Brejnev en avril 1971.

Une comparaison entre les deux événements fait même apparaître que les changements de 1985 sont plus amples que ceux de 1971. Cette année-là, Brejnev avait fait entrer au bureau politique trois personnes sur la fidélité desquelles il pouvait compter : MM. Grichine, Konakov et Tchicherbinski, mais tous trois étaient depuis de longues années comme suppléants ; alors que deux des promoteurs de M. Gorbatchev, MM. Ryjkov et Ligatchev, sont promus directement dans le saint des saints, une fois fait antichambre. On remarquera en outre que Brejnev, devenu secrétaire général en 1964, avait précédé sept ans M. Gorbatchev.

chev n'a attendu que quarante-trois jours.

Le plus jeune dirigeant que l'URSS ait connu depuis Staline consolide donc son pouvoir plus rapidement qu'il n'en avait eu besoin. Cette célérité doit être interprétée non comme une fuite en avant due à des luttes de clans, mais plutôt comme la conséquence d'une situation déjà largement acquise. La façon dont le nouveau secrétaire général a choisi ses têtes confirme l'impression d'autorité et d'assurance qu'il donnait pendant les derniers mois de la vie de Constantin Tchernenko, alors qu'il assumait déjà en fait les plus hautes responsabilités.

M. Gorbatchev a donc en le temps, dans la pratique quotidienne d'un pouvoir suprême exercé sans avoir le titre, de jeter l'efficacité et éventuellement la fidélité à sa propre personne des uns et des autres. Ses choix étaient déjà faits.

DOMINIQUE D'HOMBRES  
(Lire la suite page 3.)

## LE DÉBAT SUR LE NICARAGUA

### M. Reagan subit un échec au Congrès

Le président Reagan a subi, mardi 23 avril, le premier échec parlementaire de son second mandat électoral. A une forte majorité, la Chambre des représentants a rejeté la demande d'aide qu'il réclamait en faveur des groupes antisandinistes.

Ce vote négatif bloque le projet de l'administration républicaine en dépit de l'approbation du Sénat, à majorité républicaine. Pour obtenir l'accord des sénateurs, M. Reagan avait dû toutefois s'engager à ôter tout caractère militaire à l'aide envisagée.

De notre correspondant

Washington. — La chambre des représentants, qui domine les démocrates, a refusé, mardi 23 avril, à M. Reagan les crédits qu'il demandait pour une aide militaire en faveur de la guérilla antisandiniste. Si, un peu plus tôt, le Sénat, à majorité républicaine, avait permis au président de sauver la face en votant ces mêmes crédits par une marge étroite (56 voix contre 43), en revanche le résultat à la Chambre n'est pas prévisible. Pour l'instant, cet échec n'est pas moins lourd pour le chef de l'exécutif qui s'était personnellement et très activement engagé dans cette bataille, qu'il savait pourtant incertaine. Espérant vaincre les réticences du Congrès, M. Reagan avait ainsi proposé le 4 avril dernier d'interdire l'utilisation à des fins militaires des 14 millions de dollars qu'il réclamait à la condition que le gouvernement sandiniste œuvre dans un délai de

deux mois des négociations avec la guérilla « contre-révolutionnaire ».

Habilement présentée, cette proposition n'en avait pas moins fait rapidement long feu, et M. Reagan avait dû, depuis le début de la semaine dernière, renoncer petit à petit à toute idée d'aide militaire pour pouvoir espérer l'octroi d'une aide civile manifestant à tout le moins une solidarité des États-Unis envers les « combattants de la liberté ».

Au bout de cinq jours de suspense et de tracasseries difficiles, le Sénat a finalement fait cette concession à M. Reagan, mais après qu'il se fut engagé par lettre non seulement à ce que les crédits accordés ne servent pas à l'achat d'armes, mais aussi à renvoyer les pourparlers directs entre Managua et Washington.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

### Secteur public : 25 milliards de francs de déficit

L'acier et l'automobile creusent le déficit du secteur nationalisé et coûtent cher au contribuable. Renault, Usinor et Saeclor affichent un total de pertes d'environ 28 milliards de francs pour 1984, qui, compte tenu du redressement d'autres entreprises publiques, portent à quelques 25 milliards le déficit global du secteur public industriel, contre 17 milliards en 1983.

Que s'est-il passé dans l'acier et l'automobile ? Au-delà des problèmes économiques des entreprises qui s'inscrivent au compte d'exploitation (au rouge de 16,5 milliards) les trois groupes ont « provisionné » à leur bilan des dépenses exceptionnelles d'environ 11 milliards, pour les futures suppressions d'emploi et les dévalorisations d'actifs. La législation et la logique économique imposent de « passer » ces dépenses sur 1984.

Mais l'opposition ne manquera pas d'y voir un artifice, puisque les résultats de 1985 - ceux qui comptent politiquement à la veille des élections - devraient s'en porter d'autant mieux.

(Lire nos informations page 27.)

## Les vieux peuvent encore servir

par PIERRE DROUIN

devient « transparent », évité des fonctions de responsabilité sociale.

Caricatures ? A peine. Combien de temps les Français vont-ils ainsi singulariser leurs concitoyens sous prétexte qu'ils n'ont plus la fonction de travailler ? Le « ghetto » des personnes âgées a toutefois plus de chances de s'entrouvrir que celui des sans-emploi. Peut-être tout simplement parce que près de 20 % des Français ont plus de soixante ans. Forcés politiquement, on le sait, mais pourquoi pas économiquement ?

Qu'il faille « faire quelque chose » pour le « troisième âge », il y a bien longtemps qu'on le proclame et même que l'on passe à la pratique. Le mouvement des Panthères grises fondé par des vieillards américains et qui a pratiqué l'action violente, date de 1970. Il a déclenché aux États-Unis un regain d'attention pour tous ceux et celles qui ne voulaient plus vivre en marge de la société. L'amélioration de la condition financière des personnes âgées a figuré aussi bien dans le répertoire du septennat de M. Giscard d'Estaing que dans celui de M. Mitterrand.

La première université du Troisième Âge, fondée à Toulouse sur l'initiative du professeur Vellas (1), date de 1973. Des associations comme EGEE, qui dépend de la DATAR, et ECTI (2) se sont précipitées depuis longtemps de mettre des retraités au service bénévole de la création d'entreprises en France ou dans le tiers-monde.

Il semble que l'on entre maintenant dans une nouvelle phase, celle d'un ébranlement des concepts mêmes sur lesquels reposait l'« économie du troisième âge ». L'un de nos lecteurs, M. Louis Chereau, rappelant que Chagall avait peint en quelques mois le plafond de l'Opéra à l'âge de soixante-dix-sept ans, écrivait : « Les vieux peuvent encore servir ». C'est le moins qu'on puisse dire. Henri Mendras voit, lui, dans cette génération « une force d'avenir » (3). Le troisième âge est moins un poids dans la nation qu'un acteur économique et social important. Les quelque dix millions de « plus de soixante ans », grâce à l'amélioration des conditions de vie et des progrès de la médecine, conservent pour la plupart une capacité d'activité entière : ils ont des revenus assurés (22 % du revenu national) (4), un patrimoine (un tiers du patrimoine total des ménages) ; ils sont de bons

clients, et non seulement de produits pharmaceutiques. On peut s'attendre au reste à l'expansion de cette démarche car les sexagénaires de demain n'auront connu que les conditions de vie « modernes » et auront un niveau d'instruction nettement supérieur à celui de leurs aînés.

(Lire la suite page 10.)

(1) Auteur d'un livre *Les Chances du troisième âge*. Editions Stock, 1974.

(2) Échanges et consultations techniques internationaux, 3, rue de Logelbach, 75017 Paris.

(3) *Revue Futuribles*, septembre 1984, d'après des études menées avec Louis Dirn, pseudonyme d'un groupe d'experts, par l'Observatoire français des conjonctures économiques.

(4) Le revenu moyen par personne de plus de soixante ans est supérieur au revenu moyen de l'ensemble de la population.

## AU JOUR LE JOUR

### Déception

Il y aura bientôt quatre ans que M. Mitterrand a été élu président de la République. Un sondage Figaro-SOFRES nous apprend que 56 % des Français sont « déçus » de son action.

Ce sondage, décevant pour le pouvoir, conduit à s'interroger sur le sens donné au mot « déception ». Ne devrait-elle être, par définition et en bonne logique, que celui qui plaçait dans ce septennat des espérances non suivies d'effet ? Or, parmi les « déçus » de 1985, il se trouve une bonne proportion de gens qui, n'attendant rien de M. Mitterrand, n'avaient pas voté pour lui en 1981. Ceux-là, en somme, étaient des déçus d'avance, bien décidés à le rester.

Ils seraient à classer aujourd'hui dans la catégorie des satisfaits d'être déçus, qui auraient été désagréablement surpris de ne pas l'être.

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

### 4. ANNIVERSAIRE

Il y a soixante-dix ans, le génocide des Arméniens.

### 7-8. POLITIQUE

Le débat sur la motion de censure.

### 10. COUR DE CASSATION

Le procès du délit de faciès.

### 21. COMMUNICATION

La télévision, premier enjeu culturel, par Michel Guy.

### 25. CFTD

L'esquisse d'un rééquilibrage.

### 30. ITALIE

M. Honecker à Rome : première visite d'un dirigeant est-allemand dans un pays de l'OTAN.

«Voici de la philosophie. Quelle limpidité musclée !»

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

# RENÉ GIRARD

la route antique des hommes pervers

GRASSET

لغة في الوجود



# étranger

## LES RELATIONS EST-OUEST

### Le secrétaire général du PCUS a vivement critiqué la politique américaine

Moscou. — La fermeté de ton de M. Gorbatchev à l'égard des Etats-Unis mardi 23 avril dans la partie de son rapport devant le comité central consacré à la politique étrangère a constitué une surprise. On attendait en effet davantage de conciliation de sa part après l'annonce lundi, par le rédacteur en chef de la Pravda, que le numéro un soviétique se rendrait en septembre à New-York aux Nations unies et qu'il pourrait rencontrer « à bas » le président Reagan.

« Les Etats-Unis prétendent ouvertement au droit de s'ingérer partout, méconnaissent et soumettent à leur arbitraire les intérêts des autres pays, des traditions de la coopération internationale, des traités en vigueur », a dit M. Gorbatchev. Ils créent constamment des foyers de conflits en exacerbant la situation tantôt dans une région du monde, tantôt dans une autre. Le secrétaire général a notamment cité le cas du Nicaragua et de la Grèce et estimé que l'« impérialisme » intensifie « depuis plusieurs années ses activités subversives ». M. Gorbatchev a d'autre part accusé les Etats-Unis d'« accentuer » leur « exploitation économique » du tiers-monde.

La remarque la plus sévère concerne les négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, dont la première phase s'est terminée le 23 avril et qui doit reprendre le 30 mai prochain. « La première étape des négociations de Genève, qui vient de prendre fin, permet d'affirmer que ce n'est pas sur l'entente avec l'Union soviétique que mise Washington », a affirmé M. Gorbatchev. Ces propos très critiques reflètent la déception enregistrée à Moscou devant la rapidité avec laquelle l'OTAN en général et les Etats-Unis en particulier ont réagi aux diverses propositions de moratoire formulées par l'URSS. « Les « non » traditionnels aux propositions soviétiques montrent manifestement que les Etats-Unis ne veulent pas agir en

De notre correspondant

faveur de résultats raisonnables, a déclaré le chef du PC soviétique. (...) La course aux armements et les négociations sur le désarmement sont incompatibles, cela est clair. (...) L'Union soviétique ne contribuera pas à cette ligne. (...) Nous ne voudrions pas que l'expérience amère des pourparlers précédents se répète. »

Cette mise en garde, malgré son caractère sérieux, voire solennel, ne signifie cependant pas que l'URSS soit prête au changement radical que constituerait l'abandon du processus entamé à Genève. « L'Union soviétique insistera à Genève sur des accords concrets, réciproquement acceptables qui permettraient non seulement de mettre un terme à la course aux armements, mais aussi de faire des progrès en matière de désarmement », a dit M. Gorbatchev. La vigueur de la dénonciation de l'attitude américaine à Genève est donc tempérée par une volonté manifeste de maintenir le dialogue. M. Gorbatchev a d'ailleurs eu recours à un adjectif qui résume probablement la façon dont il souhaite voir évoluer les relations entre Moscou et Washington. « Nous préconisons des rapports égaux, corrects ou, si vous voulez, des rapports civilisés entre les Etats », a affirmé le secrétaire général.

L'évaluation très critique faite par M. Gorbatchev du premier « round » de Genève doit être également relativisée par le rappel des accords signés pendant la période de détente, et notamment ceux d'Helsinki. « Le bureau politique », a dit M. Gorbatchev, estime que les documents signés pendant la période de la détente, y compris l'« Acte final d'Helsinki », n'ont rien perdu de leur importance. Ils offrent un exemple des possibilités de construire les relations internationales sur les principes de l'égalité et de la sécurité internationale.

« Le secrétaire général a répété à cette occasion la proposition soviétique de réaffirmer solennellement ces principes à l'occasion du dixième anniversaire de la conférence d'Helsinki. »

#### La Chine

« pays socialiste »

La fermeté de M. Gorbatchev à l'égard de Washington semble plutôt relever de l'habileté tactique. Au moment où M. Reagan s'est peut-être avancé sur un terrain glissant en manifestant trop intensément son désir d'une rencontre au sommet avec le nouveau dirigeant du Kremlin, il est sans doute de bonne guerre de la part de ce dernier de hausser les épaules, espérant recueillir quelques avantages en faisant traîner la mise au point pratique d'une rencontre avec le chef de l'exécutif américain.

M. Gorbatchev a, d'autre part, affirmé devant le comité central que « l'Union soviétique développera méthodiquement et avec persévérance la coopération avec les autres pays socialistes, y compris la République populaire de Chine ». « Notre position sur cette question est connue et elle n'a pas changé », a-t-il ajouté. L'attitude soviétique à l'égard des « pays frères » est en effet bien connue, et il n'est pas question d'un quelconque inflexionnement dans ce domaine, comme d'ailleurs le secrétaire général l'a répété en faisant l'éloge de la cohésion des pays membres du pacte de Varsovie. En revanche, il y a une certaine nouveauté à ranger sans aucun commentaire la Chine parmi les « pays socialistes ». M. Gorbatchev, en faisant ainsi un appel de pied aux dirigeants de Pékin, renoue avec les efforts qui avaient marqué le début du mandat de Iouri Andropov.

D. Dh.

## LA RÉUNION DE L'UEO

### M. Dumas : « le défi pour l'Europe est d'abord technologique »

Bonn. — Le conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), auquel participaient à la fois les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres, a décidé, mardi 23 avril à Bonn, de « renforcer les capacités technologiques propres de l'Europe et parvenir ainsi à la création d'une communauté technologique ». Les participants se sont, par ailleurs, entendus, dans leur communiqué, pour « poursuivre leurs réflexions communes afin de parvenir à une solution possible à une réaction coordonnée de leurs gouvernements à l'invitation des Etats-Unis de participer au programme de recherche » lancé dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan.

Comme le souhaitait le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas et son collègue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, le projet français Euréka, destiné à créer les conditions d'une Europe de la technologie, a modifié la discussion sur l'IDS en plaçant le débat dans un cadre plus large. La proposition française était encore trop nouvelle et trop imprécise pour pouvoir déboucher tout de suite sur quelque chose de concret. Mais les réactions des partenaires européens présents ont été jugées encourageantes en dépit des

De notre correspondant

réserves britanniques et néerlandaises. Peu importait finalement, pour M. Dumas, que cette Europe technologique se concrétise sous la forme d'une agence indépendante ou bien dans le cadre des institutions communautaires existantes, comme l'idée en semble prendre le chemin. Avec M. Genscher, qui s'efforce d'en convaincre son propre gouvernement, le ministre français s'est surtout attaché à faire valoir que la question de la coopération technologique européenne devait avoir la préférence sur le reste et que la réponse à l'offre américaine exigeait, auparavant, que les Européens prennent leurs problèmes à bras-le-corps.

« Le défi pour l'Europe est d'abord technologique, le défi militaire viendra plus tard, peut-être sous des formes que l'on ne peut fixer à l'avance et unilatéralement. Telle est la philosophie du projet français connu sous le nom d'Euréka », a souligné M. Dumas, mardi matin, au cours de son intervention devant le conseil. « Notre décision de renforcer les capacités technologiques de l'Europe », a renvoyé en écho M. Genscher au cours de la conférence de presse de clôture, « allèvera notre réaction coordonnée » à l'IDS.

Les deux ministres ont l'un et l'autre cherché à minimiser l'importance de la forme sous laquelle les pays intéressés répondraient aux offres américaines. « Nous sommes partis », a indiqué M. Dumas, de l'idée d'une réponse commune, d'une réponse collective, avant d'en arriver à celle d'une réponse coordonnée. Ce n'est pas par hasard. Dans les mois qui viennent, chacun fera un inventaire de ses ressources, de ses capacités, et les communautés ou autres, s'il le veut. Ensuite, on verra si une réponse commune ou concertée peut être faite aux Etats-Unis. » Ce qui pourrait être, selon ses estimations, jusqu'au mois d'octobre prochain, date de la prochaine réunion du conseil de l'UEO.

#### Des délais très brefs

Paris va s'atteler immédiatement à des consultations avec ses partenaires, en commençant par les plus intéressés, pour « habiller » le projet Euréka. Une nouvelle réunion d'experts aura lieu, selon ses estimations, jusqu'au mois d'octobre prochain, date de la prochaine réunion du conseil de l'UEO.

An cours de son intervention de mardi matin, le chef de la diplomatie française a fait valoir que « cette action devait être prise dans des délais très brefs, car, si nous ne parvenons pas à concrétiser nos politiques rapidement, rien ne pourra empêcher nos chercheurs, nos capitaux et nos industriels de céder à la tentation de la coopération ponctuelle, quitte à voir le rôle des Européens réduit à celui de sous-traitants ». Cette appréhension est largement répandue, y compris parmi les partisans les plus décidés d'une réponse positive au président Reagan. En Allemagne fédérale, par exemple, M. Dregger, le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, vient d'attirer l'attention sur le danger pour l'Europe d'une fuite des cerveaux. Même les réserves britanniques, qui ont retardé la rédaction du communiqué final, s'expliquent davantage par la crainte de se laisser lier les mains avant d'y voir plus clair que par un refus en bloc d'aborder la question.

A la suite de leur réunion de Rome, fin octobre dernier, les participants ont également entamé une réorganisation de l'Agence pour le contrôle des armements de l'UEO, décidant d'établir, sous l'intitulé général d'« Agences chargées des questions de sécurité », trois agences chargées de l'étude « des questions de contrôle des armements », des questions de sécurité et de défense et du développement « de la coopération en matière d'armement ».

HENRI DE BRESSON.

### Washington tempère les espoirs de rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis ont notablement haussé le ton, mardi 23 avril, à l'égard de l'URSS après que M. Gorbatchev ait critiqué le matin même leur attitude aux négociations de Genève et que l'ambassadeur soviétique à Washington ait, le veille, démenti que Moscou se soit engagé à ne plus utiliser la force contre les membres de la mission militaire américaine de liaison en Allemagne de l'Est.

Ce démenti « ne peut manquer d'avoir des conséquences négatives sur les relations » entre les deux pays, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, en contestant également que les Etats-Unis aient accepté qu'un accord sur l'un des trois dossiers discutés à Genève dépende de progrès sur les deux autres.

Il s'agit là d'une question fondamentale dans l'actuelle reprise des pourparlers entre les deux superpuissances, car Moscou entend échanger à Genève des concessions sur les armements stratégiques et de portée intermédiaire contre un coup d'arrêt aux recherches américaines sur la « guerre des étoiles ». Les Etats-Unis, quant à eux, après que M. Reagan eut mis un terme à un certain flottement de leur position, ont clairement fait savoir que si tout était « sur la table », il n'était pour autant pas question qu'ils ralentissent des recherches autorisées par les accords précédemment signés entre les deux pays.

#### Les ambiguïtés de Genève

Cette divergence avait bien failli bloquer début janvier l'accord sur la reprise des conversations sur le contrôle des armements, et il avait fallu mobiliser toutes les ressources de l'ambassade diplomatique pour que MM. Shultz et Gromyko soient le problème en parlant d'une « interrelation » entre les trois aspects de la négociation. Ce mot n'a cependant pas le même sens à Moscou, où il signifie qu'on ne peut progresser dans un domaine sans progresser dans l'autre, et à Washington, où l'on considère plutôt qu'il inclut la définition d'un équilibre à trouver entre armes défensives et offensives.

« Nous avons constamment rejeté l'interprétation unilatérale que fait l'Union soviétique de l'accord du 8 janvier », a donc dit M. Spokes, en s'élevant contre les déclarations de M. Gorbatchev, qui, devant le comité central soviétique, a accusé les Etats-Unis de « violer » leurs engagements, et notamment de « refuser » les discussions sur les systèmes de défense spatiale et, donc, de « ne pas rechercher » une solution acceptable pour les deux parties.

Ce discours n'avait sur le fond rien de surprenant pour Washington, où l'on s'attendait que l'URSS cherche à s'accorder un avantage auprès des opinions publiques occidentales en faisant valoir qu'un accord sur la réduction des armes nucléaires était réalisable, mais qu'il était bloqué par le refus américain de faire des concessions sur la « guerre des étoiles ». Les Etats-Unis n'en semblent pas moins avoir été pris de court par la rapidité avec laquelle Moscou a joué cette carte, dès la fin, mardi, du premier « round » des conversations de Genève. En faisant savoir qu'il se rendrait en septembre à l'ONU et que ce voyage pourrait être l'occasion d'une rencontre au sommet avec M. Reagan, M. Gorbatchev ne laissait pour seul choix à la Maison Blanche que de tempérer cet espoir ou de laisser le dirigeant soviétique planter son drapeau de cette éventuelle rencontre.

Les dirigeants américains ont d'autant plus aisément choisi le premier risque qu'ils ont été désorientés par le soudain durcissement de l'URSS dans l'affaire du commandant Nicholson, l'officier américain abattu le 24 mars dernier en RDA par des soldats soviétiques.

Contre l'avis du secrétaire à la défense, qui avait clairement laissé voir son désaccord, la Maison Blanche, le département d'Etat et M. Reagan lui-même avaient alors tout fait pour que cette mort n'entrave pas les relations entre les deux pays. M. Shultz avait, en conséquence, reçu, le 30 mars, l'ambassa-

teur soviétique à Washington, et les deux hommes étaient convenus que des représentants des hauts commandements américain et soviétique en Europe se rencontreraient pour éviter la répétition de pareil incident. Ces conversations ont eu lieu le 12 avril à Potsdam et le département d'Etat avait indiqué, le 16, que Moscou s'était engagé à ce que ni la force ni les armes ne soient désormais utilisées contre les membres de la mission militaire américaine après du commandement soviétique en RDA. Les représentants de l'URSS s'étaient également engagés, selon Washington, à transmettre à Moscou une demande d'excuses et de dédommagement financier pour la famille du commandant Nicholson. Ce sont ces deux points que l'ambassadeur soviétique a démentis, lundi, avec une semaine de retard sur le communiqué du département d'Etat.

Ce revirement reste inexplicable aux yeux des dirigeants américains, et M. Spokes n'était guère enclin à s'étendre, mardi, sur les possibilités d'un sommet à l'automne prochain.

BERNARD GUETTA.

### Le communiqué de Moscou sur l'affaire Nicholson

#### « LES ACTIONS DE LA SENTINELLE SOVIÉTIQUE ONT ÉTÉ ABSOLUMENT LÉGITIMES »

Dans son communiqué du mardi 23 avril, reproduit le même jour par l'agence Tass, sur l'affaire du commandant Nicholson, l'ambassade soviétique à Washington accuse le département d'Etat d'avoir « exposé sous un faux jour » les résultats de la « recherche des responsables des actions soviétiques et américaines en Allemagne, réaffirme que l'issue tragique de cet incident est « regrettable », mais que « toute la responsabilité de ce qui s'est produit incombe entièrement aux autorités américaines ».

Le communiqué précise : « Les actions de la sentinelle soviétique ont été absolument légitimes. Elles n'ont pas été entreprises contre un membre de la mission militaire américaine en tant que tel, mais contre un innocent pris en flagrant délit d'espionnage et qui n'a pas obéi aux sommations (...) ». Dans ces circonstances, il n'a pas été possible d'utiliser les procédures selon lesquelles les deux parties n'utilisent pas et n'ont pas l'intention d'utiliser les armes pour arrêter et expulser des membres des missions militaires de liaison, ce qui a été à nouveau confirmé au cours de la rencontre du 12 avril. Il s'agit donc en cas d'une situation entièrement nouvelle, où les mesures prises contre un violateur sont définies exclusivement par les règlements militaires. »

### L'arrestation de huit parlementaires écologistes provoque des remous en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — L'arrestation, le 22 avril, de huit parlementaires nationaux et européens appartenant aux partis écologistes de Flandre et de Wallonie provoque des remous. Les quatre sénateurs, les trois députés et le représentant de la Belgique au Parlement de Strasbourg avaient, de façon illégale, franchi les clôtures de la base de Florence, où sont entreposés des missiles de croisière américains.

Ces hommes voulaient démontrer leur solidarité avec une douzaine de pacifistes flamands qui avaient organisé le 19 avril un pique-nique « sauvage » à l'intérieur de la dite base et avaient été appréhendés. Les pacifistes ont été remis en liberté lundi, après la geste de solidarité des parlementaires. Comme ceux-ci ont été pris en flagrant délit, ils ne bénéficient pas de l'immunité attachée à leur mandat.

Après une période de garde à vue, les huit hommes ont été présentés, le mardi 23 avril, au juge d'instruction de Dinan, des mandats d'arrêt ont été délivrés contre chacun d'eux. Ils risquent de huit jours à un an de prison pour avoir franchi l'enceinte d'un terrain militaire.

La chambre de conseil de Dinan a cinq jours pour confirmer les mandats d'arrêt. En attendant, les protestations se multiplient. Le Parti communiste dénonce une « répression démesurée », les Jeunes socialistes affirment que le gouvernement utilise l'« appareil répressif de l'Etat » pour intimider les adversaires du déploiement de missiles à Florence. La branche francophone

du mouvement Pax Christi a également envoyé un télégramme de solidarité aux huit parlementaires, en les félicitant pour leur action.

Mais l'affaire provoque également des réactions au Parlement belge. Au Sénat, un représentant socialiste a demandé au président d'interroger en vue d'obtenir au moins la libération des élus — sans préjudice du résultat des poursuites.

Quant à la Chambre des députés, elle a constitué une commission spéciale qui devait remettre son rapport ce mercredi 24.

JEAN WETZ.

### Le Christ est maintenant physiquement dans le monde

Sa pleine manifestation ne dépend que de nous. C'est ce que révèle

BENJAMIN CREME

dans son livre

### La réapparition du Christ et des Maîtres de la Sagesse

dans lequel vous trouverez réponse à nombre de vos questions et une aperçue de notre époque.

EDITIONS PARTAGE

103, rue de Paris - 92190 Meudon

Diffusion DERYV-LIVRES

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : André Fontaine

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favrot (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », M. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Reproduction interdite de tout ou partie sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VUE NORMALE

674 F 1 399 F 1 915 F 2 400 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

341 F 644 F 915 F 1 150 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis par lettre.

Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mandats par chèques ou chèques d'imprimeur.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 50 dr. ; Israël, 50 s. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,500 DA ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 0,60 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 500 F. CFA ; Thaïlande, 4,00 ba. ; Tchécoslovaquie, 110 sk.



# LES NOMINATIONS AU SOMMET DE LA HIÉRARCHIE SOVIÉTIQUE

## Des hommes de confiance

(Suite de la première page.)

Le tempérament de M. Gorbatchev se révèle à sa décision d'y procéder immédiatement, alors qu'il n'a pas encore pu, conformément à la sagesse immuable qu'enseigne toute carrière en pays soviétique, attendre encore un peu avant d'abandonner ses carnes. Par sa formation, son passé, ses protecteurs successifs, M. Gorbatchev est certes un apparatchik, mais il est un apparatchik de type météorique, qui a bénéficié d'une ascension vertigineuse vers le sommet et impose le même rythme aux carrières de ceux qu'il veut favoriser.

Trois personnes devaient membres à part entière du bureau politique : MM. Tchebrikov, Ligatchev et Ryjkov. Ces trois nominations n'ont pas exactement la même signification, les deux dernières apparaissant les plus importantes, puisqu'elles touchent deux hommes qui appartiennent déjà au secretariat. Dans le système soviétique, le bureau politique est le centre suprême de réflexion et de décision, surtout du plus grand prestige, tandis que le secretariat est un organe d'exécution. Mais la « double appartenance » à ces deux institutions confère à ceux qui en bénéficient un poids politique sans égal.

Quatre hommes ont désormais cette particularité : M. Gorbatchev lui-même et MM. Romanov, Ligatchev et Ryjkov. On remarquera que M. Romanov, principal concurrent de M. Gorbatchev dans la course au pouvoir de ces dernières années, fait du sur-place. Il ne sera pas très longtemps seul - avec le numéro un - à porter cette « double casquette » équivoque plus haut. Le grand train des promotions décidé par le nouveau secrétaire général a donc accompli son premier pas : faire disparaître la singularité de M. Romanov. Ce dernier, qui a une réputation de brutalité, acquiesce lorsqu'il était premier secrétaire du parti à Leningrad, et dont le nom évoque la dynastie abattue en 1917 - ce qui l'a sans doute déçu, - était le personnage dont les ambitions pouvaient encore inquiéter.

M. Gorbatchev. Il est désormais au même niveau que deux hommes qui, contrairement à lui, doivent leur élévation au nouveau secrétaire général.

### Deux choix significatifs

Le choix de ces deux hommes est hautement significatif. Ils viennent tous deux du secretariat où M. Gorbatchev a pu constater leurs compétences d'exécutants et d'administrateurs. M. Ligatchev, qui était chargé des « questions d'organisation » au secretariat, c'est-à-dire de gérer les carrières des apparatchiks, pourrait bien devenir le « Souslov de M. Gorbatchev ». Il a dix ans de plus que le secrétaire général. Il a un certain goût pour l'idéologie, qu'il a encore montré en signant en septembre dernier un long article dans la revue théorique *Kommunist*. Il pourrait donc jouer un rôle de gardien du dogme, jadis dévolu à Souslov. Il ne serait pas pour autant un « numéro deux ». L'âge du secrétaire général étant de sa signification à cette fonction non inscrite, qui fut longtemps associée à la défense, de l'idéologie.

M. Ryjkov est peut-être le choix le plus important de M. Gorbatchev. Il a le même âge que le secrétaire général et contribue plus qu'aucun autre à l'abaissement de soixante-sept ans à soixante-cinq ans et demi de l'âge moyen du bureau politique. M. Ryjkov est surtout - le fait mérite d'être souligné - un technicien de l'économie qui n'a jamais exercé de fonctions directement liées à la vie du parti. Ingénieur de formation, il a dirigé des usines avant de gravir rapidement les échelons au sein du système de planification centralisée, se spécialisant dans l'industrie lourde et probablement aussi, quoique sa biographie officielle ne le souligne pas, dans l'industrie de défense.

M. Ryjkov est donc probablement l'homme qui va conduire au jour le jour l'effort de « rééquipement industriel », annoncé mardi devant le

comité central par M. Gorbatchev. Pour parvenir à l'« intensification » de l'économie, le motif du secrétaire général depuis son accession au pouvoir, il faut à la fois élever la productivité (« nous plus nous nous développons » selon M. Gorbatchev) et renouveler le parc industriel soviétique, souvent délabré ou vieillissant. Cette entreprise, il n'est pas question de renoncer au dogme de la planification centralisée, l'expérience acquise par M. Ryjkov au Gosplan sera donc nécessaire pour

bricoler comme membre à part entière, et celle du maréchal Sokolov comme suppléant, sont sans doute moins importantes pour les raisons exposées plus haut, même si elles attirent l'attention. Elles marquent le retour dans cette institution respectivement du KGB et de l'armée, qui en avaient été exclus par la mort d'Andropov et d'Oustinov. Ces deux arrivées permettent d'ailleurs d'établir une sorte de parallélisme destiné à satisfaire tout le monde. Le pré-

### L'ordre du jour du 27<sup>e</sup> congrès

M. Mikhaïl Gorbatchev et le chef du gouvernement, M. Tikhonov, seront les principaux rapporteurs au 27<sup>e</sup> congrès du PCUS, qui a été convoqué pour le 25 février 1986, indique une dépêche publiée le mardi 23 avril par l'agence Tass. L'ordre du jour du congrès comporte également l'examen de la « nouvelle rédaction du programme du PCUS » qui doit remplacer celui de 1961 actuellement en vigueur ainsi que des modifications à apporter aux statuts du parti.

M. Gorbatchev présentera un « rapport du comité central » sur l'activité du parti depuis le 26 congrès (février 1981). M. Tikhonov doit pour sa part informer le congrès des options économiques pour la période 1986-1990 et des perspectives de développement de l'URSS jusqu'à l'an 2000.

Cette dernière indication apporte un démenti implicite aux rumeurs insistantes sur un départ prochain à la retraite de M. Tikhonov. - (AFP.)

mener à bien cette tâche qui semble le « grand dessein » de M. Gorbatchev.

La contradiction propre à une économie planifiée qui vise à la fois développer la productivité en donnant plus de champ aux divers exécutants tout en maintenant la centralisation des décisions va cependant se poser une fois de plus. Le secrétaire général l'a souligné à sa manière mardi : « En développant le principe de centralisation dans la réalisation des objectifs, » a-t-il dit, il faut redoubler d'audace dans la voie de l'élargissement de l'autonomie et des droits des entreprises. » M. Ryjkov sera chargé d'opérer cette quadrature du cercle.

### Le KGB et l'armée

Les deux autres nominations au bureau politique, celle de M. Tch-

La promotion partielle du maréchal Sokolov, qui ne devient que suppléant au bureau politique, est certes une bonne nouvelle pour l'armée, mais cette demi-mesure révèle à la fois le faible poids personnel de ce ministre de la défense de soixante-trois ans (son prédécesseur, le maréchal Oustinov, était membre à part entière du bureau politique) et la grande liberté de manœuvres dont jouit le secrétaire général à l'égard de l'institution militaire. M. Gorbatchev ne se sent, en effet, nullement obligé de rétablir immédiatement le statut du ministre de la défense comme membre de plein droit du bureau politique.

On notera enfin l'arrivée au secretariat, pour y suivre les questions agricoles, l'ancien secteur de M. Gorbatchev, d'un spécialiste âgé de cinquante ans, M. Nikonov. Ce dossier difficile est donc confié à un diplômé d'un institut agronomique qui était jusqu'ici ministre de l'Agriculture de la Fédération de Russie, de loin la plus grande des quinze Républiques soviétiques. Comme pour l'industrie avec M. Ryjkov, on confie un domaine essentiel à un expert ayant reçu une formation supérieure spécialisée, ce qui n'avait pas toujours été le cas dans le passé.

Le style de M. Gorbatchev se révèle dans cette recherche des compétences, qui est la forme la plus visible de sa « modernité » : sa manière de dans le choix de collaborateurs plutôt « jeunes » (selon les normes soviétiques). Dans le rapport qu'il a présenté mardi devant le comité central, le secrétaire général a d'ailleurs annoncé qu'il entendait « poursuivre la ligne visant à garantir la stabilité de la direction du parti par une juste combinaison de personnalités chevronnées et de jeunes ».

Il faut remarquer, en outre, que M. Gorbatchev n'a procédé à aucun limogeage au sommet, laissant en place les vieux brejnéviens, souvent peu actifs, et se contentant de ne pas promouvoir les plus « jeunes » d'entre eux qui auraient pu espérer, en d'autres circonstances, mieux voir reconnaître leur mérite, tel M. Dolguikh. Ce dernier, qui s'occupait de l'industrie lourde au secretariat et qui pût comme suppléant au bureau politique, est ainsi « dépassé » en douceur - à soixante ans - par de plus jeunes que lui.

Une démarche d'Elena Bonner auprès des autorités. - Mme Elena Bonner, épouse du prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, a écrit au président du Soviet suprême pour demander que soit reconsidérée sa condamnation, en août dernier, à cinq années de réclusion à Gorki, car accusée de « trahison des sources » qui ont permis l'arrestation d'Andreï Sakharov et assigné à résidence de fait à Gorki depuis janvier 1980 et, après la condamnation qui a frappé son époux, le couple est coupé de tout contact avec le monde extérieur. - (AFP.)

La « touche » personnelle de M. Gorbatchev est donc faite à la fois d'un certain tact dans la gestion des hommes et d'une grande rapidité de décision. La nécessité d'aller vite semble être le maître mot du secrétaire général.

« L'important est que les Soviétiques voient rapidement des changements vers un mieux », a-t-il affirmé devant le comité central.

Le sens des relations publiques qui se manifeste dans cette préoccupation n'est pas un des moindres atouts de M. Gorbatchev dans sa volonté affichée de faire enfin bouger l'URSS après des années d'immobilisme.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### LA COMPOSITION DU BUREAU POLITIQUE

Moscou (AFP). - Voici la nouvelle composition du bureau politique du comité central du PC soviétique, qui compte désormais treize membres et dont la moyenne d'âge est de soixante-cinq ans et demi (il était auparavant de soixante-sept ans).

MM. Mikhaïl Gorbatchev (54 ans), secrétaire général; Gueïdar Aliev (61 ans), transports et éducation; Viktor Grichine (70 ans), premier secrétaire de Moscou; Andreï Gromyko (75 ans), ministre des affaires étrangères; Dinmoukhammed Kounaïev (73 ans), premier secrétaire d'Ouzbékistan; Grigori Romanov (62 ans), industrie de défense et sécurité; Vladimir Tchitcherbitski (67 ans), premier secrétaire d'Ukraine; Nikolai Tikhonov (79 ans), chef du gouvernement de l'URSS; Mikhaïl Solomentsev (71 ans), président de la commission de contrôle; Vitali Voronov (59 ans), chef du gouvernement de la Fédération de Russie; Viktor Tchebrikov (62 ans), président du KGB; Egor Ligatchev (64 ans), agriculture et cadres; Nikolai Ryjkov (55 ans), économie.

Membres suppléants : MM. Edouard Chevarnadze (57 ans), premier secrétaire de Géorgie; Piotr Demitchev (67 ans), ministre de la culture; Vladimir Dolguikh (60 ans), industrie lourde et énergétique; Vassili Kouznetsov (84 ans), premier vice-président du Parlement; Boris Ponomarev (80 ans), relations internationales du PC; Sergueï Sokolov (73 ans), ministre de la défense.

Le secrétaire du comité central comprend : MM. Mikhaïl Gorbatchev (secrétaire général); Grigori Romanov; Nikolai Ryjkov; Egor Ligatchev; Vladimir Dolguikh; Boris Ponomarev; Ivan Kapitonov; Constantin Ronsakov; Mikhaïl Zimianine; Viktor Nikonov.

## LES NOUVEAUX PROMUS

### M. Nicolas Ryjkov : l'ingénieur de Sverdlovsk

Agé de cinquante-six ans, M. Nicolas Ryjkov, nouveau membre du bureau politique, est un ancien du parti, un ingénieur et un homme d'entreprise. Il a été pendant dix ans, de 1965 à 1975, directeur de l'usine de machines-outils de Sverdlovsk, dans l'Oural, et a commencé sa carrière comme ingénieur, puis chef d'entreprise, toujours dans la même région, à la tête de l'importante usine de machines-outils de Ouzdetski.

Il arriva à Moscou qu'il occupa pendant 70 ans, comme député au Soviet suprême et secrétaire de la commission du plan et du budget, bientôt (1975) comme premier vice-ministre de l'industrie lourde des machines-outils et des

transports. En 1979 enfin, il devint premier vice-président du Gosplan. Mais c'est le contraire d'un apparatchik, et ce technicien, membre du parti depuis 1956 et qui l'on dit particulièrement responsable de l'industrie d'armement, n'entra au comité central qu'en 1981. Dans les semaines qui suivent son accession au pouvoir, sous Andropov, le fait même en novembre 1982 au secretariat du PC.

M. Ryjkov a visité de nombreux pays socialistes mais son passage dans des pays occidentaux n'a pas été signalé jusqu'à présent, à l'exception de l'Autriche en 1984. Il a signé ces dernières années divers articles sur la gestion économique, plus spécialement sur la production industrielle et énergétique.

### M. Victor Tchebrikov : le successeur d'Andropov au KGB

Président du Comité de la sécurité d'Etat (KGB) depuis 1982, Victor Tchebrikov, nouveau membre du bureau politique, est un ancien du groupe de Dnepropetrovsk, la région natale de Brejnev dans laquelle l'ancien secrétaire général a passé de nombreuses années dirigeant. Il est cependant plus jeune que la plupart des membres de ce groupe, puisque ce n'est que dans les années 60, alors que Brejnev a depuis longtemps quitté le régime, qu'il gravit les échelons dans l'organisation du parti de Dnepropetrovsk, notamment comme second secrétaire en 1963. Quatre ans plus tard, lorsque Andropov est nommé à la tête du KGB, M. Tchebrikov entre également dans les organes de sécurité en tant que chef de la direction des cadres. Un an plus tard, il devient vice-président du KGB, un poste qu'il occupera pendant toutes les années d'Andropov, sans que l'on puisse savoir s'il est à l'origine du groupe de Brejnev auprès du chef de la police ou un fidèle soutien de ce dernier.

### M. Egor Ligatchev : de Novossibirsk au « noyau dirigeant »

La promotion dont vient de bénéficier M. Egor Ligatchev était attendue, et même l'entrée au bureau politique d'une des personnalités les plus proches du nouveau secrétaire général. Certes, M. Ligatchev, à soixante-quatre ans, n'est plus un jeune homme, mais, par sa carrière considérable-

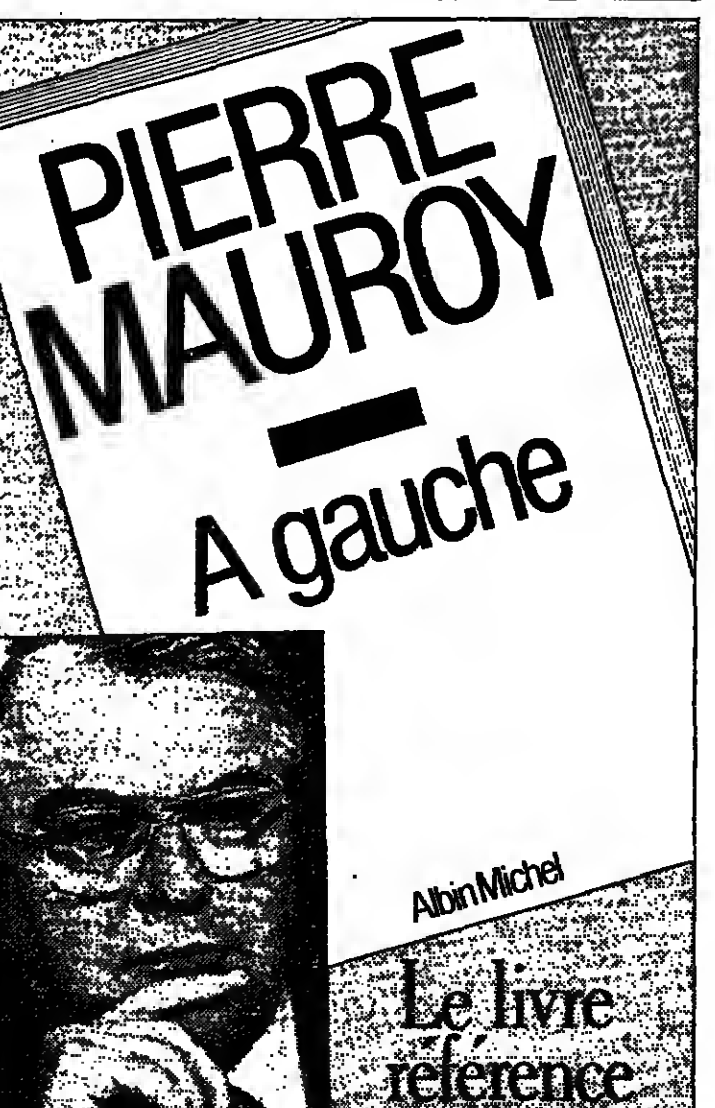
ment accélérée par Andropov, l'ancien mentor de M. Gorbatchev, et par ce qu'on sait de ses orientations, il apparaît comme un des principaux collaborateurs de ce dernier.

M. Ligatchev avait été nommé par Andropov, en avril 1983, chef du département des cadres, un

### M. Victor Nikonov

M. Nikonov est le plus modeste des promoteurs de cette première fournée d'un nouveau régime, puisqu'il se voit attribuer un siège au secretariat du parti sans entrer au bureau politique. Mais il peut se vanter d'être un homme d'expérience : en tant que responsable de l'agriculture, il occupa la fonction qu'il avait été confiée en 1978 à l'actuel secrétaire général.

Né en 1929, Victor Nikonov a fait des études d'agriculture et travailla pendant huit ans dans le territoire de Krasnoïarsk, la région natale de Tchernenko et celle où travailla alors un autre secrétaire actuel du parti, M. Dolguikh. Au début des années 60, il est chef du service agricole du comité du parti du territoire ; après quoi il est af-



### Le maréchal Sokolov

Le maréchal Sergueï Sokolov, nouveau membre suppléant du bureau politique, est né le 1<sup>er</sup> juillet 1911 en Crimée et s'est enrôlé dans l'armée rouge en 1932. Après avoir suivi l'école des blindés de Gorki, il est entré au parti en 1937 (l'année de la grande purge des chefs militaires et de l'exécution de Toukhatchevski). Il sert ensuite en Extrême-Orient, participant notamment aux combats contre les Japonais en août 1939 - mais fait toute la seconde guerre mondiale à l'Ouest, dans des batailles de groupes blindés. La guerre terminée, il achève ses études à l'académie militaire des

troupes blindées, puis à l'académie de l'état-major général. Les postes qui lui sont confiés dans les années 60 le conduisent successivement à Moscou puis à Leningrad. En 1967, il revient à Moscou comme premier adjoint du maréchal Gretchko, qui vient d'être nommé ministre de la défense. Il conserve ce poste pendant quatre ans sous deux ministres et trois secrétaires généraux de parti.

Sa promotion, en décembre 1984, au poste de ministre de la défense, après la mort du maréchal Oustinov, avait été celle du plus ancien dans le grade le plus élevé.



**MEDECINE PHARMACIE**  
CLASSE PRÉPA. Stage pré-région. Soins annuels.  
5 centres : quartier Lapon, Neuilly, Nanterre, Châtillon, Clichy.  
**CEPES**  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Noully, Tél. 722.94.94 - 745.09.19

République française  
**UNIVERSITÉ PARIS-NORD**  
**IUT de VILLETANEUSE**  
**FORMATION CONTINUE**  
Session de novembre 1985  
stages ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi

**DUT INFORMATIQUE**  
Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 3 ans à temps partiel

**DUT GESTION - option Personnel**  
Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 2, 3, 4 ans à temps partiel

**DUT GESTION - option Gestion appliquée aux petites et moyennes organisations**  
Stage en 1 an à temps complet

**DUT CARRIÈRES JURIDIQUES et JUDICIAIRES**  
Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 2 ou 3 ans à temps partiel

**DIPLOME d'université en techniques de la bureautique**  
Stage en 1 an à temps complet

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion du congé individuel de formation.

**OUVERTURE DES INSCRIPTIONS le 15 avril 1985**

**RENSEIGNEMENTS :**  
**CENTRE DE FORMATION CONTINUE**  
**IUT de VILLETANEUSE, avenue L.-B. Clément, 93430 Villetaneuse**  
Téléphone : 821-61-70 poste 4840 - 826-90-48

## EUROPE

POINT DE VUE

### Il y a soixante-dix ans : le génocide des Arméniens

Il y a soixante-dix ans, le 24 avril 1915, le gouvernement turc arrêtait, pour les vouer à la déportation et à la mort avec un peuple tout entier, les intellectuels arméniens de Constantinople. Cette date a depuis été choisie symboliquement par les Arméniens, désormais dispersés dans le monde entier, pour honorer tous les ans la mémoire de plus d'un million de victimes. Chaque année, le 24 avril, à Erzurum, capitale de la RSS d'Arménie — un territoire de 28 000 kilomètres carrés passé de l'Iran à la Russie dans les premières années du dix-neuvième siècle — des centaines de milliers de personnes quittent à tour de rôle leur poste de travail et montent silencieusement déposer une fleur dans le monument érigé depuis 1955 sur une colline boisée aux abords de la ville. En France, au Proche-Orient, dans tout le continent américain et même en Australie, les cérémonies religieuses et civiles, le jour du souvenir, avec les conférences et les manifestations publiques. Cette année, un déplacement de foule d'une ampleur sans précédent était prévu à Washington, devant le Mémorial Lincoln, pour protester contre le silence officiel qui continue d'étouffer aujourd'hui encore un crime commis il y a soixante-dix ans.

Bien exposé dans plusieurs ouvrages récents, les faits sont désormais connus du public français. Engagés par le traité de Berlin, en 1878, à promouvoir « des améliorations et des réformes dans les provinces habitées par les Arméniens », les gouvernements de l'Empire ottoman s'efforçaient de vidier cette clause de toute réalité en procédant à un nouveau découpage administratif destiné à rendre les Arméniens minoritaires dans les provinces de l'Est qui constituaient la partie occidentale de l'ancienne Arménie. Puis ils tentèrent, une première fois, en 1895-1896, d'exterminer la population arménienne. Cette tentative, qui fit au moins trois cent mille victimes, fut interrompue par l'intervention des puissances occidentales.

Mais, en 1915, l'Europe se trouvait empêchée d'agir à cause du conflit mondial, le gouvernement des Jeunes Turcs, qui avait renversé le pouvoir impérial en 1908 et venait d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, décida à son tour de se débarrasser des Arméniens. Les conscripts arméniens qui se répendaient massivement à l'ordre de mobilisation furent d'abord exécutés sur place dans des casernes où ils devaient être incorporés. Entre-temps, sous prétexte que la présence de populations arméniennes de part et d'autre de la

frontière russo-turque constituait un risque pour la défense, on donna l'ordre de déporter vers le Syrie tout ce qu'il restait d'Arméniens dans le pays. Cette déportation, accompagnée de violences d'une cruauté inouïe, était en fait conçue comme un processus d'extermination. Les survivants qui arrivèrent en Syrie furent sans cesse déplacés d'un camp à l'autre jusqu'à épuisement.

Au Liban, la commémoration aura lieu dans un climat de tension en raison de l'assassinat à Beyrouth, le 23 avril, de M. Sarkis Aznavourian, membre du comité central du parti Tachnag (social démocratique). Le crime n'a pas été revendiqué.

par JEAN-PIERRE MAHÉ (\*)

Cependant, si l'on excepte la France, qui a officiellement pris, ces dernières années, une position claire et courageuse sur cette question, les gouvernements continuent d'ignorer ce crime et d'accepter implicitement les dénégations successives de tous les dirigeants turcs depuis soixante-dix ans. A la commission des droits de l'homme de l'ONU, en 1974 et en 1978-1979, la Turquie a pu ainsi s'opposer avec succès à la mention des Arméniens dans un texte concernant le crime de « génocide ».

Cependant le génocide est un crime de telle nature qu'il continue d'avoir des conséquences douloureuses et tragiques, même trois générations après l'événement. Beaucoup d'Arméniens, réfugiés après la catastrophe dans divers pays du Proche-Orient, se vivent contraints, en raison du réveil des nationalismes qui a suivi la seconde guerre mondiale, à prendre une deuxième fois le chemin de l'exil. Naguère encore, la petite communauté arménienne de Chypre a été durement éprouvée, comme tous les autres chrétiens de l'île, par le partitionnement imposé par les Turcs. Aujourd'hui, la communauté arménienne du Liban, issue, pour une bonne part, de personnes déplacées du Sud-Est de la Turquie, des orphelins créés après la première guerre mondiale et des survivants de l'exode perpétré dans des camps en Syrie, se trouve impliquée dans une guerre civile dont les conséquences, du point de vue arménien, sont d'autant plus tragiques qu'avec cette communauté c'est le dernier tissu social purement arménien occidental qui risque de disparaître : où pouvait-on parler librement sa langue, en ville comme à la maison, et jouir d'une véritable vie culturelle arménienne en diaspora, sinon au Liban ?

Mais surtout la qualification du crime ne saurait être sérieusement contestée. Il ne s'agit pas d'un massacre dû aux conséquences malheureuses de la guerre, mais bien d'un plan prémédité d'extermination. Le Tribunal permanent des peuples, réuni l'an dernier à la Sorbonne, recit cette sentence le 15 avril au Sénat, après un examen critique de l'ensemble du dossier : « L'extermination des populations arméniennes par la déportation et le massacre constitue un crime imprescriptible de génocide au sens de la convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. »

Les événements de ces dernières années constituent donc, du point de vue de la langue arménienne, une sorte de prolongation du génocide de 1915, comme si on traquait les derniers survivants pour les priver du souffle de vie nationale qui leur reste. Demain, d'autres drames risquent d'éclater dans d'autres pays, et de frapper plus durement un peuple privé depuis soixante-dix ans de toute reconnaissance internationale.

Mais justement, dans ces pays où les Arméniens ont généralement conquis grâce à leur travail une honnête aisance matérielle, la plaie n'est pas refermée pour autant. Il n'était pas aisé, pour les premiers immigrants, porteurs d'une langue et d'une culture qui n'existaient plus sur le sol ancestral, de constater leur impuissance, leurs doutes, leur milieu social approprié, à transmettre cet héritage aux enfants à qui ils ont donné la vie. La déracinement, l'attachement à la suite normale des générations, la distorsion profonde entre l'espace intérieur, balisé de souvenirs arméniens, et l'extérieur, exclusivement étranger, entraînent une sorte d'angoisse vengiveuse dont témoigne avec une vigueur saisissante la littérature arménienne de diaspora, spécialement celle qui fut composée en France, des années 20 aux années 70. Ainsi s'explique sans doute le cri d'identité profonde et douloureuse que connaissent aujourd'hui, en France et dans le monde, beaucoup de jeunes Arméniens de la troisième génération. Ils ont reçu cette angoisse en naissant, ils l'ont perçue chez leurs parents durant toute leur enfance. Ils se sentent à la fois poursuivis par le drame de leurs origines et empêchés de les rejoindre.

Il n'est au pouvoir de personne de réparer le mal qui a été fait ; mais on ne saurait concevoir un spalement fondé sur l'étouffement de la vérité. Si l'on ne peut, équitablement, tenir la population turque actuelle pour responsable d'un crime commis voici soixante-dix ans, on ne doit pas non plus accepter la trahison ou la négation pure et simple des faits. En prenant clairement position sur le génocide des Arméniens, le gouvernement français a montré qu'il peut dénoncer une certaine propagande mensongère sans cesser pour autant de maintenir des relations diplomatiques avec la Turquie. Il faut espérer que cet exemple sera suivi par d'autres gouvernements et par les instances internationales. Il n'y va pas seulement de la vérité due aux victimes et à leurs descendants, mais aussi de la conscience humaine et de la prévention du crime de génocide.

(\*) Professeur à l'Institut national des langues et des civilisations orientales.

Cette machine à écrire a une liaison...



## Nouvelles électroniques IBM:

La liaison des nouvelles électroniques IBM 6746, 6747 et 6750 avec l'ordinateur personnel IBM est une connexion simple, disponible en option.

Ces machines deviennent ainsi des imprimantes d'ordinateur, de qualité courrier. Elles travaillent silencieusement dans le caractère et l'espacement de votre choix.

Elles acceptent le double format (deux 21 x 29,7 cm) et peuvent donc reproduire des tableaux de grande largeur.

La fonction imprimante peut être ajoutée à tout moment à votre IBM 6746, 6747 ou 6750. Alors, en achetant votre machine à écrire, pensez à votre ordinateur personnel IBM.

مكتبة من الأصل

هناك في الأصل



# AMÉRIQUES

## LE DÉBAT SUR LE NICARAGUA

### M. Reagan subit un échec au Congrès

(Suite de la première page.)  
Ni la Maison Blanche ni le département d'Etat ne sont fondamentalement hostiles à cette éventualité, mais considèrent, contrairement au gouvernement nicaraguayen, que l'essentiel réside dans des conversations directes entre sandinistes et « contras ».

Bien que M. Reagan ait choisi de faire contre mauvaise fortune bon cœur en se félicitant du vote du

Sénat, celui-ci constitue bel et bien pour lui une défaite politique, moins cinglante seulement que celle que lui ont infligée les représentants.

La Chambre devait se prononcer mercredi sur deux projets alternatifs. Le premier, soutenu par les démocrates, propose de distribuer, par l'intermédiaire de l'ONU ou de la Croix-Rouge, 10 millions exclusivement aux réfugiés du Nicaragua, et non aux combattants, et 4 autres

millions aux capitales de la région soutenant les efforts de règlement pacifique. Défendu par les républicains, le second projet propose d'accorder aux « contras » la totalité des 14 millions en jet, sous forme d'aide humanitaire distribuée par l'Agence américaine pour le développement international et non plus par la CIA.

Quel que soit le compromis qui sera ensuite trouvé entre les deux Chambres, il ne répondra pas aux aspirations premières de M. Reagan qui vient, en surestimant son autorité, d'accorder une victoire politique aux sandinistes. Les autorités de Managua se sont ac-

demourant immédiatement réjouies de la « défaite catastrophique » de l'administration Reagan, qui va limiter les moyens de pression dont dispose contre elles la Maison Blanche.

BERNARD GUETTA.

## Brésil

### L'HOMMAGE A TANCREDO NEVES

#### Cinq personnes ont péri dans des bousculades

Le cercueil du président Tancredo Neves, recouvert du drapeau national, a quitté Brasília pour Belo Horizonte dans l'Etat de Minas-Gerais, mardi 23 avril. Il a été exposé dans cette ville avant les funérailles, qui devaient se dérouler ce mercredi à Sao-João-del-Rey, la ville natale de Tancredo. Lors de l'hommage funéraire à Belo Horizonte, qui a réuni des milliers de personnes, des bousculades ont fait cinq morts et deux cent soixante et onze blessés, selon un bilan officiel. Les victimes ont été écrasées contre les grilles du Palais de la liberté lorsque la foule a fait mouvement pour pénétrer dans le bâtiment où reposait le corps du président.

Devant l'émotion croissante de la foule, la veuve de Tancredo, M<sup>me</sup> Ri-soleta Neves, est apparue au balcon du bâtiment pour lancer un appel au calme : « Peuple du Minas-Gerais, du calme, je vous aime autant que

Tancredo vous aimait », a-t-elle déclaré. Après ces événements, M. Cid Alerio, maire de Sao-João-del-Rey, est intervenu à la télévision pour demander au public de ne pas venir aux funérailles dans sa ville. Cette localité est trop petite pour accueillir un grand nombre de personnes, a-t-il expliqué.

Les cérémonies d'hommage au président Neves, mardi à Brasília, ont été célébrées en présence de quatorze délégations étrangères, dont cinq dirigées par des chefs d'Etat. La France est représentée officiellement par M. Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. Il est accompagné par l'épouse du président de la République, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, le chef de l'Etat « ayant tenu à faire un geste personnel » à l'égard du président Neves, a-t-on souligné à l'Elysée. — (AFP, AP, Reuters.)

● **Décès de l'ancien sénateur Sam Ervin.** — L'ancien sénateur démocrate, Sam Ervin, qui avait joué un rôle-clé dans l'enquête sur le scandale du Watergate, est mort, mardi 23 avril, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à l'hôpital baptiste de Winston-Salem (Caroline du Nord). Sénateur de cet Etat de 1954 à 1975, M. Ervin, un spécialiste de la Constitution américaine, avait été choisi par ses collègues en 1973 pour présider la commission d'enquête du Sénat sur le Watergate. Les auditions publiques de sa commission, retransmises en direct par les chaînes de télévision américaines, ont contribué à porter à la connaissance des Américains les détails de l'affaire qui aboutit à la démission du président Nixon en août 1974. — (AFP.)

# A TRAVERS LE MONDE

## Egypte

● **ÉPILOGUE D'UN INCIDENT DE FRONTIÈRE AVEC LA LIBYE.** — La Cour de sûreté de l'Etat d'Alexandrie a condamné à mort, mardi 23 avril, par contumace deux Libyens et dix Égyptiens jugés coupables d'attaque à main armée, il y a huit ans, contre un commissariat de police du désert Occidental proche de la frontière libyenne. Un policier avait été tué et cinq autres blessés. — (Reuters.)

## Inde

● **VIOLENCES INTER-CASTES A AHMEDABAD.** — Seize personnes ont été tuées et quatre-vingts autres blessées, mardi 23 avril, au cours de nouvelles violences entre membres de castes différentes à Ahmedabad, dans l'Etat de Gujarat (ouest de l'Inde), a annoncé l'Agence de presse indienne PTI. Environ trois mille habitants ont fui leurs domiciles à Bumpangan, le quartier d'Ahmedabad le plus touché par les affrontements depuis le début des violences, il y a deux mois. Ces incidents ont éclaté à la suite de l'opposition des hindous, de caste supérieure, à la politique gouvernementale visant à favoriser l'accès à l'enseignement supérieur et aux emplois publics des hindous de caste inférieure (le Monde du 19 avril). — (AFP.)

## Maroc

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avions annoncé dans le Monde du 13 avril, à propos du remaniement ministériel, le Mouvement populaire (MP) de M. Mahjoubi Aberdane ne participe pas à la nouvelle formation gouvernementale.

# PROCHE-ORIENT

## Iran

### Les « intoxiqués de l'Occident » au banc des accusés

Le président Ali Khamenei a demandé mardi 23 avril l'arrêt des manifestations d'hostilité (membres du parti de Dieu) contre « la corruption et le non-respect des valeurs islamiques ». Les autorités judiciaires seront chargées de veiller au respect des règles islamiques, a précisé le chef de l'Etat, qui, vendredi 19 avril, avait approuvé les manifestations. Le bureau du procureur a rappelé que la loi prévoit que les femmes ne respectant pas la « tenue islamique » sont passibles de soixante-quatorze coups de fouet, voire de peines de prison. Les manifestations avaient commencé après les incidents dans un quartier populaire de Téhéran, le 10 avril, au cours desquels trois cents « contre-révolutionnaires » avaient été arrêtés. — (AFP.)

#### De notre envoyé spécial

Téhéran. — Les remarques du président Ali Khamenei qui, au cours de la prière du vendredi 19 avril, avait mis en garde les iraniens contre les infractions aux normes islamiques dans leur tenue vestimentaire, semblent avoir relancé la campagne contre la « corruption morale » et la « dévotion ».

« Tous les ans, à l'approche des grandes chaleurs, a-t-il dit le chef de l'Etat, qui est en même temps l'imam de la prière du vendredi à Téhéran, je vous mets en garde contre le port de vêtements non convenables et les comportements intolérables en public. Il est vrai que les gens sont libres de s'habiller comme ils l'entendent, mais ils ne peuvent pas faire de leurs habits des habits susceptibles de favoriser la dévotion, les filles, les garçons, les femmes ou les hommes devraient porter des vêtements décents, afin de ne pas heurter les sentiments de ceux qui ont donné à la nation ses martyrs. Les familles de ces derniers nous supplient d'intervenir pour empêcher que certaines femmes ne s'habillent de cette manière. Nous ne pouvons donc tolérer la propagation de la corruption et du dévotion ».

Le chef de l'Etat prenait ainsi fait et cause pour les hebdomadaires qui tentent, tous les après-midi d'écarter « les démons de la corruption morale » et de la « dévotion » en défilant dans le centre de Téhéran aux cris de : « Hezbollah ! Hezbollah ! Pichez-moi Rouhollah ! » (Parti de Dieu ! Nous sommes prêts à mourir pour Rouhollah (le prénom de Khomeini), mais il s'empare aussitôt de mettre en garde les « partisans de Dieu » contre les brutalités que pourraient commettre certains éléments extrémistes qui se généralisent dans leurs rangs pour se livrer à des provocations.

En tout cas, les habitants de Téhéran-Ville — où il faudrait vraiment faire preuve de beaucoup d'imagination pour déceler de l'indécence dans les vêtements banalisés portés aussi bien par les hommes que par les femmes — comprennent difficilement les motifs de toute cette agitation qui demeure d'ailleurs très localisée et qui semble, selon certains, refléter des divergences au sein de la classe dirigeante.

La radio de la République islamique a apporté sa contribution à cette campagne de « salubrité publique » en consacrant un commentaire à la nécessité inéluctable de la lutte contre ceux qu'elle qualifie d'« intoxiqués de l'Occident ».

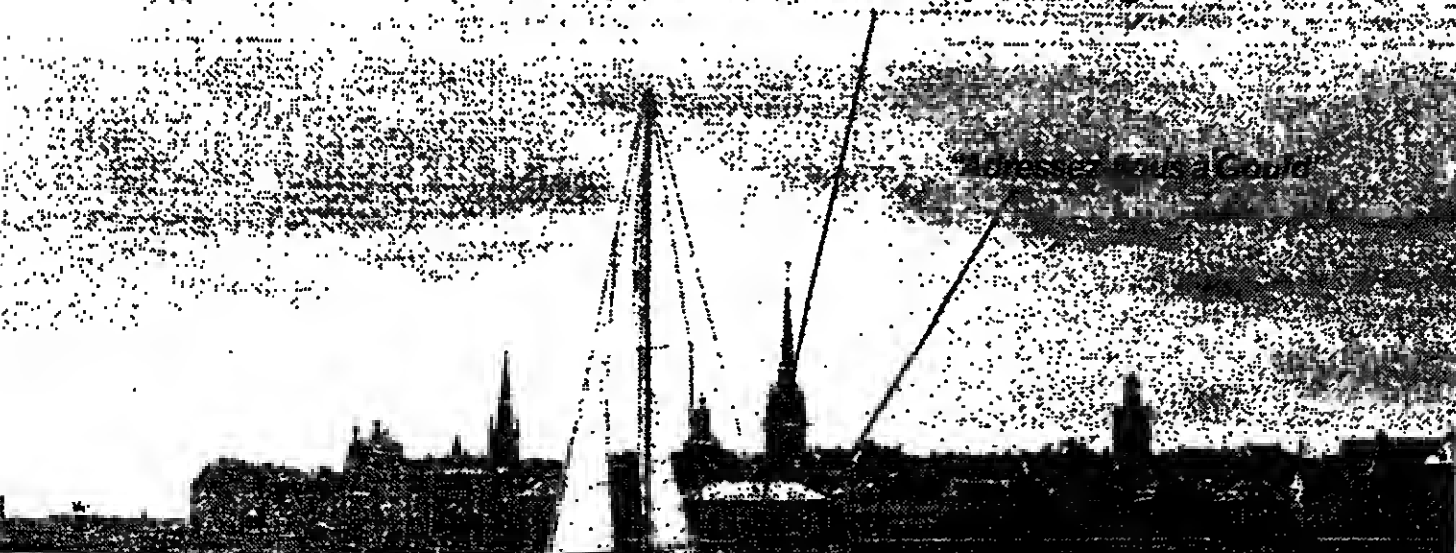
L'éditorialiste du journal affirme que la République islamique a dépassé depuis belle lurette la période d'anarchie qui suit chaque révolution, et que toute mesure prise contre l'intégrité du système » et l'ordre social » pourrait mener à une nouvelle période d'anarchie qui équivaldrait à une « négation du gouvernement central ». Il ajoute : « De telles actions entravent au moment où l'Iran a souligné que la guerre était le problème prioritaire du pays, contredisent les mots d'ordre de la hiérarchie islamique. Exacerber les tensions internes et créer des problèmes mentaux et subjectifs dans les villes conduisent à l'éclatement de la nation contre la politique de la persécution de la guerre. »

Autant admettre qu'il existe au sein du régime iranien des forces qui sont contre la continuation de la guerre.

JEAN GUERRAS.

## Gould: Innovation et Qualité en Electronique Européenne

« Où puis-je trouver un mini-ordinateur 32 bits à hautes performances combinant rapidité et puissance avec une gamme réellement complète de logiciels ? »



Les mini-ordinateurs à hautes performances Gould accélèrent la vitesse de traitement à 32 bits jusqu'à 800%.

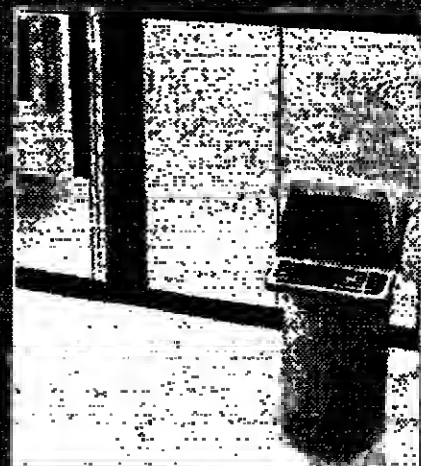
Le rendement de notre avance dans le domaine de l'amélioration de la productivité, de l'efficacité, de la qualité et de la rentabilité. Les applications vont de la DAO et de l'automatisation des processus de fabrication au traitement à grande vitesse des données scientifiques en temps réel.

Le 3297 (à droite) est notre système le plus récent et le plus rapide.

En Europe comme dans le reste du monde, Gould concentre ses

technologies et ses produits sur six marchés de l'électronique en expansion rapide: ordinateurs, automatisation des usines, tests et mesures, électronique médicale, électronique militaire, et composants et équipements électroniques (entre autres semi-conducteurs). Si un produit est important pour l'Europe, il est crucial pour Gould.

Etes-vous intéressé et aimeriez vous en savoir plus? Ecrivez à Gould, Department W4, Raynham Road, Bishop's Cleeve, Shropshire CM23 5PF (Angleterre).



**GOULD**  
Electronics

## En Finlande

### DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours.  
Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons.  
Un paysage sauvage peuplé de bœuf-lapin, traversé de torrents, parsemé de lacs.  
Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

Et si la tentation se fait forte de connaître des étendues sauvages, si vous voulez rencontrer un peuple qui vit à l'écart du monde, retournez-nous le coupon réponse ci-dessous.

Vous verrez alors dans nos brochures, les mille et une manières de vivre pendant l'été, chez l'habitant à la ferme, à l'hôtel ou en gîte de randonnée, la fantastique aventure du Grand Nord.

Office National du Tourisme de Finlande  
13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.

☐ Oui  
☐ Non  
 Adresse : \_\_\_\_\_

## La réfor

Plus de 100 000 personnes ont participé à la manifestation de dimanche 24 avril à Paris, pour demander la réforme de la loi de 1958 sur le statut des étrangers. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.

La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.

La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.

La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.

La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.

La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958. Les participants ont porté des pancartes et des banderoles, et ont chanté des chansons. La manifestation a été organisée par le Comité pour la réforme de la loi de 1958.



# politique

## La réforme du mode de scrutin à l'Assemblée nationale

Pour la quatrième fois depuis juillet 1981, la majorité de l'Assemblée nationale a refusé de renverser le gouvernement. L'opposition était sans illusion. La motion de censure est devenue l'un de ces rituels dont les parlementaires ne veulent pas se priver. Mais la discussion n'apporte guère de révélations. Comment aurait-elle pu en être autrement, mardi 13 avril ? Tout a été dit et redit sur la réforme électorale, au point que l'on peut se demander ce que les députés vont bien pouvoir trouver pour attirer l'attention sur la suite de la discussion, au moins avant que ne viennent en débat, les conditions d'élection des conseillers régionaux, qui ont été quelque peu laissées dans l'ombre.

Car pour l'élection des députés, représentants de l'opposition la possibilité pendant le discours d'interpellation de leur porte-parole a été refusée — si besoin était — que la proportionnelle est déjà entrée dans les têtes. Est-ce la préparation des listes ? Toujours est-il que la discussion a été l'occasion de conviction, dans une bataille qu'elle affirme pourtant essentielle.

Mais une motion de censure — quel que soit l'objet précis de débat, — c'est aussi l'occasion de dresser un tableau de l'état des forces politiques. Celle de mardi n'a pas manqué à la tradition. Peut-être fut-elle — comme l'a affirmé le premier ministre — une manière pour la droite de camoufler ses lézards internes, mais elle a aussi permis à la gauche de ravaler la façade au moindre coût. Car si toutes ses composantes sont, peu ou prou, d'accord sur le principe de la proportionnelle, elles sont sérieusement divisées sur les modalités de son application. Mais le mécanisme de la motion de censure a pour résultat obligatoire de couper brutalement en deux la classe politique, situation que certains promoteurs de la proportionnelle souhaitent précisément atténuer. Elle évite aussi à ceux qui sont contre, sans vouloir pour autant la chute du gouvernement, de se manifester.

Les échanges de mardi ont surtout permis de se faire une idée de la manière dont chacun se prépare à la grande bataille de 1986. L'économie sera, bien entendu, au centre de l'affrontement. Face au RPR, qui n'hésitera pas à mettre en avant toutes les revendications catégorielles, M. Fabius répondra, sur le ton calme et mesuré qui lui est coutumier, que les Français supportent difficilement la crise et la

rigueur, mais qu'ils admettent qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Et il ne se privera pas de mettre le doigt sur les plaies de l'opposition : ses divisions. Le premier ministre prend manifestement un malin plaisir à citer M. Barre contre M. Chirac, M. Chirac contre M. Barre, le nouveau Valéry Giscard d'Estaing contre l'ancien président de la République. L'opposition, manifestement, n'est pas encore habituée au style de M. Fabius, et ne sait trop comment le contraindre. Si MM. Jean-Claude Gaudin et Raymond Barre prennent le parti de l'humour, M. Jacques Toubon, lui, s'énervait, mettant ainsi davantage en valeur le calme du premier ministre. M. Fabius a tellement ancré son image d'homme de la mesure, dit « juste milieu », gérant la France sans se préoccuper d'autre chose, que chacun est décontenancé lorsque il donne, à son tour, quelques coups.

Mercredi après-midi 24 avril, M. Giscard d'Estaing entend monopoliser l'attention en défendant une motion référendaire : l'ancien président considère en effet que la réforme du mode de scrutin devrait être soumise à référendum, en vertu de l'article 11 de la Constitution.

THIERRY BRÉHER.

## FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS STRATÉGIQUES

### Pierre Lellouche L'AVENIR DE LA GUERRE

MAZARINE

340 pages ill. 89 F

#### M. FABRUS : motion «antifissures»

M. Fabius répond alors aux orateurs. Parlant lui aussi de la situation économique et sociale, il rappelle que les difficultés de la France ne remontent pas à 1981. Il en donne pour preuve une déclaration de M. Chirac en mars 1981 où le président du RPR soulignait notamment : « Depuis cinq ans, le chômage a doublé. L'inflation est passée de 9 % à 14 % environ. Le commerce extérieur, la balance des paiements se sont considérablement dégradés ; les prélèvements fiscaux se sont accrus. C'est un bilan lourd à porter ». Puis le premier ministre, évoquant « les progrès en matière de liberté et d'acquis sociaux », accomplit, selon lui, depuis 1981, « la modernisation du pays qui progresse », les décisions qui vont être prises dans les semaines à venir, notamment pour les chômeurs en fin de droit et sur la Nouvelle-Calédonie, affirme : « C'est cela, gouverner, monsieur Toubon, et non multiplier les coups de menton ».

M. Fabius explique ensuite : « La gauche, aujourd'hui, je le concède tout à fait, n'est pas très populaire ; mais, dans le même temps, je crois que la majorité de notre peuple sait bien qu'il n'y a pas d'autre politique sérieuse que celle qui est actuellement suivie. Qui peut croire que l'on résoudrait les problèmes du pays avec les « il n'y a qu'à » ultra-libéraux des uns et les « il faut qu'on » ultra-étatistes des autres ? ».

Sur la réforme électorale, le premier ministre pose quatre questions : « Quand la faire ? ». Il rappelle la déclaration de Georges Pompidou du 1<sup>er</sup> juin 1966 sur la nécessité de tenir à ce sujet « l'opposition en suspens » (Le Monde du 23 mars 1985) et, détaillant toutes les réformes électorales effectuées depuis 1876, il constate : « Nous respectons le plus long délai (entre la présentation de la réforme et l'élection) enregistré au cours de notre Histoire dans le souci de la démocratie et du droit. » (Lire la suite page 8.)

#### M. BILLARDON : combattre l'extrême droite

M. André Billardon, au nom du groupe socialiste, lui aussi évoque longuement la situation économique en expliquant que la gauche a dû s'atteler à la modernisation de l'appareil de production et à celle des rapports sociaux. La réforme électorale s'inscrit pour lui dans la même nécessité de modernisation, mais cette fois des institutions. Il rappelle que « le conservatisme au service du combat politique » a empêché l'été dernier « l'élargissement du champ référendaire ». Il ajoute que le changement du mode de scrutin « devrait permettre une démocratie plus sereine », aussi il juge que « l'attitude de M. Raymond Barre sur la cohabitation va à contre-courant ».

Pour M. Billardon, « nos concitoyens en ont assez de la guerre des tranchées (...). Pour les socialistes, rappelle M. Billardon, la proportionnelle n'est pas une bouée de sauvetage » mais répond à « une conception depuis longtemps affirmée de la démocratie ».

Enfin, M. Billardon reconnaît qu'« aucun démocrate ne peut bayer d'un revers de main » la possibilité de l'entrée du Front national à l'Assemblée nationale, du fait du changement de mode de scrutin. Mais pour lui « ce qui est grave, c'est que plusieurs centaines de milliers de Français se reconnaissent

Montant à son tour à la tribune, M. Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine, au nom du parti communiste, qualifie « d'artifice procédurier » la motion de censure qui « marque l'attachement de la droite (...) à un scrutin particulièrement inique ». Rappelant que « les républicains » ont toujours défendu la proportionnelle, M. Brunhes souligne que le PC est « la seule force politique » à se réclamer « d'une technique électorale qui ne soit pas circonstancielle » : la proportionnelle intégrale. « Pour lui, la véritable démocratie, la seule, c'est celle-là ».

Le porte-parole ajoute toutefois que « le scrutin proportionnel ne démocratisera pas à lui tout seul des institutions autoritaires » et réitére des accusations de son parti contre le fonctionnement de la V<sup>e</sup> République, particulièrement contre la concentration « entre les mains du président de la République (...) de la quasi-totalité des pouvoirs ». Critiquant le type de proportionnelle choisi par le gouvernement, M. Brunhes se demande « si le contenu de la loi électorale pour 1986 n'a pas été déterminé en partie par le gouvernement en fonction de sa capacité à affaiblir le Parti communiste et à favoriser des combinaisons politiques déjà anciennes ». Évoquant durement la politique économique gouvernementale, il affirme que son parti « est le seul recours pour toutes celles et tous ceux qui refusent de baisser les bras ».

#### M. TOUBON : le chômage et le jeu

Intervenant à son tour, M. Jacques Toubon détaille les raisons de l'opposition de son mouvement au mode de proportionnelle voulu par le gouvernement : « Il est injuste et compliqué (...). C'est la loi des partis (...). Il n'est soutenu que par le Parti socialiste et le Front national (...). Pour la première fois depuis l'institution du suffrage universel une réforme du mode de scrutin ne sera adoptée que par une seule formation politique (...). La proportionnelle n'est la loi de la minorité (...). Pour le secrétaire général du RPR, « le changement proposé n'est qu'une manœuvre de M. Mitterrand, manœuvre réalisée dans son intérêt personnel et contre l'intérêt de la nation dans le seul but d'empêcher l'opposition d'avoir une majorité et de mettre en œuvre

#### ET LES FEMMES ?

L'institution de la représentation proportionnelle à l'Assemblée nationale, aux assemblées régionales et aux conseils municipaux figure à la quarante-septième place des cent dix propositions du candidat François Mitterrand. Cette promesse est assortie d'une autre : « chaque liste comportera au moins 30 % de femmes ». Le gouvernement a pris en compte la première partie de l'engagement. Il ne semble pas s'être soucié de la seconde.

à partir de 3.590 F aller-retour

**ICELANDAIR** c'est

**DETROIT CHICAGO** aux meilleurs prix

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines 75002 PARIS ☎ 742 52 26

**CHYPRE** Ile des Dieux et des hommes

**APHRODITE** déesse de la beauté et de l'amour

340 jours de soleil par an des hôtels renommés selon votre goût plus de 8.000 ans d'archéologie 700 km de plages et l'accueil chaleureux des Chypriotes

Voyagez avec Cyprus Airways

Bon pour une documentation gratuite

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE 15, rue de la paix, 75002 Paris ☎ 261.42.49 Telex 214177



MAZARINE

**En Finlande**

CHICAGO, NEW YORK, LA JAPON, L'EUROPE, L'AMÉRIQUE, LE MEXIQUE, LE NORD, LE SUD

ICELANDAIR

لله في الاصل



# POLITIQUE

## La réforme du mode de scrutin à l'Assemblée nationale

(Suite de la page 7.)

A la question « Pourquoi ? », M. Fabius rappelle que c'est « le respect d'un engagement » dans « un souci de justice ». Evoquant les prises de position proportionnalistes de certains responsables de l'opposition, il constate : « J'ai cru comprendre d'ailleurs que même parmi ceux qui en apparence condamnent la proportionnelle, beaucoup n'en ont pas vraiment l'intention, car ils ne la souhaitent pas au fond de leur cœur ».

A la question « Comment ? », le premier ministre rappelle que « le mode d'élection de l'Assemblée nationale n'a jamais été soumis à

référéndum » et souligne les changements d'opinion sur ce sujet de M. Giscard d'Estaing.

Enfin, à la question « Vers quoi ? », M. Fabius affirme, exemple historique français et évocation de ce qui se passe en République fédérale d'Allemagne et en Saxe à l'appui, que la proportionnelle n'est pas forcément synonyme d'instabilité gouvernementale. Il ajoute même que « lorsque le pouvoir exécutif est fort, le mode de scrutin proportionnel peut non seulement accompagner la stabilité mais, d'une certaine manière, la renforcer en évitant les traumatismes et les excès ».

En conclusion, M. Fabius déclare : « Au moment où les formations de l'opposition, quelques jours après avoir signé un miraculeux accord de gouvernement, se déchirent allégrement, au moment où les anciennes rivalités se développent en son sein, au moment où certains prétendent combattre ce projet dans le même temps qu'ils organisent des listes qui en sont déjà l'application, le dépit d'une telle motion de censure permet opportunément de chercher à dissimuler tout cela dans une sorte de coalition des non. Cette motion de censure antilégislative est donc dirigée paradoxalement beaucoup plus vers

l'opposition que vers le gouvernement et destinée en réalité à colmater ses propres brèches ».

Après les explications de vote de chaque groupe, il n'y a que cent soixante députés pour voter la censure : tous les députés RPR, et UDF et apparentés à ces deux groupes et au sein de onze associations, MM. Roch, Pidot (Nouvelle-Calédonie) et Olivier Stirn (Calvados) ne l'ayant pas votée. Il en aurait fallu deux cent quarante-six pour que le gouvernement soit renversé.

THIERRY BRÉHIER.

## Les socialistes du Pas-de-Calais continuent de s'opposer à la proportionnelle départementale

Le bureau exécutif du PS sera saisi de nouveau, mercredi 24 avril, de la question du mode de scrutin pour 1986, ou plus exactement du problème posé par l'opposition des élus socialistes du Pas-de-Calais à la réforme envisagée.

Réunie samedi 20 avril à Arras, la commission exécutive de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais avait décidé l'envoi à M. Jospin, premier secrétaire du PS, d'un télégramme demandant la réunion conjointe du comité directeur et du groupe parlementaire afin que le PS se prononce sur ce point (le Monde du 24 avril).

M. Jospin a répondu en annonçant qu'il saisi le bureau exécutif.

La commission exécutive fédérale (CEF) du Pas-de-Calais devrait se réunir à nouveau pour déterminer son attitude en fonction des conclusions du bureau exécutif. En tout état de cause, il semble très probable que le Pas-de-Calais obtienne satisfaction. Toute la question, dans les jours qui viennent, est de savoir s'il existe une « porte de sortie » honorable qui permettrait d'éviter la crise ouverte.

Les parlementaires du Pas-de-Calais n'ont pas tous la même détermination. La situation des plus conciliateurs d'entre eux est rendue délicate, notamment parce que, selon plusieurs socialistes, la direction de la fédération du Pas-de-Calais a fait savoir aux parlementaires qu'ils ne se rangeront pas à l'éventuelle décision de la CEF, qu'ils ne figureraient pas sur les listes qu'il aura probablement à établir la même commission pour les élections législatives, voire régionales.

Au-delà de l'échec du vote sur la proportionnelle à l'Assemblée nationale, la persistance du malaise dans le Pas-de-Calais pourrait avoir des effets sur les équilibres internes du parti, car elle aura montré que M. Pierre Mauroy, partisan de la proportionnelle, n'est plus en phase avec les socialistes du Pas-de-Calais.

Plus généralement, les socialistes du Pas-de-Calais reprochent toujours à M. Mauroy de ne pas avoir assez défendu les intérêts de la région, et plus spécifiquement de leur département, lorsqu'il était premier ministre. Cette critique fait, notamment, référence aux problèmes du bassin minier. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale,

● Rencontre PS-MRG. - La rencontre entre les députés du PS et du MRG, mardi 23 avril, n'a pas permis de réduire les divergences entre les deux partis, sur les deux points évoqués, à savoir la réforme électorale et la présidence du conseil général du Tarn-et-Garonne. Les députés radicaux de gauche (dont une délégation avait rencontré le matin même M. Laurent Fabius) défendent leurs amendements aux projets de loi électorale du gouvernement, sans grand espoir de les voir pris en compte par leurs collègues socialistes. Pour le Tarn-et-Garonne, les deux formations sont restées sur leurs positions, revendiquant l'une et l'autre la présidence de l'assemblée départementale qui devrait être pourvue jeudi 25 avril (le Monde du 24 avril).

● Les Français d'égout. - Dans un sondage de la SOFRES effectué entre le 10 et le 15 avril, auprès de 1 000 personnes et publié par le Figaro du 24 avril, 56 % des Français se déclarent « d'égout » depuis 1981, et 28 % satisfaits. 49 % (au lieu de 55 % il y a un an) considèrent que la politique de la gauche « va plutôt dans la mauvaise direction », 33 % (au lieu de 31 %) qu'elle « va plutôt dans la bonne direction ».

Interrogés sur les prochaines élections législatives, 60 % croient que la gauche ne pourra pas rattraper son retard sur l'opposition, 24 % ayant une conviction inverse. D'autre part, 40 % désapprouvent le nouveau mode de scrutin contre 30 % qui l'approuvent.

mardi, deux élus du bassin affirmèrent que les socialistes du Pas-de-Calais n'avaient pas fait « le bon choix » en votant la motion B (Mauroy) au congrès de Metz de 1979.

En outre, la question de la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais après 1986 (actuellement détenue par un élu du Pas-de-Calais, M. Noël Joseph) peut réveiller une rivalité entre les deux départements. Compte tenu de tous ces éléments, il semble que M. Mauroy ne puisse plus compter, dans le parti, sur un appui total et sans failles du Pas-de-Calais.

Une synthèse Jospin-Mauroy ?

Les amis de l'ancien premier ministre se sont réunis en sa présence, mardi soir à Paris, dans le cadre de la préparation du congrès. Ils ont confirmé leur volonté de déposer une contribution « en cours de rédaction » pour le comité directeur de la mi-mai. Pour ce qui est, ensuite, d'une éventuelle motion (dont les signataires se comptent),

les amis de M. Mauroy souhaitent arriver à une synthèse avec M. Jospin. Néanmoins, M. Mauroy, qui a rappelé les dangers que présente à ses amis à ne pas sacrifier les valeurs de la gauche au pragmatisme. Selon un participant à la réunion, M. Mauroy a estimé, ce substance, que les socialistes ont « fait leur Bad-Godberg en expérimentant le pouvoir ».

A propos de l'élaboration des listes pour les élections législatives, les amis de M. Mauroy souhaitent que les commissions exécutives fédérales soumettent aux militants des projets de listes, mais excluent toute constitution de listes bloquées, ce qui reviendrait, affirme l'un d'eux, à « mettre le parti à feu et à sang ».

Au cours de leur réunion, les amis de M. Mauroy ont lancé un appel à la raison, au nom de l'intérêt du parti, à leurs camarades du Pas-de-Calais.

J.-L.A.

## LA PARTICIPATION DES IMMIGRÉS AUX ÉLECTIONS LOCALES

### M. Marchais se déclare favorable au principe mais dénonce le « caractère politicien » de la démarche de M. Mitterrand

Le Parti communiste a rendu public, le mardi 23 avril, une déclaration de M. Georges Marchais dans laquelle le secrétaire général du PCF se prononce pour que les conditions d'attribution du droit de vote aux immigrés soient « créées concrètement » et dénonce le « caractère politicien » de la déclaration de M. Mitterrand devant la Ligue des droits de l'homme (le Monde du 23 avril). « Si celui-ci a juré son attachement à cette promesse du droit de vote aux immigrés, c'est pour ajouter ouïssant qu'il ne le tiendrait pas. La sollicitude présidentielle connaît ainsi d'étroites limites : celles du discours », déclare M. Marchais.

Le secrétaire général du PCF insiste sur la nécessité de « faire participer » les travailleurs immigrés à la vie locale. Il ajoute : « Sans aucun doute est-il souhaitable — comme les associations qu'ils se sont données le réclament en nombre croissant — que cette participation indispensable s'étende, désormais, aux chaux de la gestion municipale elle-même, ce qui implique le droit de vote aux immigrés ».

De son côté, M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a estimé, mardi, que la position de M. Mitterrand, favorable au vote des immigrés pour les élections locales, est « tout à fait inacceptable » pour son groupe. Précisant qu'il exprimait aussi l'avis de M. Chirac, M. Labbé a ajouté que le RPR « rejette catégoriquement de telles propositions, qui risquent de menacer notre identité nationale ». « Nous voyons là,

a-t-il dit, une sorte de provocation de la part du président de la République, destinée surtout à relancer le Front national, qui semble marquer le pas ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, est, lui aussi, hostile au vote des immigrés, « quelle que soient les raisons et quelle que soit l'élection ». (M. Simone Veil s'était proposée, lundi, pour l'octroi du droit de vote, dans les élections locales, aux ressortissants de la CEE).

Au cours d'une « table ronde » qui réunissait, mardi, au Sénat, à l'invitation de plusieurs mouvements associatifs, des représentants des principaux partis politiques, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), président du conseil régional de Champagne-Ardenne, a confirmé qu'il « n'est pas favorable aujourd'hui » au vote des immigrés. M. Michel Pezet (PS), président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, adjoint au maire de Marseille, a déclaré que cela ne lui semble « pas approprié ».

### A Nouméa

#### LE MEURTRE PRÉSUMÉ DE SIMONE HEURTAUX A ÉTÉ INCULPÉ

Le meurtrier présumé de Simone Heurtaux, l'enseignante tuée le 8 avril dernier d'un jet de pierre, qui s'était livré aux gendarmes le lundi 22 avril, a été inculpé, mardi, d'homicide volontaire. Il s'agit d'un jeune canaque de dix-neuf ans, Frédéric Diapou. Un autre jeune Mélanésien, âgé de dix-sept ans, a été inculpé de complicité d'homicide.

Selon certaines indications, reprises par le quotidien local mais non officiellement confirmées, l'enseignante aurait été achevée d'un violent coup de pierre à la tête après avoir perdu connaissance, alors que son véhicule, dont elle avait perdu le contrôle, était immobilisé au bord de la route.

Le parquet de Nouméa a rendu public, d'autre part, mardi, le rapport d'autopsie de Lucien Georges, cet octogénaire assassiné le 19 avril près de Paita, au nord de Nouméa. Ce rapport indique que la victime a succombé à plusieurs coups portés à la nuque, sur le dos et à la tête, avec des sabres d'abattis ou des casse-têtes. Son crâne a été doublement fracturé. Le corps de Lucien Georges avait été retrouvé flottant près d'une voiture, à demi immergée dans l'océan proche.

## Le droit de vote est lié à la citoyenneté

déclare M. Léotard

M. François Léotard a été, le mardi 23 avril, après M. Lionel Jospin le 21 mars (le Monde du 23 mars), le deuxième responsable politique invité à répondre aux questions de la presse communautaire juive au Centre Raehi à Paris. Interrogé sur le Front national, le secrétaire général du Parti républicain a appelé que l'accord signé par le RPR et l'UDF le 10 avril prévoit que ces deux formations gouvernent ensemble et seulement ensemble.

« Je m'efforce, moi, a-t-il dit, M. Léotard, de ne pas introduire le Pen au gouvernement. D'autres y ont introduit le Parti communiste ».

En réponse à un journaliste qui s'inquiétait de son « entourage », M. Léotard a répondu : « Il faut accepter qu'un homme ait un itinéraire, sans que cela excuse ce qui a pu être fait. Il a cité MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, « qui ont été à l'Occident, au quartier Latin, à dix-huit ou vingt ans ».

« Moi, a-t-il précisé, j'étais plutôt de l'autre côté ».

Au sujet de l'immigration, le secrétaire général du PR a souligné que le droit de vote « est lié à la citoyenneté » et qu'une disposition

contraire « créerait des phénomènes de violence » dans le sud de la France. Il s'est déclaré en désaccord avec M. Simone Veil sur l'attribution du droit de vote aux ressortissants de la CEE avant que l'union politique européenne n'ait beaucoup progressé. M. Léotard a fait observer, d'autre part, que, faute de mesures appropriées, « les Bouches-du-Rhône sont un département à majorité musulmane dans vingt-cinq ans ». Il estime nécessaire de réformer le code de la nationalité française, afin que l'acquisition de celle-ci ne soit plus automatique, comme elle l'est dans certains cas, mais volontaire et liée à l'acquisition de obligations civiques correspondantes.

Interrogé sur la politique de la France au Proche-Orient, M. Léotard a critiqué celle du septennat actuel, qui consiste, a-t-il dit, à se déclarer d'accord avec toutes les parties, mais il a, aussi, affirmé que « la rupture est à faire avec une pratique qui a été celle du Quai d'Orsay depuis le début de la V<sup>e</sup> République ». « Israël, a-t-il déclaré, est un pays ami, et c'est un pays qui partage les options du monde libre. Il s'est prononcé pour la politique, il s'est amorcé à Camp David », politique d'accords bilatéraux entre Israël et ses voisins.

Pour M. Léotard, l'OLP « reste une organisation terroriste » avec laquelle on ne peut pas discuter. « Je suis pour la fermeture du bureau de l'OLP à Paris », a-t-il affirmé. Le secrétaire général du PR estime que « le meilleur Etat palestinien, c'est la Jordanie ». M. Léotard a insisté, aussi, sur le rôle que doit assumer la France en faveur des chrétiens du Liban, qui, aujourd'hui, a-t-il dit, connaissent « probablement le début de ce qui sera leur génocide ».

P. J.

## CRISE MUNICIPALE A BREST

### M. Lombard (UDF) se désolidarise de M. Berthelot (RPR)

De notre correspondant

Brest. — Union ou démission : tel est l'ultimatum qu'a lancé, mardi soir 23 avril, M. Georges Lombard (UDF), ancien maire, sénateur, et président de la communauté urbaine de Brest à M. Jacques Berthelot (RPR), maire de la ville. Ce dernier perd ainsi l'un de ses soutiens de poids. M. Lombard avait manifesté une certaine réserve tant que la réconciliation semblait possible entre le maire et les dissidents du conseil municipal (quatre adjoints et un conseiller délégué appartenant au PR et deux adjoints RPR qui, depuis février 1984, ont renoncé à leurs fonctions ou qui ont été démis par M. Berthelot).

Au moment où M. Berthelot officialise la rupture de l'équipe municipale brestoise en la restreignant, M. Lombard a décidé de se désolidariser.

« Ce n'est pas, déclare-t-il, l'intérêt bien compris de Brest de voir s'instaurer jusqu'à la fin du mandat une instabilité chronique... Il ajoute : « Force est pourtant de

constater que la voie choisie par Jacques Berthelot se croise encore capable de refaire l'union. Il se doit de la réaliser et dans les délais les plus rapides : s'il lui apparaît qu'il ne le peut pas et est devenu un obstacle de ce point de vue, il doit en tirer les conséquences. A défaut, il prendrait devant l'histoire de Brest une lourde responsabilité et, pour le présent, celle de perdre la confiance d'une grande partie des électeurs et électrices qui, en élisant « Union pour Brest », souhaitaient autre chose que le spectacle lamentable qui leur est offert ».

M. Lombard, qui ne mâche pas ses mots, parle d'une ville « divisée ». « La crédibilité du maire et de l'opposition nationale est en danger », estime-t-il, « comme celle de Brest », qui, une fois de plus, est redevenue objet de risée ».

GABRIEL SIMON.

## Beaucoup de communistes aimeraient que le PCF réponde à leur attente

déclare M. Juquin

M. Pierre Juquin, membre du comité central du Parti communiste, a déclaré, au « Grand Forum Paris-Match-radiorévisions », enregistré le lundi 22 avril, que le PCF, aujourd'hui, « est affaibli et confronté à un certain nombre de problèmes ». Selon M. Juquin, « il existe des millions d'hommes et de femmes, d'intellectuels, d'ouvriers, de syndicalistes et de jeunes qui sont des communistes potentiels » et qui « sont d'ailleurs, souvent, des

communistes souffrants », parce qu'ils « aimeraient que le Parti communiste réponde à leur attente ».

M. Juquin s'est référé à la déclaration adoptée par le bureau politique du PCF la semaine dernière (le Monde du 18 avril), déclaration dont il déduit qu'« une bonne partie des communistes n'a pas (...) encore assimilé l'orientation fixée au congrès ». « Je crois par exemple, a-t-il dit, qu'il y a encore beaucoup de membres du Parti communiste qui (...) se représentent la vie politique comme répartie sur un axe droite-gauche ». Selon M. Juquin, le bureau politique est conscient de ce fait, ce qui l'a amené à mettre « en route un mécanisme assez complexe, puisqu'il s'agit d'imprégner les communistes de la ligne dont ils ont, selon les statuts, eux-mêmes décidé au moment du congrès ».

M. Juquin a indiqué qu'il croit « toujours » à l'union de la gauche, dont plusieurs dirigeants du PCF ont rappelé, ces derniers jours, quelle figure dans la résolution du dernier congrès. Au PS, a-t-il observé, « il ne semble pas que toutes les positions soient figées et arrêtées ». Quant à la politique du gouvernement, selon M. Juquin, elle « inquiète, préoccupe et ne donne pas beaucoup de résultats ».

Favorable au « vote des immigrés aux élections communales et peut-être, plus tard, aux élections régionales », M. Juquin, chargé au PCF, de l'action pour la paix, a également, a-t-il dit, dénoncé la « lamentable émission » de FR3 « Face à la guerre », diffusée le 13 avril. Ayant réintégré l'éducation nationale et pris un poste « transitoire » à l'Institut national pédagogique depuis qu'il a quitté le bureau politique du PCF, M. Juquin a indiqué qu'il s'était, depuis lors, entretenu « longuement » avec M. Georges Marchais. Ont-ils encore des points d'accord ? « Nous sommes communistes l'un et l'autre », a-t-il dit M. Juquin.

### M. MICHEL ROCARD AU « GRAND JURY AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE » LE 1<sup>er</sup> MAI

Le grand jury RTL-le Monde, avec M. Michel Rocard pour invité, aura lieu le mercredi 24 mai, et non la dimanche 28 avril. L'émission a été reportée, en accord avec M. Rocard, compte tenu de l'intervention de M. Mitterrand à la télévision, dimanche 28.

**FSL** L'Anglais aux couleurs de la vie  
U.S.A. - ANGLETERRE - FRANCE  
Parler anglais n'est pas un luxe !  
STAGES INTENSIFS POUR ADULTES - COURS EN PETITS GROUPES POUR ENFANTS  
En famille ou en Université, à partir de 2 600 F.  
13, rue de la République - 92007 PARIS - Tél. (1) 844.62.20 - M. 24.4.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION INTERNATIONALE  
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

**Pierre MENDES FRANCE**  
les Causeries du samedi  
1964-1965  
EN VENTE EN CASSETTES  
à l'Institut Pierre Mendès France  
52, rue du Cardinal-Lemoine  
75005 Paris  
PRIX EXCEPTIONNEL : 200 francs  
les trois cassettes franco de port  
Prêt de joindre le chèque avec la commande.



LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## Les chemins qui mènent au SAC

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. - Les chemins qui mènent au SAC, on plus exactement qui y mènent, sont impénétrables. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, mardi 23 avril, au deuxième jour du procès des six accusés de la tuerie d'Auriol. En commençant l'examen de leur vie passée, complété par les dépositions des psychologues et des psychiatres qui les ont écoutés en prison quelques mois après les faits, le président François Brunat, plus qu'en toute autre affaire, a bel et bien abordé le fond même du dossier. L'histoire personnelle de chacun de ces hommes apparaît en effet intimement liée à l'entreprise qui leur vaut aujourd'hui d'avoir à répondre de tant de crimes et délits. Pourtant, entre les uns et les autres, que de différences !

Pour singulière et bizarre qu'elle soit, la vie passée de Jean-Joseph Maria, le quinquagénaire, qui, à l'époque, occupait les fonctions de chef infirmier au SAC de la région de Marseille, apparaît d'une simplicité déconcertante, à côté de celle de Jean-Bruno Finochietti, l'instituteur qui, lui, devra répondre de l'assassinat d'un enfant et du massacre de Jacques Massé.

Maria, devenu directeur de l'entreprise familiale de peinture fondée par son père, est un homme qui, toute sa vie, a éprouvé une frustration. Il aurait pu, après tout, se sentir satisfait d'une réussite sociale de bon aloi. Une vingtaine de salariés, une affaire, comme il dit, « propre et honnête », cela en contenterait beaucoup, et même précisément parce qu'il était un homme d'ordre et de propriété. Seulement, Maria a vécu « un chagrin d'amour ». Chagrin singulier, car c'est celui de n'avoir pu appartenir à la Légion étrangère. Cette unité, à ses yeux, symbolisait ses conceptions même de la vie.

Or, son service militaire fut banalement celui d'un deuxième classe, rampant de l'armée de l'air envoyé à Nancy. Dans cette ville de l'Est, loin de Marseille, il avait froid et s'ennuyait de sa fiancée. Ce ne sont pas là des choses qui permettent de se valoriser. Et lorsqu'on entre ensuite au SAC avec des ambitions de chef, ce ne sont surtout pas des choses qui se racontent. Alors Maria va préférer raconter son rêve, l'accrocher comme une réalité. Le bidasse nancéen s'est transformé en colonel de la Légion racontant qu'il avait sauté à Kohweil.

### Raciste et «antigauche»

Diablot ! Devant pareil gaillard, les «campagnons» ne pouvaient qu'être au garde-à-vous. Pour lui-même, cela ne pouvait suffire. Un légionnaire, c'est bien connu, ne va pas sans tatouage. Maria se fit tatouer par un copain, lui vrai légionnaire, d'un côté une grenade, emblème de la Légion, de l'autre,

plus étrangement, une casquette du K u-Klux-Klan. A M. Gilbert Collard, partie civile, qui lui demandera pourquoi cette grenade tatouée, il répondra avec agacement : « Parce que ça me plaisait ». Lorsque l'avocat voudra connaître les raisons de l'autre tatouage, celui du Klu-Klux-Klan, il jettera, comme dans une volonté de provocation accrue : « Parce que ça me plaisait encore plus ».

En fait, dans ces symboles, il a fixé ses propres convictions d'ordre, de patriotisme, de sens du devoir, ses obsessions de virilité, de citoyen qui défend ceux qu'il appelle les «généralistes». Mais ce personnage forgé de toutes pièces et qui raconte à qui mieux mieux, ses combats en Indochine, où il n'avait jamais mis les pieds, se trouve aujourd'hui pris au piège de ses affabulations. Comment avouer qu'il ne fut jamais qu'un deuxième classe à Nancy ? Comme pour laisser planer un doute, il préfère dire, bizarrement, qu'il ne se souvient plus où il a fait son service militaire, qu'il ne veut pas parler de ça, «car, Monsieur le président, il y aura tellement d'autres choses dont il faudra parler».

Pourtant, il s'est quand même confessé devant les psychologues et les psychiatres. Il a dit aux uns : «Eh bien, oui, je suis raciste». Il a dit à d'autres : «Je ne suis d'aucun parti, mais si je devais en avoir un, ce serait l'antigauche». Fasciste ? Il a rejeté le mot avec hauteur : «Les fascistes ce sont ces petits cons qui mettent des croix gammées partout pour s'amuser». Un point déjà intrigant : à cet obsédé de virilité, Massé, le chef local du SAC qui devait être tué, avait lancé une accusation d'homosexualité. Injure suprême, intolérable.

Voilà donc Maria. En regard de Finochietti, il va apparaître bien pâle ou bien simple. Jean-Bruno Finochietti, pour les psychiatres, c'est le «cas», celui devant lequel on vacille.

Il naît à Buenos-Aires en 1950. Son père, Corse, navigateur dans la Marine marchande, se trouvait à bas bloqué pendant la guerre. Il y demeura jusqu'en 1954. La mère, elle, est d'origine italienne, fille d'un notable marseillais de la période fasciste et que la capitulation italienne oblige à fuir le pays natal. Quand le jeune Finochietti arrive en France, à l'âge de quatre ans, avec cette famille, il se sent étranger, mépris. Il réagit. Il va devenir Français à cent pour cent. Il grandit. Il est très vite le premier de sa classe.

Le voilà lancé vers une carrière d'instituteur, poussé en vérité par sa mère qui voit là pour lui la sécurité assurée. Il obéit, mais sans joie. Des rêves d'évasion le hantent. Ce sont des rêves bizarres. Ils l'ambusent à dessiner, car il dessine bien, des uniformes, des avions de la Luftwaffe allemande de la dernière guerre, à s'établir, lui qui est né en 1950, des citations à l'ordre de cette même Luftwaffe. Serait-il donc nazi ? Il s'en défend. Il dit que ce n'était là

pas autre chose que l'expression d'un «goût pour l'esthétique aryenne». Il précise : «On peut apprécier cette esthétique, sans pour autant approuver Auschwitz».

1968 le traumatise. «J'ai mal vécu cette période», confesse-t-il. Un jour il a vu, dans une poubelle, un livre de la Pléiade que des étudiants, parait-il, y avaient jeté. Il fut aux cent coups : «C'est vraiment, se dit-il, de la confiture donnée aux cochons !».

Du coup, l'élève instituteur rêve d'entrer dans la police par ce même goût de l'ordre qui habitait Maria. Il se dessine une carte de CRS : «Ça me donnait le sentiment d'être déjà policier, même si ce n'était qu'un enfantillage».

Lui aussi a ses mots-clés : honneur, fidélité, travail, famille, patrie. Il sent bien que ce n'est plus très à la mode. Qu'importe. Et toujours, il dessine. Ce sont des hommes portant au cou les uns la croix gammée, les autres l'étoile de David. Le jour où François Mitterrand reçoit l'investiture de président de la République, Finochietti se rase la moustache, une façon comme une autre de porter le deuil.

«Personnage hors du commun», dira le docteur Germain Bouckson, encore fasciné, et qui pose beaucoup de questions pas toutes résolues. Ce Finochietti, le docteur Bouckson l'a vu comme un personnage double, d'un côté celui qui a agi, de l'autre, celui qui regardait son double agir.

### La Pléiade dans une poubelle

Les abominations de la nuit du 18 au 19 juillet 1981 à Auriol, Finochietti les lui a racontées, intéressante. Mais c'était un peu comme s'il s'en lavait les mains. En même temps, dans les moments qui suivent, il apparaît enfantin, au bord du suicide. Ce torturé est décemment un ambivalent compliqué à saisir.

### LE MEURTRE DE GRÉGORY VILLEMEN

#### Des bouts de cordelette...

Les enquêtes du service régional de police judiciaire de Nancy ont saisi chez Jean-Marie et Christine Villemén, les parents de Grégory, assassiné le 16 octobre dernier, des bouts de cordelette retrouvés devant leur maison à Lépanges-sur-Vologne. Les policiers ont remis ces pièces, mardi 23 avril, au juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert. Celui-ci devait ordonner une expertise afin de déterminer si la cordelette trouvée est d'un type identique à celle qu'avait utilisée le 16 octobre dernier l'assassin pour lier les poignets et les chevilles de l'enfant avant qu'il ne soit jeté dans la Vologne.

Au début de l'enquête, les gendarmes d'Epinal avaient perquisitionné un domicile de différents

Au SAC, dans le grange aujourd'hui en cause, il avait très bien distingué entre, d'un côté, Maria et Collard, les virils, les engagés sans réserve et, de l'autre, les trois postiers, Masson, Poletti et Campana, venus là par simple opportunisme, avec l'idée qu'ils pourraient bénéficier de quelques coups de piston propres à améliorer leur situation au F.T.T. Il se sentait, lui, plus proche des premiers.

Comment a-t-il pu faire tout ce qu'il a fait, lui l'instituteur aimé de ses élèves et père de deux enfants ? Il ne le sait pas très bien. Il y avait cet ordre de se saisir de Massé devenu, pour tous, le mal absolu. Puis, ils se sont trouvés soudain en présence des membres de la famille. Lui, Finochietti, n'a achevé le jeune Massé, le petit Alexandre, qui avait huit ans. Au psychiatre, il a dit : «Il le fallait bien. Il avait vu drôlement sa mère. Ce n'était plus possible». De cette nuit, Finochietti a dessiné toutes les scènes, tous les détails. Aujourd'hui, elle lui fait horreur. Le remords le hante. Il dessine des oiseaux en référence au film de Hitchcock car il voit en eux, explique-t-il, l'expression du châtiment qui l'attend.

### «On obéit, on pense après»

Pourtant, le SAC lui plaisait. Il y voyait un moyen d'entrer un jour au SDECE. Il a pu dire : «J'étais comme le soldat qui, par son insubordination, avait pu faire changer le cours de la bataille».

«Il se connaît bien», ont dit les experts. Mais eux ne sont pas encore certains de le connaître vraiment. Avant il fut bavard et disert devant eux, autant il apparaît aujourd'hui figé, bloqué, anéanti.

D'Ange Poletti et de Didier Campana, il n'y avait pas grand-chose à retenir. Eux furent au SAC comme ils étaient le premier à Force ouvrière, le second à la CGT, c'est-à-dire opportunistes. A Auriol, pour la première fois, ils tenaient un rôle de «gros bras». Le mot est de Poletti qui devait ajouter : «On obéit, on pense après...».

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

## Une employée du Trésor public détourne environ 2 500 000 francs

Une employée du Trésor public à Paris, M<sup>me</sup> Claude Leclerc, a détourné 2 500 000 francs dans son service, avant d'éveiller les soupçons de ses supérieurs. M<sup>me</sup> Leclerc, qui a été déléguée au parquet, avait été interpellée, jeudi 18 avril, à la recette de perception du huitième arrondis-

sement. L'agent du Trésor puisait depuis quatre ou cinq ans dans la caisse de la perception, en effectuant des virements sur ses différents comptes bancaires. Elle maquillait ensuite ces opérations en rédigeant des faux en écriture dans ses livres de comptes.

## DANGEREUSE ESPIONNE OU MALHEUREUSE INNOCENTE EXÉCUTÉE A TITRE D'EXEMPLE ?

Près de soixante-dix ans après sa mort, le mystère serait encore entier, enfoui sous des archives poussiéreuses et des secrets d'Etat inviolables, si un homme seul ne s'était en quelque sorte pris d'amour pour elle et n'avait, sa vie durant, cherché, enquêté avec minutie et ferveur, rassemblant tout ce qui pouvait contribuer à recréer la femme séduisante, troublante et mystérieuse qu'elle était.

Sylvie Genevoix, Madame Figaro



## Finlande

## PARIS-QUÉBEC D'UN SEUL TRAIT. ENFANTS GÂTÉS!

3.990 F aller-retour, c'est le prix que vous paierez pour être transporté au septième ciel par Air Canada. De Paris à Québec, sans escale, vous goûterez aux raffinements du Service Hospitalité. Quelle aubaine de savoir que, chaque samedi, le 747 d'Air Canada vous accueille à Paris pour vous déposer comme une fleur à Québec après vous avoir bichonné et droloté à souhait. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

**AIR CANADA**  
Les plus exigeants nous choisissent.



Paris : Service Tourisme : 24, bd des Capucines 75009. Tél. (1) 242.21.21. Lyon : 55, place de la République 69002. Tél. (7) 942.43.17. Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.

سكيا في ايل



# SOCIÉTÉ

A LA COUR DE CASSATION

## Le procès du délit de faciès

La Cour de cassation doit rendre, jeudi 25 avril, une de ces décisions qui marquent un septennat, un de ces arrêts qui jalonnent l'histoire des libertés. La chambre criminelle doit dire si la police peut contrôler l'identité des étrangers à tout moment sur la simple présomption qu'ils sont étrangers. Elle fera, jeudi, le procès du délit de faciès.

La réglementation des contrôles d'identité est un exercice périlleux auquel se sont essayés, l'un après l'autre, MM. Alain Peyrefitte et Robert Badinter, dans la confusion et la polémique. La polémique n'est pas éteinte et la confusion persiste, malgré, déjà, un arrêt solennel de la Cour de cassation.

Le débat est obscurci par l'existence, dans le code de procédure pénale, de deux textes réglementant les contrôles d'identité. Le premier résulte d'articles de juin 1983 révisant la loi « sécurité et liberté ». L'un de ces articles, adopté après une controverse, qui laisse des traces, entre MM. Gaston Defferre et Robert Badinter, n'autorise les contrôles d'identité des simples passants que « dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens est immédiatement menacée ». Cette formulation contournée signifie que la police ne peut exiger les papiers de n'importe qui, n'importe quand. Par exemple, elle ne peut vérifier à sa fantaisie l'identité des voyageurs du métro, sauf, bien entendu, en cas d'infraction.

Ces dispositions de juin 1983 doivent être prises au pied de la lettre, a rappelé la Cour de cassation le 4 octobre 1984 : le simple passant ne peut faire l'objet d'un contrôle que si une menace « immédiate » se profile dans un lieu « déterminé », c'est-à-dire dans tel ou tel couloir du métro et non dans l'ensemble du réseau de la RATP.

La décision que doit prendre, jeudi, la chambre criminelle est la conséquence de cet arrêt d'octobre 1984. Dès lors que la police ne peut contrôler d'importe qui, n'importe quand, comment peut-elle, en même

temps, lutter contre les clandestins, comme l'exige d'elle le gouvernement ?

Elle dispose en principe, pour cela, d'un autre texte du code de procédure pénale dont la portée et les limites seront au cœur des débats de jeudi. C'est le décret du 30 juin 1946 qui affirme que, les étrangers doivent être en mesure de présenter à toute réquisition des agents de l'autorité publique, les documents sous le couvert desquels, ils sont autorisés à séjourner en France.

Telle qu'elle a été interprétée jusqu'à présent, cette formulation jargonnante signifie que, si la police n'est pas autorisée à vérifier les papiers des simples passants français, elle peut interpellier, à sa guise, les étrangers.

L'inconvénient, c'est qu'il faut être doté d'un flair aigu pour être certain d'avoir affaire à un étranger. Comme cela a été inscrit sur le front des immigrés, les policiers les présumant étrangers à la couleur de leur peau. On est en plein délit de faciès, auquel échappe naturellement le Suisse en visite en France, mais pas le Martiniquais.

Noir donc suspect, c'est le réflexe qu'entretenait ce décret de 1946, sous prétexte de lutter contre les étrangers en situation irrégulière. Ainsi a-t-on vu le tribunal de Versailles absoudre des policiers qui, pour justifier leur conviction d'avoir affaire à un Africain et non à un Martiniquais ou à un Guadeloupéen, ont fait état de sa « taille filiforme de 1 m 90 (...) permettant, à coup sûr, de le distinguer des nationaux originaires des Antilles ».

Beaucoup, à gauche, attende de la Cour de cassation qu'elle mette fin à de tels dérapages. Mais il y a plusieurs manières de procéder. La première consiste à s'autoriser de tels contrôles que sur la base d'éléments matériels objectifs montrant que la police a probablement affaire à un étranger. Par exemple, parce que cet étranger présumé s'apprête à monter dans une voiture immatriculée au Maroc et non parce qu'il est de type maghrébin.

C'est la thèse que défendra jeudi, pour le parquet, M. Henri Dommene, qui insistera auprès de la chambre criminelle pour qu'elle exerce désormais un contrôle rigoureux sur la manière dont la police use - et parfois abuse - du décret de 1946.

### Intrinsèquement nocif

Un contrôle des tribunaux cat, certes, nécessaire, mais est-il suffisant ? Autrement dit, ce décret n'est-il pas intrinsèquement nocif ? Pis : ne doit-on pas redouter l'impossibilité ou la mauvaise volonté des tribunaux auxquels reviendrait la tâche d'interdire de nouveaux abus ? Les juristes qui partagent cette inquiétude ont affiché une série d'arguments, visant à convaincre la Cour de cassation que le décret de 1946 ne permet pas, malgré les apparences et l'habitude récente, de contrôler un étranger présumé dans la rue ou les couloirs du métro.

C'est le point de vue que défendra M. Philippe Waquet, pour qui ce décret autorise certes, dans certains cas, la vérification des titres de séjour, mais pas l'interpellation des étrangers à tout moment. La nuance, subtile, mais essentielle, est de celles qui fondent les États de droit.

Que fera la chambre criminelle ? Elle peut fuir ses responsabilités en restant dans le flou. Elle peut considérer que c'est aux tribunaux administratifs d'exercer le contrôle du décret de 1946 et se décharger sur eux du fardeau. Elle peut aussi faire preuve d'audace, cela s'est vu (rarement) et épouser la thèse de M. Waquet. Elle peut enfin faire sienne l'argumentation moyenne du parquet qui cherche à concilier deux impératifs : la lutte contre les clandestins et la condamnation du délit de faciès. Mais ces deux impératifs sont-ils conciliables dans la pratique ?

BERTRAND LE GENDRE.

EN DÉPIT DE L'ENVOL DES DÉPENSES DE SANTÉ

## L'inégalité sociale devant la mort ne se réduit pas

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a rendu public le mardi 23 avril un rapport officiel sur « La santé en France » (1). S'il enregistre quelques succès importants, comme la baisse de la mortalité périnatale, ce document souligne, en revanche, que le prodigieux envol des dépenses de santé et l'extension de la protection sociale à la quasi-totalité de la population sont sans effets notables sur l'inégalité sociale face à la mort.

Comment mesurer l'« état de santé » d'une population ? L'épidé-

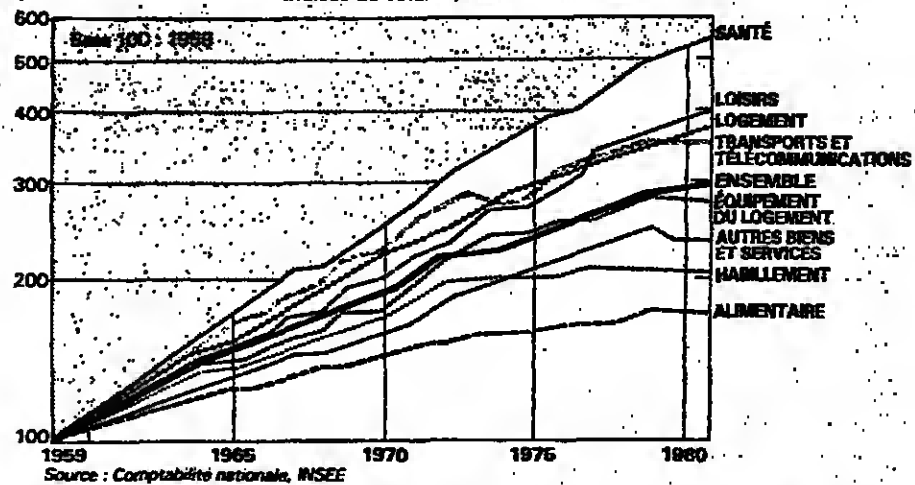
On sait qu'en France l'espérance de vie va en augmentant. Elle était, en 1982, de 70,8 ans pour les hommes et de 78,9 ans pour les femmes. Mais ces seules données ne sont, pour une bonne part, que la conséquence de la spectaculaire diminution de la mortalité infantile. De plus, les inégalités devant la mort persistent, et même s'aggravent comme l'avait démontré, notamment l'an dernier, une enquête de l'INSEE (le Monde du 10 février 1984). C'est le cas pour l'écart de l'espérance de vie entre,

selon les régions : la mortalité masculine est significativement plus élevée dans l'Ouest, le Nord, l'Est et l'Anvergne, à l'opposé du Sud, du Sud-Ouest et du Centre.

Paradoxe : toutes ces données pessimistes sont établies alors même que l'offre de soins est de plus en plus dense et de plus en plus technique, que l'assurance-maladie s'est étendue à la quasi-totalité de la population et, enfin, que la consommation médicale française, n'a jamais été aussi élevée : près de

### Croissance de la consommation par fonction

Indices de volume, base 100 en 1969



miologie reste en France une discipline notoirement sous-développée, mais on peut disposer d'une série d'« indicateurs de santé » qui offrent une intéressante grille de lecture. Il s'agit par exemple de données concernant la pathologie (troubles déclarés par les malades, coquilles sur les consommations médicales, sur les prescriptions de médicaments, statistiques hospitalières), les restrictions d'activité (arrêts maladie, handicaps) ou encore les tableaux chiffrés de mortalité.

hommes et femmes : de 6,7 ans en 1960, il est passé à 7,4 ans en 1970 et s'est encore creusé depuis. « Au rythme actuel d'allongement de l'espérance de vie des hommes, notent les auteurs du rapport, c'est dans quarante-cinq ans qu'ils rattraperaient le niveau atteint aujourd'hui par les femmes. »

5.847 F par personne

Cette « surmortalité masculine » est observée depuis la naissance jusqu'à la mort avec deux pics : entre 20 et 24 ans (due aux accidents mortels de la circulation qui frappent plus les garçons que les filles) et entre 45 et 64 ans (causés par les voies aéro-digestives supérieures et du poumon, infarctus du myocarde, conséquences de l'alcoolisme). Ces données et d'autres permettent aux auteurs du rapport de conclure que, contrairement à certaines idées reçues, « l'inégalité sociale devant la mort ne se réduit pas ».

« Depuis vingt ans, écrivent-ils, certaines (...) différences se sont accentuées : les taux de décès par cancer des voies aéro-digestives supérieures et du poumon ont augmenté pour toutes les catégories d'hommes adultes, mais nettement plus parmi les manœuvres, les ouvriers spécialisés et qualifiés, ainsi que les employés : seuls les manœuvres et ouvriers ont vu leur taux de décès par cirrhose du foie augmenter ; enfin, les progrès réalisés dans la prévention des décès pour maladies cardio-vasculaires ont davantage bénéficié aux cadres, professions libérales, artisans et commerçants. »

De la même manière, l'analyse des taux de mortalité permet de retrouver une inégalité marquée 320 milliards de francs en 1983, soit 5 847 F par personne et 8,2 % du produit intérieur brut, la moitié de ces sommes étant absorbées par l'hospitalisation des malades. Faut-il dès lors - comme pensait pouvoir le faire M. Jack Ralite lorsqu'il était ministre de la santé - prendre des mesures inégalitaires pour tendre vers l'égalité ? Ou, au contraire, développer des actions de prévention (contre la consommation d'alcool et de tabac, et les accidents de la circulation), qui semblent relativement efficaces ?

JEAN-YVES NAU.

(1) « La santé en France », rapport au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et au secrétaire d'Etat chargé de la santé. 234 pages. Edité par la Documentation française, 120 F. Ce rapport a été établi par M. Bernard Morel et le docteur Marie-Christine Ravault (services des statistiques, des études et des systèmes d'information au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale), par M. Caroline Weil (direction générale de la santé, secrétaire d'Etat à la santé), ainsi que par le docteur Françoise Hatt et M. Jean-Paul Monti (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

• PRÉCISION. - Le Locacortine-Vioform, un anti-inflammatoire cutané à base de clobexol, n'a pas été retiré du marché par la firme pharmaceutique suisse Ciba-Geigy. Seuls sont concernés par ce retrait les anti-inflammatoires oraux à base de clobexol, ainsi que l'Entobex.

### EN BREF

• Reconstitution de la tuerie du Sofitel d'Avignon : pas d'élément nouveau. - La reconstitution de la tuerie du Sofitel Saint-Bénézet, dans le quartier de la Balance, à Avignon, n'a pas apporté d'éléments déterminants à l'instruction d'une affaire qui dure depuis plus de vingt mois. Organisée dans la nuit du 23 au 24 avril, en présence d'un effectif de police important, la reconstitution du drame - qui provoqua la mort de sept personnes le 5 août 1983 - s'est déroulée avec la seule participation de Jean Roussel, le principal inculpé.

François Arpino et Gérard Roland, arrivés peu avant le début de la reconstitution fixée à 23 h, ont refusé d'y participer. Quant à Jean Roussel, il s'est borné à parcourir les couloirs des chambres qui ont servi de cadre à la tragédie. Jean Roussel n'a jamais reconnu avoir fait usage de l'arme qu'il portait lorsque les policiers l'ont appréhendé, quelques minutes après le drame. Il a simplement répété qu'il avait assisté, impuissant, à plusieurs exécutions. Ainsi, le magistrat instructeur, M. François Alliot, n'a pu obtenir d'explications précises sur la fuge dont les homicides ont été commis.

• La CGT dit non à l'aviation de combat européen. - La CGT est opposée au projet d'aviation de combat européen que la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne envisagent de construire pour les années 90. Au cours d'une conférence de presse, mardi 23 avril à Paris, M. Michel Warcholak, secrétaire confédéral du syndicat CGT, s'est déclaré en faveur du projet entièrement français ACX (avion de combat expérimental) équipé de moteur Saecum et d'électronique Thomson. La Fédération des travailleurs de l'Etat a également manifesté mardi aux abords de l'Elysée et du ministère de la défense contre le projet européen. Elle estime qu'il se traduira par des licenciements dans l'industrie aéronautique française.

## Les vieux peuvent encore servir

(Suite de la première page.)

Les gens âgés sont particulièrement actifs sur le marché immobilier. Selon une étude de Régie-Promoteur, leur part du marché serait de 30 % pour l'achat de résidences principales, 32 % pour les résidences secondaires et 51 % pour les résidences à temps partiel.

Dans le domaine de la culture et des loisirs, Henri Mendras note très justement que les motivations des gens de plus de soixante ans vont se modifier progressivement dans les prochaines années et qu'il y a là un marché potentiel pour tous les fournisseurs de biens et services. Un exemple ? Le développement très rapide des « clubs du troisième âge » à la campagne, qui organisent des voyages collectifs à l'étranger (la clientèle des personnes âgées représente 37 % des voyages de loisirs en avion).

Enfin, les inactifs, retraités et pré-retraités forment évidemment la masse la plus importante des bénéficiaires. Dieu sait si notre société aux rouages de plus en plus complexes aura besoin d'eux pour que la machine sociale ne gripe pas trop à certains endroits. Il se crée six fois plus d'associations en France aujourd'hui que durant les années 50. La nouvelle « classe de loisir » n'a pas fini de nous étonner.

### Le cas de la population

« L'avenir appartient aux personnes âgées », écrit de son côté Joël de Rosnay (5), qui annonce l'arrivée de logiciels pour cette catégorie d'utilisateurs de micro-ordinateurs, citant la création dans ce but en Californie de la Senio Software Inc. Difficile de savoir si ce marché est vraiment porteur. En tout cas, le Téfél - et sa fonction de « messagerie » - aiderait au développement des personnes seules. Cette fonction de prise de contacts avec des correspondants locaux qui ont le même hobby : collection de timbres,

bridge, etc., était celle qui marchait le mieux, rappelle-t-il, lors des essais de « grandeur réelle » à Vézily.

Autre thème surprenant : on commence à cootester l'idée selon laquelle une population qui vieillit serait moins capable qu'une autre de faire les efforts d'adaptation et d'innovation nécessaires. Est-ce l'exemple du Japon qui a suscité ces remises en cause ? Toujours est-il qu'on ne sera pas sans remarquer les ravages de Denis Kessler et André Masson (6). Selon ces auteurs, un pays ne vieillit pas comme un individu et l'on ne vieillira pas demain comme on vieillissait hier.

L'âge de la retraite est une pure convention, et l'on ne voit pas pourquoi les salariés seraient vieux à partir de soixante ans, et les indépendants ou entrepreneurs à partir de soixante-dix ans. Le vieillissement d'une population peut être défini comme la croissance relative des effectifs de personnes dites âgées par rapport aux personnes dites jeunes ou adultes. Il concerne tout le corps social, toutes les classes d'âge, et il est aussi important de savoir qu'an sein des adultes il existe de plus en plus de personnes de quarante à cinquante ans que de savoir que le poids relatif des personnes de plus de soixante-cinq ans augmente fortement.

Il est, en fait, très difficile de cerner les effets économiques et sociaux d'une population vieillissante. La productivité baisse avec l'âge (effet d'usure), quoique le phénomène soit souvent compensé par les effets d'expérience. La mobilité professionnelle et géographique diminue avec l'âge, ainsi que la propension à investir. La plupart des auteurs posent l'équation vieillissement individuel = vieillissement collectif, d'où déperdition des forces d'une nation.

Qu'une politique nataliste soit nécessaire lorsque la fécondité est tombée si bas qu'elle n'assure plus le renouvellement des habitants d'un

pays, on n'en découvre pas. L'immigration peut être un appoint indispensable, et une société multiraciale parfaitement gérable, à condition tout de même que la population d'origine ne tende pas à disparaître.

Cela dit, il convient d'être très prudent pour déterminer les conséquences économiques et sociales du vieillissement d'une population. 1) Les comportements varient non seulement selon l'âge, mais selon la date de naissance : les besoins, les relations avec le travail, l'épargne, ne seront pas les mêmes chez un individu qui a aujourd'hui soixante-cinq ans et chez celui qui aura soixante-cinq ans dans trente ans ; 2) De nombreux comportements observés selon l'âge peuvent être en fait le résultat du fonctionnement de la structure sociale, dépendant en partie du poids relatif des diverses classes d'âge ; 3) Les phénomènes démographiques et économiques sont interactifs. Il est sûr que la crainte justifiée ou non d'une crise insurmontable du système de retraite transforme déjà le comportement économique des ménages en matière d'épargne.

Ces approches nouvelles, plus dynamiques, du phénomène de vieillissement permettent de comprendre que, comme l'écrit Denis Kessler, le taux de croissance d'une économie n'est pas lié au taux de croissance de sa population et que « pour se développer il ne faut pas être malthusien dans les pays en développement et nataliste dans les pays développés ».

Des affirmations qui tranchent avec certaines idées solidement établies et ouvrent un débat passionnant. Décidément, les « vieux » n'ont pas dit leur dernier mot.

PIERRE BROUIN.

(5) L'Expansion des 5 et 18 avril 1983.

(6) Dans le livre qui vient de paraître, Cycles de vie et génération. Préface de Dominique Strauss-Kahn. Editions Economica.

### ÉDUCATION

M. Goéry Delacote, président du conseil d'administration de l'Institut de la recherche pédagogique

La liste des personnalités nommées par le ministre de l'éducation nationale pour siéger au conseil d'administration de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) « en raison de leur compétence » a été publiée au Journal officiel. Le conseil d'administration et le conseil scientifique seront présidés par M. Goéry Delacote, directeur de l'information scientifique et technique au CNRS. Il remplace M. Antoine Prost. Parmi les nouveaux membres figurent trois uni-

versitaires. M. Christian Baudelot, professeur (Nantes), M. Maryvonne Massicot, maître de conférences (Besançon) et M. Jacques Decobert, maître de conférences (Lille-III). On relève aussi les noms de M. Claude Seibel, chef du département population - ménages à l'INSEE et de M. Jean-Luc Rozanweig, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille et M. Lapine, secrétaire national de l'ICEM (pédagogie Freinet).

**DU 23 AVRIL AU 4 MAI**

# PRIX EXCEPTIONNELS

## AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine, Paris-Tel 290 39 30 - Réservez vite votre place

UNE PRODUCTION EN ASSOCIATION AVEC HOME BOX OFFER UN FILM DE D. LA ROUTE DE E.M. FORST

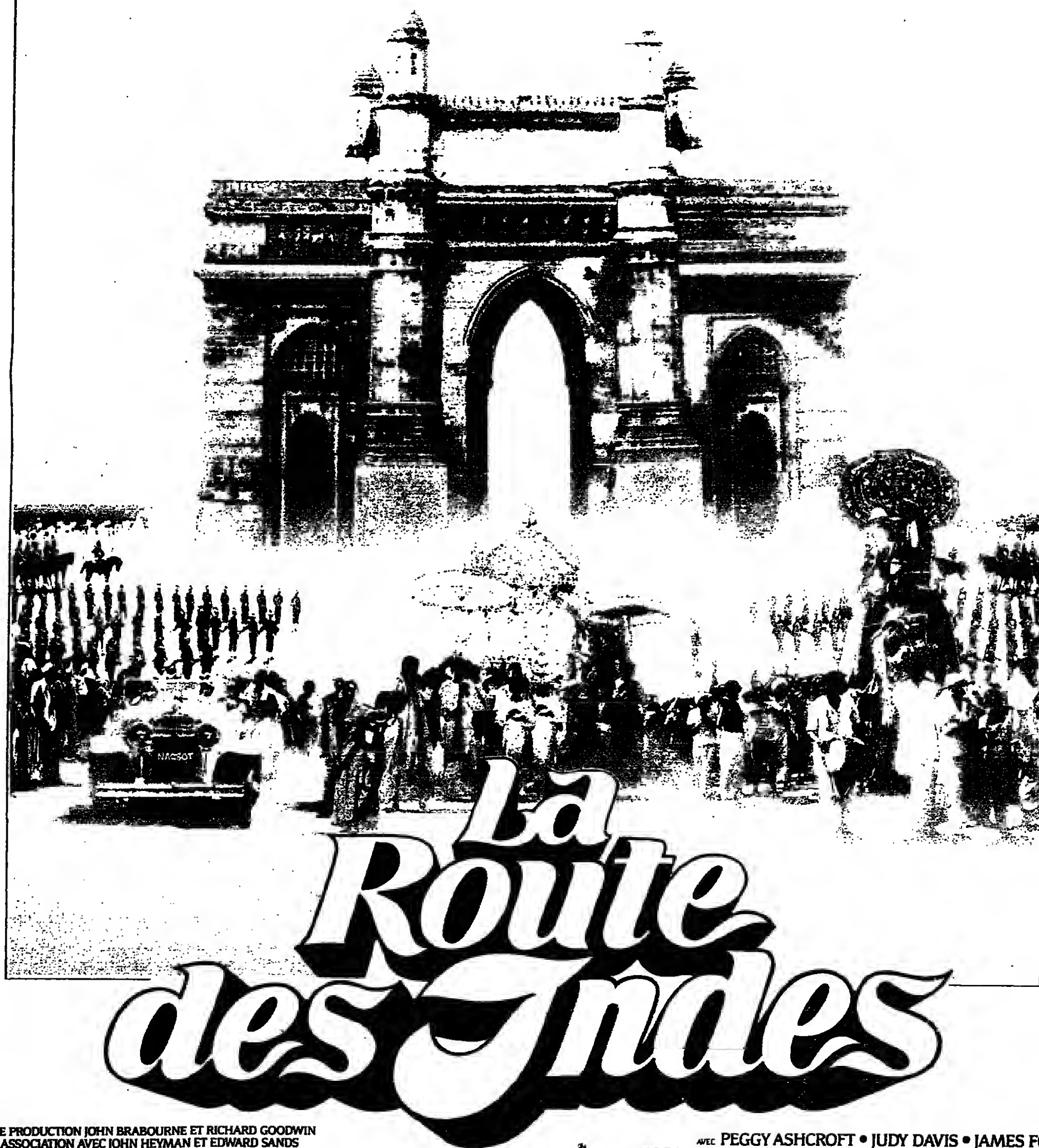


AUJOURD'HUI

GAUMONT et THORN EMI présentent

Après  
"LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI"  
"LAWRENCE D'ARABIE"  
et "DOCTEUR JIVAGO"

Le nouveau film de DAVID LEAN



# La Route des Indes

UNE PRODUCTION JOHN BRABOURNE ET RICHARD GOODWIN  
EN ASSOCIATION AVEC JOHN HEYMAN ET EDWARD SANDS  
ET HOME BOX OFFICE, INC.  
UN FILM DE DAVID LEAN  
"LA ROUTE DES INDES" (PASSAGE TO INDIA)  
DE E.M. FORSTER

2 OSCARS  
HOLLYWOOD 85

AVEC PEGGY ASHCROFT • JUDY DAVIS • JAMES FOX  
ALEC GUINNESS • NIGEL HAVERS ET VICTOR BANERJEE  
MUSIQUE DE MAURICE JARRE SUR DISQUES ET CASSETTES SCÉNARIO DE DAVID LEAN  
PRODUIT PAR JOHN BRABOURNE & RICHARD GOODWIN  
RÉALISÉ PAR DAVID LEAN TOURISME EN COOPÉRATION AVEC  
© THORN EMI Film Finance PLC. 1984.

هكذا في الأصل







Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## La Route des Indes

Un roman : heurt de civilisations au temps de l'Empire britannique.  
Un film : David Lean a fait sienne la Route des Indes de Forster.

FORSTER ET LES ANGLAIS

par MICHAËL IGNATIEFF (\*)



Judy Davis et Victor Banerjee.

## David Lean

LE FILM DU VIEUX LION

DAVID LEAN, doyen du cinéma britannique, réalisateur de *Brève Rencontre* (1945), des merveilleuses adaptations de Dickens (*Les Grandes Espérances*, 1946; *Olivier Twist*, 1948), de ces deux très gros morceaux que furent *Le Pont de la rivière Kwai* (1957) et *Lawrence d'Arabie* (1962), David Lean revient avec l'adaptation de *La Route des Indes*.

Il ne fut pas le seul à vouloir adapter le livre de E. M. Forster. Satyajit Ray, le metteur en scène de *Pathar Fanchali* et de *La Maison et le Monde*, y avait songé dans les années 60, le romancier refusa, comme il l'avait déjà fait avec David Lean. « Je me méfie du cinéma », disait Forster, ils vont prendre le parti soit des Anglais, soit des Indiens. Je veux une adaptation équilibrée. » Le livre, en fait, nous précise David Lean, était très anti-anglais. Forster se sentait un peu coupable, il avait été fortement attaqué lors de sa sortie en 1924. Il y a vingt-cinq ans environ, une jeune femme indienne, Santha Rama Rau, en tira une adaptation pour le cinéma, que je vis à Londres au Comedy Theatre; je la trouvai excellente. Mais je ne pus donner immédiatement suite à mon projet de film.

Forster, qui mourut en juin 1970, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, légua les droits de son livre au King's College de Cambridge, où il avait fait ses études et où il vécut, hôte privilégié, une bonne partie de sa vie. Quand les légataires du roman-cinéma se décidèrent à en autoriser le tournage, ils pensèrent d'abord au cinéaste Lindsay Anderson (*If... et Britannia Hospital*), qui refusa l'offre. Anglo-Indien, c'est-à-dire né de parents britanniques en Inde, ayant grandi à Bangalore dans l'Inde du Sud - David Lean tourna une partie de son film non loin de cette capitale - administrateur du film d'Humphrey Jennings *A Diary for Timothy* (1945), dont Forster avait signé le commentaire inspiré, Lindsay Anderson eut peur, sans doute, de s'embarquer dans une superproduction.

Après un silence de quatorze ans, des projets avortés comme une version des *Révoltes du Bounty*, plusieurs tours du monde, David Lean accepte et prend en main un sujet qu'il va faire totalement sien. Il signe un contrat strict, qui l'oblige à ne pas

dépasser une durée de deux heures et quarante-cinq minutes. Le film sera produit par le groupe THORN-EMI, avec la participation de Home Box Office et de Columbia pour les Etats-Unis. L'argent manquant rentre à la toute dernière minute, à la veille du tournage. David Lean signe seul le scénario et les dialogues, alors que, précédemment, il avait collaboré avec des auteurs dramatiques connus comme Noël Coward, Terence Rattigan ou Robert Bolt.

Dans une lettre à son ami Syed Masood, du 27 septembre 1972, deux ans avant la sortie du livre qui est en chantier depuis 1911, Forster déclare assez cynique : « Je pense que la plupart des Indiens, comme la plupart des Anglais, sont des merdes (sic), et il ne m'intéresse pas du tout de savoir s'ils sympathisent les uns avec les autres. Je ne suis pas intéressé en tant qu'artiste; bien sûr mon côté journaliste m'entraîne à me poser bien des questions. » Cet antagonisme profond entre deux cultures, deux civilisations, qui de toute façon ne se pose plus aujourd'hui dans les termes de l'époque, le cinéaste l'atténua pour raconter une belle histoire qui garde son piment, sinon son exacte saveur.

Mrs Moore (Peggy Ashcroft) part rejoindre son fils Ronny (Nigel Havers), magistrat. Elle est accompagnée d'une jeune femme, Miss Quested (Judy Davis), qu'elle pense marier à bas à Ronny. Elles sont d'abord choquées de retrouver à l'autre bout du monde une Angleterre caricaturale des fonctionnaires imbus de leurs privilèges. Elles essaient de découvrir l'Inde véritable. Elles se lient avec un professeur humaniste, Fielding (James Fox), elles rencontrent un vieux sage hindou, Godbole (Alec Guinness), mais surtout un jeune médecin indien, Aziz (Victor Banerjee), qui offre de leur montrer le pays et de les conduire aux grottes de Marabar.

Un incident dramatique va faire basculer le récit. Dans ces grottes extraordinaires où l'écho semble mettre l'homme face à son destin, Miss Quested perd ses esprits, se retrouve un peu plus tard à la clinique, affirmant avoir été violée par Aziz. Un procès s'ensuit où les positions vont se cristalliser : la colonie anglaise fait bloc derrière Miss Quested,

LORS de sa première rencontre avec Edward Morgan Forster, Virginia Woolf confia à son journal : « J'ai vu Forster qui est timide comme une souris, mais très charmant quand il sort de son trou. » Plus caustique, son mari Leonard Woolf susurrerait qu'il était du genre à peindre une chaise de jardin d'une certaine couleur, puis à se demander toute la journée s'il n'aurait pas dû choisir un autre ton. C'était en 1915 et Forster n'avait pas encore écrit *La Route des Indes*, qui sera publiée en 1924.

C'est l'expérience de l'Inde qui transforma ce snob de Cambridge, homosexuel refoulé et auteur mineur de romans de mœurs, en un grand écrivain, maître de sa sexualité. Son premier séjour en Orient date d'octobre 1912 : il y fut poussé par le désir passionné d'échapper à l'atmo-

sphère étriquée de l'Angleterre éduardienne, et par le sentiment, non moins passionné, qu'il portait à son ami Syed Masood. Ce musulman à la personnalité massive, indomptable, avait été envoyé à Forster en vue de la préséance d'Oxford et du barreau, et il devint son premier amour (non partagé). L'étudiant était capricieux et se laissait vite des leçons du maître; alors il immobilisait son minuscule tuteur dans une étroite d'ours, et le chatoillait jusqu'à ce qu'il arrête d'enseigner.

Masood était rentré en Inde, et il écrivait à Forster des lettres mélancoliques, emplies de nostalgie pour « ce charmant pays qui s'appelle l'Europe », et pour son vieux tuteur, dont il traitait l'homosexualité avec une insouciance musulmane, apte à libérer la conscience craintive de Forster.

A la différence de son compagnon de voyage Lowes Dickinson, qui n'avait que haine pour l'apparence déordonnée et négligée de l'Inde, et qui s'y intéressait en tant que problème social digne d'être étudié par un victorien philanthrope et militant, Forster fut conquis par la comédie et la violence propres à la péninsule, et par la sensualité pleine de douceur des musulmans qui devaient ses amis et ses amants. L'homosexualité l'aidera à briser les tabous qui, dans l'Inde impériale, maintenaient la séparation entre dominants et dominés. C'est avec épouvante qu'il découvrit l'évolution d'anciens amis de Cambridge, qui faisaient carrière dans l'administration civile anglo-indienne, et traitaient les Indiens comme un bétail qu'ils faisaient fuir ou actionnant les avertisseurs criards de leurs voitures.

Quand on lui reprocha, dans son roman, la description élogieuse qu'il faisait de cette administration civile, il répliqua froidement : « Vous dites que je ne les aime pas parce que je ne les connais pas vraiment. Mais comment pourrais-je les aimer, puisque j'aimais les Indiens qu'ils n'aiment pas ? » Le désir sexuel avait fixé le choix de son camp

Avec une franchise qui l'honneur, David Lean trace lui-même les limites de son minuscule travail d'adaptation. Il fait la part belle à ses deux héroïnes, la jeune Miss Quested et la vieille Mrs Moore, qui polarisent notre intérêt. Il a su les rendre plus attractives, plus « cinématographiques », c'est-à-dire capables de séduire un grand public. Victor Banerjee, dans un rôle aux contours flous, apporte une conviction passionnée à un personnage que le metteur en scène a voulu d'abord un peu clownesque. « A la Charlie Chaplin », comme pour mieux traduire le malaise d'Aziz, en équilibre sur deux civilisations, avant le procès qui le transforme et lui donne enfin conscience de son indanité.

*La Route des Indes*, le film, met une superbe mise en scène au service d'une idéologie libérale dont Forster ne partageait pas entièrement les valeurs.

LOUIS MARCOURÈS.  
\* Voir les films nouveaux.

politique, et il s'y tint - dans son roman et dans sa vie. C'était un libéral éduardien plutôt qu'un socialiste, et, comme tous ses amis du cercle de Bloomsbury - les Woolf, John Maynard Keynes - il soutint le mouvement indépendantiste indien. Le massacre d'Amritsar en 1919, au cours duquel des centaines d'Indiens qui faisaient une marche pacifique furent abattus par une fusillade de soldats anglais, pesa de tout son poids pour lui inspirer le ton d'ironie sauvage avec lequel il décrit les *sahibs* anglo-indiens.

Pourtant il a toujours souligné que le sujet du livre « n'était pas réellement la politique », mais « la quête par l'humanité d'une patrie plus durable, la terre et le ciel indiens comme incarnation de l'univers, l'horreur cachée dans les grottes de Marabar, et la déviance symbolisée par la naissance de Krishna ». Quand on lui demandait d'expliquer ce qui arrive à Miss Quested dans les grottes de Marabar - élément central du livre comme du film, - il répondait qu'il n'en savait rien, mais qu'il voulait, à travers ce mystère, incarner le mystère de l'Inde et celui de la vie elle-même.

A un libéral éduardien, qui avait perdu la foi religieuse, l'Inde avait donc offert un refuge où il put exprimer ses désirs spirituels ardents étouffés par le sens commun étriqué de l'Angleterre de son temps. Dès sa publication en 1924, *Passage to India* fut vendu à soixante-dix mille exemplaires. Sa parution coïncida avec le procès du massacre d'Amritsar, et le livre contribua à faire basculer la classe moyenne vers des positions anti-impérialistes. D'abord considéré comme une satire enflammée contre l'impérialisme en Inde, il est devenu depuis, dans les écoles anglaises, un ouvrage consacré : pour les étudiants qui le lisent, son message anti-impérialiste va de soi.

Forster ne devait pas écrire d'autre roman. Ainsi que le conjecture son biographe P.N.

(\*) Ecrivain.

Furbank, il appartenait à la catégorie décrite par Freud de ceux « que le succès détruit ». Il ne fut toutefois atteint que dans son talent pour la fiction : pour le reste, il mena une existence heureuse dans son appartement de professeur qui dominait la chapelle du King's College à Cambridge, et trouva l'amour et l'affection jusqu'à sa mort en 1970 auprès de Tam Buckingham, un agent de police de Londres, et de sa femme May.

Forster aurait été à la fois amusé et épouvanté par la vague de nostalgie pour les Anglais en Inde qui envahit l'Angleterre après sa mort. *La Route des Indes* de David Lean apparaît peut-être un film frais et exotique à des spectateurs français, mais, en Angleterre, il se situe dans le sillage du *Gandhi* d'Attenborough, du roman de gare de M.M. Kaye, intitulé *Far Pavilions*, et de *The Raj Quartet*, de Paul Scott, ces deux derniers livres ayant fait l'objet d'adaptations-fleuves pour les télévisions anglaise et américaine. C'est comme si la télévision française était brusquement envahie par des feuilletons sur Hanou, ou sur la vie des pieds-noirs en Algérie.

Sur la scène culturelle française, Forster aurait été inclassable : trop modéré, trop ironique et trop soupçonné à l'égard des idéologies pour être pris au sérieux par les écrivains français qui étaient ses contemporains. Il s'exprima pourtant au Palais de la Mutualité en 1935, aux côtés de Malraux, d'Arago et de Valéry, à l'occasion d'une conférence sur la défense de la culture. Il refusa calmement de faire lire le texte de son intervention par Malraux, et présenta sa défense de l'écrivain contre le pouvoir totalitaire dans un anglais chuchoté qui échappa totalement au public français et réticent. La romancière américaine Katherine Anne Porter se souvenait qu'il était presque inaudible. « Puis, tout d'un coup, il fit une pause devant le micro ; alors une phrase complète résonna dans la salle, mais dite d'une voix songeuse : « Je crois en la liberté. »

Traduction BRIGITTE LEGARS.

Comédie Française  
286.10.20

mai 85  
en alternance

GOLDONI  
L'IMPRESARIO DE SMYRNE

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE  
les 5 et 19 mai à 14 h 30  
les 2, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 21, 24, 25, 26, 27, 28 mai à 20 h 30

MARIVAUX  
LE TRIOMPHE DE L'AMOUR

Mise en scène de Jean-Luc BOUTTE  
les 12 et 27 mai à 14 h 30  
les 3, 5, 7, 16, 20, 23 mai à 20 h 30

MOULIERE  
LE MISANTHROPE

Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT  
les 8, 15, 26 mai à 14 h 30  
les 4, 9, 12, 19, 22, 29 mai à 20 h 30

FEYDEAU  
COMÉDIES EN UN ACTE

Mise en scène de Stuart SEIDE  
le 31 mai à 20 h 30

location facilitée : les soirées ouvertes

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION  
POUR LES SOIRÉES OUVERTES

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Ce joint un règlement de \_\_\_\_\_

Je souhaite réserver \_\_\_\_\_ places  
à □ 33 F □ 48 F □ 65 F □ 83 F

pour la représentation du :  
□ jeudi 9 à 20 h 30 Le Misanthrope  
□ vendredi 31 à 20 h 30 Feydeau Comédies

en un acte (avant-première)

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles. Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie à :

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION BP 266  
75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

دولت و ملت



# Lire le cinéma

« Cinéma pleine page »,  
au Forum du Centre Georges-Pompidou,  
du 24 au 29 avril.  
Toute l'édition cinématographique  
de langue française,  
sur 1 000 mètres carrés.  
Une exposition/vente.

## LE GUIDE DU CHERCHEUR D'OR

S'il fut un temps où deux ou trois collections bien établies fournissaient régulièrement des ouvrages de référence à un public de cinéphiles, depuis cinq ou six ans, les livres de cinéma prolifèrent en une variété considérable que devrait faire apparaître « Cinéma pleine page », première manifestation du genre, organisée par Flammarion 4 et la BPI du Centre Georges-Pompidou.

En ce qui concerne l'histoire générale, il semble bien que personne ne se risquerait plus, aujourd'hui, à reprendre les travaux, poursuivis pendant des années, d'un Georges Sadoul ou d'un Jean Mitry.

En 1982, les éditions Atlas avaient entrepris la publication en fascicules hebdomadaires du *Cinéma, grande histoire illustrée du septième art* composés d'articles, d'études synthétiques, accompagnés d'une riche iconographie. L'ensemble a été, finalement, réuni en dix volumes, faciles à consulter.

En octobre 1984, les éditions Atlas ont commencé, sur la même formule, le *Cinéma, grand dictionnaire illustré* répertorié, dans l'ordre alphabétique, acteurs, metteurs en scène, producteurs, scénaristes et tous techniciens du cinéma. Ce dictionnaire est, actuellement, à la lettre O. Cela n'empêche pas de consulter ceux de Jean Tulard publiés chez Robert Laffont (collection « Bouquins ») car, après tout, les documents peuvent se compléter mais, l'attrait des illustrations, surtout auprès d'un public jeune, change, évidemment, les perspectives.

Pour prendre quelques livres parus depuis la fin de 1984, quels points communs peut-il y avoir entre le *Burlesque ou morale de la tarte à la crème*, de Petr Kral (1), le *Parfum de la salle*, de Petr Kral (2), le *Guide du cinéma* en deux tomes, de Gaston Hausrath (3), *Visconti, le sens et l'image*, de Youssef Ishaghpour (4), *David Wark*

Griffith, études sous la direction de Jean Mottet (5) et *Ciné-Actualités*, de Marcel Hurret (6) ? Il n'y en a pas... à part le cinéma en lui-même, bien sûr. Chaque sujet, chaque attitude, obéissent aux conceptions propres des auteurs.

L'excellent livre de Petr Kral, tout chargé qu'il soit de connaissances, veut faire rêver sur le mode comique où la psychologie, la sociologie, l'érotisme, prennent autant de place que l'humour. On ne lit pas cela d'une pièce, on y va comme un chercheur d'or piochant des pépites, et on se laisse prendre aux fantasmes de l'auteur. Michel Mesnil fait rêver aussi avec *Le Parfum de la salle* en noir, mais pour affirmer la spécificité du cinéma dans le seul lieu où il peut, où il doit être goûté. Il oppose les fantômes, dans la nuit des salles, aux nouvelles techniques de diffusion. Quand l'historien ou le critique pense, écrit, de façon subjective, il lui faut rencontrer les complexes de sa subjectivité.

En revanche, le *Guide du cinéma* de Gaston Hausrath est un utile et bon travail d'initiation à l'histoire et à l'esthétique du cinéma où l'auteur donne une somme de base d'informations objectives. *Visconti le sens et l'image* est un livre savant, analyse thématique reliée aux formes, à la philosophie. L'ouvrage sur David Wark Griffith, d'inspiration universitaire, réunit les travaux collectifs d'un colloque international tenu à Paris-I, Panthéon, Sorbonne, en janvier 1983 et, dans l'optique où il se situe, il est absolument indispensable. Enfin, *Ciné-Actualités* est l'histoire passionnante et jamais faite de la presse filmée (1895-1980) par un journaliste et critique ayant appartenu, dans les années 60, à l'équipe rédactionnelle de *Pathé-Journal*.

Sauf pour ce qui est des maisons d'éditions comme PAC et Edilg, dont les collections - li-

vres ou albums - sont consacrées à des réalisateurs et à des acteurs (Depardieu arrive chez Edilg), on pourrait multiplier les exemples d'éclectisme dans l'exploration du domaine cinématographique. Ainsi, chez Henri Veyrier, *Hollywood cake-walk*, le deuxième tome des Mémoires de Claude Autant-Lara (7), consacré à sa courte expérience hollywoodienne au début du parlant (style imprécatrice, ironie mordante, pamphlet bouillonnant contre l'occupation culturelle), voisine-t-il avec *Cinéma expressionniste* de Francis Courtaud (8), ouvrage d'un familier de la culture allemande racontant, en fait, l'histoire de l'expressionnisme et de ses prolongements contemporains, dans la peinture, le théâtre, l'architecture et les films. Ce genre d'étude est rare.

On en apprendra davantage sur les « politiques » d'édition cinématographique, en lisant le *Répertoire général de l'édition cinématographique de la langue française*, conçu pour accompagner la manifestation du Centre Georges-Pompidou, et qui sera mis, ensuite, en vente, en librairie. Rien que la liste des éditeurs spécialisés ou ayant adjoint un petit rayon cinéma à leur fond littéraire est étonnante. Nous reviendrons en détail sur cet ouvrage qui répond, justement, à pas mal de questions. Il est publié chez Filmmédias, de Pierre Lherminier, qui en a assuré la coordination générale avec l'équipe de la BPI.

Pierre Lherminier dirigea longtemps la célèbre collection « Cinéma d'aujourd'hui » des Éditions Seghers, bio-filmographies de grands réalisateurs français et étrangers, et se consacra, ensuite,

à ses propres publications. Il remet actuellement en circulation, sous de nouvelles présentations, de nouveaux formats, avec mises à jour s'il y a lieu et beaucoup d'illustrations, *Jean Vigo* (par lui-même), *Max Ophüls*, par Claude Beylie, *Jean Grémillon*, par Henri Agel, *John Huston*, par Robert Benayoun, *Gérard Philipe*, par Georges Sadoul, *Le Cinéma japonais au présent*, par Max Tessier, et sort *Marilyn Monroe, un autre regard*, par Norman Rosten. A côté de ces ouvrages qu'on pourrait dire « classiques », Pierre Lherminier a établi et présenté pour la Cinémathèque française (9) l'édition des écrits cinématographiques de Louis Delluc, qui en est à son premier tome. Delluc écrit sur et pour le cinéma, il réalisa des films. Langlois souhaitait sa redécouverte par une « intégrale ». Elle est en cours.

JACQUES SICLIER.

- (1) Éditions Stock - « Cinéma », collection dirigée par Michel Ciment, 342 p., ill., 149 F.
- (2) PUF Écriture, 282 p., ill., 95 F.
- (3) Éditions Cyros, tome I, 190 p., ill., 65 F.; tome II, 224 p., ill., 69 F.
- (4) Essais-Éditions de La Différence, 244 p., ill., 120 F.
- (5) Publications de la Sorbonne, Éditions L'Harmattan, 334 p., ill., 240 F.
- (6) Éditions Henri Veyrier, 192 p., ill., 240 F.
- (7) Éditions Henri Veyrier, 408 p., ill., 150 F.
- (8) Éditions Henri Veyrier, 240 p., ill., 225 F.
- (9) Louis Delluc - *Écrits cinématographiques I - Le Cinéma et les cinéastes*, Éditions Cinémathèque française, 350 p., ill., 180 F.



Louis Delluc, vu par Spati (1923)

## TOURNAGE

par JACQUES AUDIBERTI

En 1962 sort la *Poupée*, une drôle d'histoire, cocasse, où les images dansent. Scénario et dialogues : Jacques Audiberti. Le réalisateur, Jacques Baratar, a retrouvé dans ses cartons ces impressions de tournage, dont nous publions des extraits. Le film est présenté de nouveau à Paris, en cette année 1985 où l'on célèbre le vingtième anniversaire de la mort du poète.

LES groupes électrogènes marchent à l'essence, paradoxale généalogie. Ils grondent et vibrent dans les camions bleus ancrés près du tournage. Passants et voisins sautent d'un regard de convoitise ces véhicules forains où se fabrique, sinon le cinéma, du moins cela qui, jusqu'à nouvel ordre, en serait la matière première : la lumière. Cette lumière voyage dans une chevelure de câbles noirs à même le sol, tous en cuir flexible à peu de caoutchouc. La pied cherche à les éviter sans trop savoir s'il en a peur ou s'il a peur de les écraser. Bout à bout, ils traverseraient Paris. Mais la lumière qu'ils transportent se manifeste à 100 mètres de là, sur le plateau.

Ramifiée à la faveur de serpents aériens, elle aboutit au verre strié du hublot des projecteurs, pareils à des mortiers d'infanterie. Ces projecteurs, des acrobates de l'électricité capables de gravir le tour Eiffel par une face et de redescendre par une autre face les accrochant à leur tour à la corde, se penchent au-dessus du tournage et bouillonnent au préalable. Tendu à 4 000 ampères, le lumière dessine et forme le cube éblouissant où les acteurs sont pris comme dans un bloc de glace embrasée à la substance de laquelle ils finiront par se confondre, en fondant par tout de bon.

Le banquet mondain rassemble, autour du dictateur en manteau blanc, le président du conseil et le poète officiel du régime, ainsi que de nombreux seigneurs et maintes dames. On entend bouillir le champagne dans les flûtes et le sang dans les veines surchauffées. Une clarté désertique et terrible comme la vérité pénètre les acteurs par les yeux. Les yeux, du coup, servent moins à voir qu'à permettre qu'on vous voie. Vous baignez dans une ivresse optique qui vous vide plus ou moins de votre âme, dont elle surexcite en même temps le vi-

sege corporel. En outre, elle vous recharge en vitalité végétale. Des contours à la craie emprisonnent vos emplacements. La visée de la caméra vous agrandit et vous magnifie en vous encastrant sans recours. Un technicien à 100 mètres, mesure votre distance à l'objectif. Un chevauchement de voix psalmodie une formule d'un rituel inquiétant : « Prêt ? Allons-y. Moteur. » Cependant que, quelque part, un timbre féminin, palpitant de zèle et d'amour, lance : « Ça tourne », pour les gens du son, lequel n'est pas encore le son vrai, seulement le son témoin. Vous qui jouez dans la *Poupée*, ou dans toute autre bande à destination commerciale, en dehors des livres gambades du seize millions, vous vous transformez, sous la houlette de la maquette, en pâte physique et mentale, modelable et triturable à merci. Bref, le sein profond de la lumière au cinéma, serait d'agir sur les acteurs, de les hypnotiser, de les séduire, de telle sorte que le metteur en scène (bien long ce terme, bien trop long) puisse en faire ce qu'il veut (...).

Aux ordres de l'artiste en chef, la montasse, penchée sur sa visionneuse, des flânes de pellicule en principe inflammables suspendues près d'elle au moyen d'épingles de blanchisseuse, se ruine les yeux, comme jadis Rachilde en proie aux manuscrits, sur le film qui défille en petit format. Elle taille, coupe, colle, recolle, jusqu'à ce que ne reste, des images manipulées, que l'exquis (...).

A propos d'une marionnette photographiable, en couleurs, j'ai découvert l'usine à rêves, la cave ensermoirée où se fabriquent des ombres pétrées de chair. Là se rencontrent les deux vieilles branches de l'humanité : la poésie et l'industrie. Au service d'un récit baroque, il m'arrive de voir se dépenser une bande hétéroclite, homologue, les machines, les acteurs, les électros, les caméras, le régisseur, le préposé, le régisseur, les décorateurs, les accessoires, l'habilleuse, la maquilleuse, les scénaristes, les types chargés du chariotage, tant avant qu'après, l'attaché de presse, le metteur en scène et cela qu'il faut bien appeler le script.

\* République Cinéma, à partir du 24 avril, à 20 heures. Cycle « Trop tôt, trop vite ».

# Terminator

PROGRAMMÉ POUR TUER

Machine irresponsable  
créée par l'homme.  
Un robot perfectionné,  
qui ressemble à Arnold  
Schwarzenegger,  
est venu du futur pour tuer.  
Poursuites, violence, suspense,  
situation classique  
du cinéma d'épouvante.



Arnold Schwarzenegger

L'arrive dans l'éclair blanc de la foudre, nu et en contre-jour. Il se lève, toujours nu et de dos, au bord de la terrasse qui domine la nuit strisée de lumières. « A nous deux L.A. », pourrait-il penser, mais il ne pense pas. Des trois punks qui s'asticoient non loin de là, il se débarrasse en trois gestes meurtriers, s'empare de leurs vêtements, s'en va dans la ville. Il est venu jusque sur nos murs, blouson noir, ouvert sur les pectoraux impressionnants, cou en colonne, lèvres serrées, lunettes noires dont un verre est gravé de chiffres rouges, cheveux en brosse hérissée... A peine si l'on reconnaît Conan dans le nouveau look d'Arnold Schwarzenegger pour le film de James Cameron, *Terminator*, Grand Prix au Festival d'Avoriaz.

Un terminator est un robot recouvert de chair et de peau Si bien imité de l'homme que seuls

les chiens y flairent quelque chose de louche. Celui-ci vient de l'an 2020, temps de ruines où les hommes sont tenus en esclavage par les machines. Il vient pour abattre Sarah Connor avant qu'elle mette au monde le fils qui apprendra aux humains à se révolter et à se défendre. Il consulte l'annuaire du téléphone et commence à tuer toutes les Sarah Connor.

Seulement, du même futur et en même temps que lui, est arrivé un homme nu, couturé de cicatrices, un blond aux traits réguliers (Michael Biehn) qui dépouille de son pantalon un clochard imbibé, vole des vêtements plus décentes dans un supermarché. Il est là pour sauver la mère du futur sauveur. Et commence une formidable chasse d'une brutalité inouïe. Arnold Schwarzenegger, filmé de ma-

nière à paraître gigantesquement grand et à mettre en valeur des muscles hypertrophiés, hardé d'armes (voïées) et de cuir clouté, en fusil dans chaque main, tire, casse les portes d'une pichenette, soulève des mastodontes entre deux doigts, se lance en voiture dans un commissariat où il écrase, fracasse, massacre, indifférent aux balles qui le traversent, cisaille ses membres endommagés, sans une grimace, sans un sourire, inexpressif à tout jamais. C'est l'image de la violence brute, la plus simple donc la plus efficace du fantasme de peur.

Contre lui, l'homme a l'avantage de la raison et de la ruse. Il sait résister à la souffrance, se défendre, tuer aussi et fuir. Fuite dingue dans laquelle il entraîne une Sarah Connor (Linda Hamilton) échauffée de baskets - on n'ose imaginer ce qu'il serait arrivé si elle avait mis des escarpins.

Elle apprend vite à éviter les obstacles qui se caramboient au cours de ce jeu de piste cauchemardesque, à devenir « forte ». Au seul instant de détente, elle ne perd pas son temps et déniaise le puceau protecteur venu du futur. C'est l'immaculée conception à l'envers, neuf mois plus tard naîtra un fils...

Mais d'abord il faut détruire le terminator, écraser la puce qui fait fonctionner l'infatigable robot programmé pour tuer, qui littéralement renait de ses cendres sans plus de chair ni de peau ni de sang, squelette d'acier plus mutilé qu'un chef d'Etat soumis à l'acharnement thérapeutique, et qui avance, avance toujours car il ne peut pas ne pas accomplir son destin. D'ailleurs, on annonce *Terminator part two*.

Ce premier épisode est un modèle du genre, manifestement réa-

lisé avec un budget très moyen, mais le côté maquette donne une étrange impression de jouets pris de folie. James Cameron joue sur une seule corde, celle de la panique. Il y accroche les traits stéréotypés des mégapoles 1984, date fatidique du film - amour en disco, vacance, allumés des rues sales - et pour 2020, les images pénibles du présent détérioré - révoltes survivants d'une guerre atroce, torréfiés dans une cave sous la permanente menace d'une descente des machines neuves, réduits à rien, mais pas à l'insupportable dégénérescence de la famine, un tabou que le cinéma

d'épouvante n'a pas encore transgressé.

James Cameron se contente de faire vibrer les nerfs, et comme il n'accorde pas le temps de respirer, on marche à fond. L'intérêt d'une suite à *Terminator*, outre la présence inénarrable d'Arnold Schwarzenegger, serait d'éclaircir une ambiguïté. Car après tout, ce fils Connor, dont parle avec adoration l'homme qui sera son père, n'est pas lui-même son père... Qui sait s'il n'est pas lui-même son père...

COLETTE GODARD.

\* Voir les films nouveaux.



# Giacometti

UNE MUSIQUE DE L'ESPACE

**A**LBERTO GIACOMETTI fut un artiste de première grandeur, aussi bien comme sculpteur que comme peintre et comme dessinateur. Mais le dessin fut pour lui le domaine fondamental, celui qui est à la base des deux autres, celui où ses dons se manifestèrent en premier. La réunion de quatre-vingt-huit de ses dessins à la galerie Claude-Bernard est une véritable fête pour l'œil intelligent, c'est-à-dire l'œil qui écoute (pour reprendre un titre de Paul Claudel), qui suit, comme un développement musical, l'enchaînement des lignes les unes aux autres, le groupement des traits, le flux des courbes et des contre-courbes, le mouvement baroque des ondulations et les grands axes obliques verticaux ou horizontaux.

Les parties crayonnées et celles restées vides s'animent mutuellement. Il y a une analogie entre l'univers, où la matière est constituée principalement de vide, et les dessins d'Alberto Giacometti. Il n'y a pas d'hétérogénéité entre le trait et la page blanche, le trait émane de cette page blanche, il en est l'expression, comme la musique est l'expression du temps.

Il ajoute souvent des coups de gomme qui ne sont pas là pour effacer un détail raté, mais pour exprimer davantage l'incertitude et la précarité de la vision. Un dessin étant resté comme un ensemble suffisant, plein et cohérent, cet effacement et les traces qu'il laisse arrachent le dessin à la convention illusionniste, et expo-

sent sa nature de construction intellectuelle. On dirait l'intrusion d'un rayon d'antimatière. Par leur direction, ces coups de gomme ajoutent des axes de construction, et servent à orchestrer les lignes.

La musicalité du geste dessinant d'Alberto Giacometti, la valeur du trait en lui-même, le rapprochement de l'art abstrait, lyrique. Il tint néanmoins à rester exclusivement figuratif, car il n'était préoccupé que par ses recherches sur la traduction en art des rapports de la pensée et de la vision. Il ne voulait pas représenter quelqu'un marchant dans la rue de la même façon que s'il était mort, car mort il pensait son poète, vivant et marchant il donnait une impression de légèreté pour traduire en art cette légèreté, il allongeait et amincissait ses personnages. Cela, comme son souci de rapetisser les personnages, puisqu'on les voit petits quand ils sont loin, a été maintes et maintes fois écrit par lui-même et par ses exégètes.

Dans ses natures mortes, il peut accumuler les objets à profusion, il ne donne jamais l'impression d'encombrement, de « choses en trop » comme dans la *Nature morte de Sartre*. La mise en page équilibrée des zones vides et du réseau de lignes est chaque fois novatrice, et les axes de perspective des tables et des tabourets relient ces vides aux courbes plus denses des pommes ou des assiettes.

Dans ses paysages, les traits s'identifient aux branches des



Stampa



Portrait d'Alberto Giacometti

arbres et au vent lissant les courbes des alpages. Le nu debout (n° 68, 1961) est d'une belle venue avec l'étagement des vides et des lignes nouées modelant le corps dans l'espace. Le portrait de Matisse (n° 25), daté du 30 juin 1954, est fait d'une série de traits courbes, qui rendent pleinement compte des volumes du torse et de la tête. Des nuances infinitésimales, dans l'inclinaison des lignes pour la bouche et les yeux, lui donnent une belle expression attentive et émerveillée.

Autre chef-d'œuvre, le portrait d'Annette (n° 58, 1960). La ligne bordant la joue manque, elle n'est pas nécessaire car tout le reste du dessin, et l'habitude de la vision, la suggère et laisse un blanc qui fait respirer l'image. En revanche, des traits sans cause anatomique, mais justifiés plastiquement, relient la tête au fond.

L'exposition est judicieusement complétée par des photographies d'Alberto Giacometti prises par son ami de longue date, Henri Cartier-Bresson. L'une d'elles, le représentant marchant dans les rues de Stampa, est caractéristique, avec ses angles sombres d'ombres portées sur les murs clairs, de l'esprit de géométrie qu'Henri Cartier-Bresson allie à l'esprit de finesse. Une autre représente Alberto Giacometti dans son atelier, penché vers une sculpture, en compagnie de Pierre Josse, le seul sculpteur, avec son frère Diego Giacometti, qu'Alberto voyait souvent et admirait. Pierre Josse avait une brillante situation dans une banque, et son dégoût des démarches nécessaires pour se faire connaître le dissuadèrent d'exposer. Il est mort en décembre dernier, et, à la

suite de la donation faite aux musées de la Ville de Paris, une exposition révéla au public un autre sculpteur de génie.

Toujours insatisfait dans sa quête de l'impossible, Alberto Giacometti aurait détruit beaucoup de beaux dessins si Diego ne les avait sauvés. Il faisait quelques réserves sur ses peintures et se désolait de ne pas atteindre exactement ce qu'il voulait en sculpture, le domaine qu'il avait le plus à cœur. En revanche, il reconnaissait sa grande maîtrise en dessin, restant insatisfait tout de même, disant que c'était un art de moindre importance que la sculpture.

En voyant les dessins exposés à la galerie Claude-Bernard, comme les portraits peints et sculptés de Diego, d'Annette et de ses autres modèles sans cesse interrogés, et ses sublimes, trois

Alberto Giacometti dessinateur, ou la traduction des rapports de la pensée et de la vision. Un des plus beaux styles de l'histoire de l'art. Galerie Claude Bernard, une fête, une rencontre amicale.

BERNARD FRAISSE.

P.S. - Le papier, selon sa qualité, fonce plus ou moins avec les années, s'il est exposé aux rayons ultraviolets de la lumière naturelle. Le trait de crayon reste à peu près stable, mais celui de stylo bille disparaît complètement, et assez vite. Aussi, pour éviter que les chefs-d'œuvre ne soient transformés en vestiges de chefs-d'œuvre, leurs heureux propriétaires pourraient s'inspirer des dispositions du Musée des Beaux-Arts de Dijon, où les dessins et pastels sont protégés par un petit rideau qu'il faut tirer ou soulever. A tout le moins, l'éclairage doit rester faible, avec des lampes émettant peu de rayons ultraviolets.

# Marc Riboud

LE PHOTOGRAPHE, LE MONDE ET LE PERSONNAGE



Au Musée national d'art moderne de la Ville de Paris s'ouvre la première rétrospective consacrée à Marc Riboud : prises entre 1954 et 1984, cent cinquante photographies en noir et blanc, dont de nombreuses inédites, et vingt tirages couleur grand format

« Quelle a été votre première photographie ? »

C'était à Bouilly, dans la banlieue de Lyon, où je suis né. J'avais sept ans, je me promenais à bicyclette, un couple d'amoureux était arrêté à moto et voulait se faire photographier avec leur appareil. Ils m'ont fait signe. J'étais très timide, maladivement timide. C'est curieux, cette image me revient. Ils se sont calés devant moi, je tremblais, je n'osais pas les regarder, j'ai appuyé vite sur le bouton, j'ai rendu l'appareil et je suis reparti sur ma bicyclette. En même temps que l'image me revient la surprise de mon action : j'avais photographié quelque chose qui, en regard de mon éducation bourgeoise et catholique, ne devait pas être là. Mais dire non au couple m'aurait encore plus dérangé. Ce conflit est resté dans ma vie : ne pas vouloir violer l'intimité, mais tout de même faire la chose, prendre la photo.

« Vous aviez du mal à parler ? »

On m'appelait le taciturne. J'osais à peine parler à mon père et à mes frères aînés. J'écoutais. On m'a dit : « Tu ne parles pas, peut-être tu pourrais regarder. » Je trouve formidable l'expression « donner le jour », c'est aussi donner à voir. Ma mère et mon père m'ont passé ce désir de regarder. En 1910, après avoir fait Sciences-Po, mon père est parti pour un tour du monde avec un Vest Pocket Kodak. Il a tenu son journal de voyage. Ce petit appareil se mettait dans la poche, il avait le diaphragme, la vitesse, et on pouvait écrire la légende de chaque photo à même la pellicule. En 1937, mon père me l'a donné. J'avais quatorze ans ; je suis allé visiter les châteaux de la Loire et l'Exposition universelle, j'ai pris deux ou trois bobines de douze vues, format 6x9. J'ai été stupéfait quand mon père a montré mes photos à ses amis : en voyant passer entre leurs mains les petits tirages glacés avec de la dentelle au bord, j'ai senti en moi un plaisir

curieux mêlé à la culpabilité de me dire que c'était sûrement ça, un plaisir. J'avais une façon de rester seul dans un grenier avec mon train électrique ; après le dîner, mon père y entraînait ses invités, ça me remplissait d'une sorte de vanité et en même temps je voulais qu'ils partent. Jusqu'à dix-neuf ans je n'ai pas eu un ami, je n'osais demander mon chemin à personne ; ce couple d'amoureux, je n'aurais pas pu lui parler. Cette timidité du contact par la parole m'a amené à davantage regarder. Je ne crois pas à la vocation, mais à la prédisposition. J'avais de bonnes notes en géométrie et après la base je suis entré dans une école d'ingénieurs, où je me suis ennuyé.

« Ce besoin de distance personnelle est resté présent dans vos photos. »

Oui, il y a cette crainte d'aller trop près des gens, et cette autre force qui me pousse à aller plus près pour voir. J'ai longtemps connu cette double tension qui m'a fait avancer et reculer, dans ma photographie aussi. Mes premières photos des années 50 sont meilleures que celles des années 70.

« A quel moment avez-vous pris conscience de la photographie en tant qu'art ? »

En tant que moyen d'expression ? Je crois que c'est en voyant les premières publications, dans *Verve*, de Cartier-Bresson, Brassai, Doisneau. En 1949, mon frère Jean m'a rapporté de New-York une petite plaquette du Musée d'art moderne, qui avait monté la première exposition de Cartier-Bresson. Il y avait des photos que je ne comprenais pas du tout : par exemple, un escalier qui tourne, un cycliste qui passe. J'ai mis longtemps à comprendre l'importance de la forme spontanée.

« N'avez-vous jamais eu l'impression, après coup, d'être devenu un délégué béd (ou en permission) de l'œil de Cartier-Bresson ? »

J'étais ingénieur quand j'ai connu Cartier-Bresson. Il m'a

interdit de quitter mon métier. Son interdiction m'a stimulé. J'ai pris huit jours de vacances pour faire des photos et je ne suis jamais retourné à l'usine. L'influence et le rejet de l'influence ont été inconscients et je peux dire très nettement qu'ils ont varié dans le temps. Au début j'ai découvert, comme un jeu géométrique, le souci de composition picturale. Je ne savais pas qu'on pouvait se servir de cet outil, de cette grammaire : c'était un circuit, un labyrinthe dans lesquels je me suis engagé, comme si la clef m'en était donnée. En 1954, j'ai entendu Chim ou Capa dire : « Ils ne faut plus que Marc regarde les feuilles-contacts d'Henri. » Après, souvent Henri m'a demandé de l'aider à éditer des contacts, et lui m'a aidé à éditer les miens. La première photo que j'ai publiée en Amérique, celle des petites filles qui se rha-

billent, avait comme légende : « Marc Riboud, le protégé de Cartier-Bresson » ; ça m'a rendu viscéralement malade. C'est évident que j'ai tout appris par Cartier-Bresson, je ne l'ai pas choisi et lui non plus ne m'a pas du tout choisi. Mais j'ai été marqué par lui, je dirais presque en dehors de l'acte photographique : dans le comportement vis-à-vis du monde, des gens, du voyage.

« C'est quoi, le système d'une photo : l'événement géométrique, ou la métaphore (comme cette contrebas-cercueil que vous faites tenir de loin à des passants) ? »

A propos de cercueil, je viens de faire un voyage dans les montagnes chinoises de brume. Je cherche à fuir le soleil et les projecteurs. Et j'avais un traducteur de vingt et un ans, qui n'est jamais sorti de Chine, à la Proust

et Sartre. Il se trompait sur certains mots. Je lui parlais d'un album de photos, d'un recueil, et lui me disait : « Tu vas aussi me mettre dans ton cercueil ? » ou « Quel beau cercueil tu vas faire ! »

« Pourquoi toujours cette attirance pour la brume ? »

Oui, l'ombre aussi. Quand on photographie, le soleil est un peu l'ennemi, techniquement c'est plus difficile, et les à-plats blancs sont désagréables à l'œil. Je me suis abîmé les yeux avec le néon des tables lumineuses, c'est en partie pour ça que j'ai arrêté la couleur. Je connais des photographes qui importent de petites bombes fumigènes pour créer de la brume ; je dois vous avouer que, parfois, j'aimerais faire comme eux. La brume efface, élague, simplifie, elle débauche les plans, elle donne moins de choses à organiser dans l'espace.

« Qu'est-ce qui déclenche la photo ? »

Il y a des jours où l'on est extraordinairement plus réceptif, où ces différentes tensions parallèles du désir d'observer, de la surprise, de la discipline de la forme semblent converger miraculeusement. Il y a des jours où ces convergences existent et d'autres où l'on se repère dans ses propres nuages. Le goût de voir me fait croire au surréalisme au sens propre : cette coïncidence de la forme, d'une perspective et du personnage. Cette tension qui monte, on a l'impression qu'elle rime avec ce qui se passe devant soi. On appuie sur le déclencheur par réflexe, dans cet état second. Je voudrais mettre en exergue de mon prochain livre un vers de Paul Eluard : « Déclie viol lami-neux éphémère azur dans les veines ».

« Le monde entier est-il intéressant ? »

Dans le sens du globe-trotter, parcourir le monde, je l'ai fait. Ce n'est pas une gâlerie ; quand on me demande le pays que je préfère, invariablement je

réponds : c'est celui d'où je viens. Comme on préfère revoir les personnes qu'on aime plutôt que vouloir découvrir tous les jours de nouvelles personnes, dans des rapports rapides à fleur de peau. Ce n'est pas par paresse ou par simplification, mais je suis retourné vingt fois à Prague, alors que je n'ai jamais mis les pieds à Bucarest. Et je retourne inlassablement au Moyen-Orient, au Japon, en Chine. Un jour, Chris Marker m'a demandé : « As-tu vu ce Bouddha à la sortie d'Osaka qui se profile au milieu des pylônes électriques ? » Je note ça quelque part et un jour, en revenant de Pékin, je vais chercher la route avec les pylônes et je trouve le Bouddha. C'est souvent ça, pour moi, une photo : retourner à la phrase d'un ami ou à une image remarquée.

« De la Chine à Naples, qu'est-ce qui change ? »

Plus je me balade et plus je trouve des ressemblances. Je pourrais vous dire que Naples ressemble plus à Shanghai qu'à Pékin, et que les sud de chaque pays se ressemblent, même plus au nord. Le Nord-Vietnam est austère, rigide comme le nord de la Chine, comme Saïgon et comme Canton. Le sud de l'Italie ressemble plus au sud de la Suisse et de l'Allemagne que le nord de l'Italie ne ressemble à ses voisins. Au fond, la gamme des sentiments des hommes et des femmes est tellement semblable : la jalousie, l'ambivalence, l'affection, l'antagonisme. Les Orientaux éclatent de rire pour couvrir leurs émotions. La photo enregistrera de la même façon le rire du Japonais qui raconte son deuil et les larmes de la vieille Napolitaine. L'émotion de l'un et de l'autre sont au même diapason. C'est pour ça que l'image du visage est parfois injuste : la photographie peut mentir et trahir une émotion.

Propos recueillis par HÉRVÉ GUIBERT.

سكنا من الحاصل















## ARTS ET SPECTACLES

QUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Paradis, 15 (554-56-65).

A RONDIE DE L'AUBE (A. va.) : Actes 31-36, 11 (502-51-50).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. va.) : UGC Marbeuf, 16 (561-64-65).

KIKOUSSA (Fr.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

LE JUDING (A. va.) : Châtelain Victoria, 14 (535-64-14) ; Cinéma Présent, 19 (805-51-33).

A STRADA (IL. va.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

TAXI DRIVER (A. va.) (\*\*) : Boite à films, 17 (622-44-21).

UNE SAULE HISTOIRE (Fr.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

N VIOLON SUR LE TOIT (A. va.) : Ruellet Quatrain Luss, 3 (526-84-65).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Demeter, 12 (531-41-01).

LES FEMMES ET LES MERS (A. va.) : Naxosfilm, 17 (567-63-42).

*Les séances spéciales*

LE DROU D'OR (Fr.) : Templiers, 3 (272-94-56), 11 (502-51-33).

LE DUE DE REEL (\*\*) : Boite à films, 17 (622-44-21), jeu, ven., mar., 13 h 30 ; jeu, ven., sam., 0 h 45.

LE DISSOUS DU VOLCAN (A. va.), Templiers, 3 (272-94-56), mer., 22 heures ; jeu, ven., sam., dim., 22 heures.

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Demeter, 14 (531-41-01), jeu, ven., mar., 20 heures ; dim., 16 heures.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A. va.) : Calypso, 17 (380-30-11), 22 h 15. Grand Paradis, 15 (554-56-65), 11 h 30, 15 h 30.

LE CASANOVA (De) (IL. va.), Templiers, 3 (272-94-56), dim., 17 h 45.

LES FLEURS DE FEU (Brta. va.) : Boite à films, 17 (622-44-21), jeu, ven., mar., 13 h 30 ; jeu, ven., sam., 0 h 45. Châtelain-Victoria, 15 (502-51-34), 14 h 45.

LES CHIENS DE PAILLE (\*\*) (A. va.) : Templiers, 3 (272-94-56), mer., jeu, ven., sam., dim., 22 heures.

TITZEN KUNE (A. v. a.): Sudio  
 Beaufort, (773-66-56), mar.,  
 12 heures.  
 CHA CUVUOS (Esp. v.): Denfert,  
 11 (321-41-01), sem., 16 heures.  
 LEU-DE-SAC (A. v. a.): Cnab-  
 Beaufort, (771-52-56) sem., 11 h.  
 A. DEESSE (Ind. v.): Cnab-  
 Beaufort, (771-52-56), mar.,  
 12 h OS. Olympe-St-Germain, (772-  
 22-23), 12 heures.  
 T DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.):  
 Tempel, (772-94-36), dim.,  
 12 heures.  
 LEPRANT MAN (Brit. v.):  
 Olympe-Lautenberg, (773-97-77),  
 12 heures à 24 heures.  
 ESPESORE (Fr.): Champes, (773-  
 51-60), 14 heures.  
 NARABE (A. v. a.): Châtaux-Victoria,  
 11 (508-94-14), 22 heures.  
 OHNNY GOT HIS GUN (A. v. a.): St-  
 Ambroise, 11 (700-89-16), mar.,  
 22 heures.  
 DES ROUES D'ORÉCHES (Ind. v.):  
 Cnab-Beaufort, (771-52-56), mar.,  
 11 h 45.  
 LILES ET JIM (Fr.): Châtalet-Victoria,  
 11 (508-94-14), 20 h 30; ven. 0 h 15.  
 WOULD YOU STREAMS (A. v. a.):  
 Lautenberg, (773-97-77), 12 h et  
 24 heures.  
 MAMMA ROMA (A. v. a.): Saint-  
 Ambroise, 11 (700-89-16), mar.,  
 18 heures.

MATREUSE DU LIEUTENANT  
FRANÇAIS (A. v.a.) : Studio Bertrand,  
7 (770-00-60), l.l.j., mof. dim., 20 h ;  
dim., 21 heures.

MEUBLED'UR DU NOUVEAU BOOKMAKER  
CHINOIS (A. v.a.) : Saint-Ambroise,  
11 (700-89-16), m.m., 19 h 15.

LE MÉCANO DE LA GÉNÉRALE (A. v.a.) :  
Rialta 19 (567-87-61), m.m.,  
dim., 22 h ; 14 h, 14 h, 14 h ; m.m.,  
18 h 45 ; m.m., 12 h.

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympia-  
Luxembourg, 66 (633-97-77), 12 heures  
et 24 heures.

LE MESSENGER (Brit. v.a.) : Studio  
Cathart (354-72-77), 14 heures.

LES MÉTROPOLIS (A. v.a.) : Ciné-  
Beaubourg, 3\* (271-52-36), dim., 11 h  
et 45.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné-  
Beaubourg, 3\* (271-52-36), m.m.,  
12 h.

LA NÉCESSITÉ (\*\*) (Brit. v.a.) : Tem-  
pliers, 3\* (272-94-36), l.m., m.m.,  
20 heures.

LA PRISE DE POULVOIR PAR  
LOUIS XIV (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3\*  
(271-52-36), l.m., 12 heures.

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.a.) :  
Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), l.m.,  
20 h.

LE SARCOPHAGE (A. v.a.) : Saint-Ambroise,  
11 (700-89-16), m.m., 22 h 30.

THE SARIETY (A. v.a.) : Desferre, 14\* (321-  
41-01), m.m., 12 heures.

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Den-  
fert, 14\* (321-41-01), m.m., v.m.,  
22 h ; 12 h.

LA VIE VIVE VIVE (\*\*) (Esp. v.a.) : Desferre,  
14\* (321-41-01), m.m., 18 heures.

**GUY  
MONTAGNÉ**  
fait mousser le Blaireau



dans

**TOUS  
AUX  
ABRIS!**

Comédie de Jean-Jacques BÉGIN  
Avec et sans de RICHARD CÔTÉ

**PETIT MARIGNY**

LOCATION 225 20.74  
AGENCES et FNACS



**COCK  
EES D'OR**


REFLET BALZAC	REFLET LOGOS
MERCREDI 24	MARDI 30
JEUDI 25	MERCREDI 24
VENDREDI 26 SAMEDI 27	DIMANCHE 28 LUNDI 29
DIMANCHE 28 LUNDI 29	VENDREDI 26 SAMEDI 27
MARDI 30	JEUDI 25

 RICHARD BOHRINGER **LE** un film de JEAN-PIERRE MOCKY  
présenté par BERNADETTE LAFONT MARIE LAFORET  
VALÉRIE LAFONT HOLLAND BLANCHE **LE**  PATRICK SÉBASTIEN

**PACTOLE PACTOLE**

کتاب فی الأصل







# COMMUNICATION

MIP-TV

85

LE 21<sup>e</sup> MARCHÉ A CANNES

## Baptême africain

De nos envoyés spéciaux YVES AGNÈS et ANNICK COJEAN

Cannes. — On a baptisé au Palais des Festivals de Cannes, mardi 23 avril, une nouvelle association : le Groupement international algérien de télévision et radio. Le GINTRA regroupe déjà une dizaine de stations africaines, quatre petites maisons de production, quelques créateurs.

Son président, M. Jean-Claude Courrent, en a défini les objectifs prioritaires : coordonner les moyens pour « produire, vendre, acheter ».

Dans ce 21<sup>e</sup> MIP-TV, les productions africaines sont quasi inexistantes. La faiblesse des moyens conduit à ce paradoxe : on ne voit guère que des Blancs sur les petits écrans d'Afrique.

Le GINTRA va donc s'efforcer de nouer les relations, de trouver des partenaires en Occident et ailleurs pour des coproductions. Les deux « parrains » du baptême ont salué l'initiative. M. Gesip Legitim, conseiller à la direc-

tion de Radio-France outre-mer, a déclaré que les Noirs « avaient leur mot à dire dans la culture universelle ».

Pour M. Bernard Chevry, le « patron » du MIP-TV, la journée de mardi marquait véritablement le départ des Africains dans le concert des programmes.

Un contrepoint dans cette grande foire méditerranéenne qu'est encore le MIP-TV.

## L'ÉVÈNEMENT

### L'absolu de la production

« Je n'ai pas une cohorte de vedettes autour de moi (ça, c'est pour M. Hébert) et je n'ai pas de grandes déclarations à faire (ça, c'est pour M. Bourges), mais je vous propose un titre : En attendant Bredin et un sous-titre : La paix en face ».

M. Serge Moati, directeur général de FR 3, s'est taillé son petit succès devant les journalistes à Cannes en présentant les projets, les achats, les coproductions de sa chaîne, une vraie avalanche où l'on trouve pêle-mêle des films érotiques soft (« Carré rose », une grande première bientôt sur une chaîne de service public), des polars, des dessins animés, des mini-séries.

Mais M. Moati a voulu surtout prendre date, à quelques jours de la publication du rapport Bredin sur les télévisions privées. Puisqu'on attend un ou plusieurs réseaux, que l'on sache bien que FR 3 occupe une « position dominante » avec ses quatorze mille heures de programmes, ses vingt-cinq stations de diffusion, sa centaine d'achat. Mais la troisième chaîne n'est « ni bouli-

miq ni impérialiste ». Elle propose à tous des « contrats de paix ». A TF 1 et à A 2, d'abord, car « il faut que le service public arrête cette guerre absurde » de la course à l'audience. Pour produire de l'avantage, les chaînes doivent « mettre leurs forces en commun ». Au passage, M. Moati réclame « fermement » des sondages d'audience sur l'année entière, et non par vagues saisonnières comme actuellement, ce qui conduit aux « stupidités » que l'on s'est observées récemment.

Aux futures chaînes privées, ensuite, à qui FR 3 propose de coproduire ou d'acheter ensemble. Ne pas engager de batailles qui ne serviront pas la production. « La production, c'est l'axe absolu, a encore déclaré M. Moati. Si l'on ne défend pas notre outil de production, ce sera dramatique pour notre pays ».

Le message de la Croisette est lancé.

V.A.

## Le Petit Chaperon rouge de la Croisette

Perdue dans l'immense cirque Barmum du MIP-TV, à Cannes, une frêle jeune femme blonde s'efforce de proposer un film sur Chagall (cinquante-deux minutes, en 16 millimètres) constitué de documents inédits, filmés depuis 1981, sur la grande peinture rétrospectivement dispersée. Dominik Rimbaud, après des études à Paris, et une licence d'histoire de l'art, est une passionnée de l'image. Titulaire d'une maîtrise réussie en 1980, elle joue littéralement sa vie — et les économies qu'elle n'a pas — sur quatre ou cinq projets d'émissions se rapportant à l'art ou à la sociologie des artistes.

Pour son Chagall, film superbe de poésie et d'étude de l'œuvre, dont elle est le producteur-réalisateur, elle a dû emprunter 500 000 francs. Sans aucune garantie de « placement » dans le circuit de diffusion. Elle a réussi, heureusement, à y inté-

resser FR 3 et à le vendre à la BBC, au Japon et à l'Allemagne fédérale (ZDF). Tout juste assez pour rentrer dans ses fonds « sans aucun bénéfice ».

En cette année commémorative de Victor Hugo, Dominik Rimbaud a réalisé également un film (dix minutes, en 35 millimètres) sur le dessinateur qui fut aussi l'auteur des Misérables. Elle attend toujours un acheteur.

Sorte de Chaperon rouge de l'audiovisuel, se nourrissant de rencontres avec l'œuvre, elle n'a pas craint de s'aventurer dans la forêt profonde d'un marché international de l'image où les grands loups se disputent la plus grosse part de la galette. Alors, les contes de fées existent encore...

CLAUDE DURIEUX.

\* Chagall, jeudi 25 avril, FR 3, 22 h 50.

## Clips

« Jeux olympiques. — La Corée du Sud se sent pousser des ailes. Elle le jure : les Jeux olympiques de 1988 seront sa grande affaire. Ainsi les trois réseaux KBS, vice public et la chaîne privée MBC déploient des efforts fantastiques pour la préparation de cette manifestation. KBS a déjà produit une série d'émissions sur les Jeux, des documentaires et des téléfilms sur la population coréenne et sur sa culture. Quant à MBC, elle offre des programmes d'information sur le pays, l'économie et la vie politique. Toutes deux cherchent, à Cannes, le maximum de partenaires pour en faire, disent-elles, le plus grand des événements télévisés ».

« Prix de l'Indé. — La Société des auteurs et compositeurs dramatiques a décerné, à Cannes, son prix de l'Indé à la réalisatrice de télévision Jeanne Labrousse pour son œuvre La Part de l'autre. Créée cette année, ce prix récompense un film de télévision français, non encore diffusé à l'antenne. La Part de l'autre doit passer en juin sur TF 1.

« Star. — Des stars débarquent au rendez-vous cannois de la télévision. Héros d'une série prestigieuse, le Code Rebecca, tiré du roman de Ken Follett, l'acteur américain Cliff Robertson, habitué du Festival de Cannes, se déclare subjugué. « Avez-vous remarqué, dit-il, avec la folle du mois de mai. On ne ressent au MIP ni comédie ni exotisme. On discute programmes et on pense boulot, et l'air y est soudain beaucoup plus sain ».

« Marcel Dassault. — La société indépendante Cinéma à produire, avec l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), un document de cinquante-deux minutes sur l'histoire de l'aviation française. Marcel Dassault (quatre-vingt-quatre ans), l'auteur du Taifun, a accepté exceptionnellement l'interview. Les trois chaînes françaises sont intéressées.

« Succès pour Les légendes de monde. — Trente-cinq télévisions présentes au MIP-TV, venues de toutes les parties du globe, ont pris des options sur la série « Les légendes du monde », de Daniel Bertolini, produite par Vis-à-Vis et Radio-Canada, avec Téléfilm Canada. Les téléscripteurs français ont déjà vu, sur A 2, treize émissions sur les trente-neuf prévues.

## L'œil de l'Amérique

Worldnet, le premier service mondial de télévision est né. Il est américain, lancé sous l'égide du gouvernement Raagan par l'Agence américaine d'informations (USIA), et s'appuie, disent ses promoteurs, à bouleverser les voies traditionnelles de la diplomatie internationale. Il fait fi des frontières, et traverse les continents en jonglant entre les liaisons satellites. Il surmonta la problématique des différents standards de télévision et maîtrise largement la question des diverses langues dont il se servira pour envoyer ses programmes.

Son entrée dans le monde des images en 1984 fut discrète, mais quelques prouesses techniques pour permettre des visions-conférences et mettra en liaison — c'est sa spécialité — officiels du gouvernement de Washington et journalistes réunis pour la circonstance dans les ambassades américaines du monde entier. Worldnet que l'on doit la première conférence de presse à « extra-terrestre » qui permit une liaison entre les astronautes de Challenger dans l'espace, le président Raagan à la Maison Blanche, Haimut Kohl qui se trouvait à Athènes, et plus de soixante-dix journalistes européens répartis dans huit pays ? Images prises gratuitement par les télévisions de la planète, comme le sont parfois les reportages ou documentaires envoyés fréquemment dans les airs par USIA, qui dispose d'une large équipe de professionnels. Bluff ou propagande ? USIA ne revendique pas moins d'un milliard de téléspectateurs occasionnels !

Une nouvelle phase est désormais enclenchée depuis le 22 avril, qui vise à transformer Worldnet en un réseau régulier de télévision mondiale. Grâce au satellite ECS-1 et un accord signé avec les PTT européens Worldnet diffuse désormais chaque après-midi deux heures de programmes faits d'informations — les conférences de presse et les allocutions du président Reagan passeront en direct — de divertissements et de programmes culturels conçus pour un public étranger. C'est un premier jalon pour arroser l'Europe — encore les téléspectateurs ou les réseaux intéressés devront-ils s'équiper de l'antenne réceptrice dont dispose l'ambassade américaine à Paris, — mais ce n'est qu'une étape... Les représentants de l'USIA, qui négocient actuellement tous azimuts, ne tolèrent sur la planète aucune zone d'ombre, et rêvent d'une chaîne non-stop vingt-quatre heures sur vingt-quatre à la gloire de l'oncle Sam. La Voix de l'Amérique en images ? Son œil, nous a répondu au MIP M. Steven Friedman, le directeur de l'USIA.

A. Co.

## POINT DE VUE

### La télévision : premier enjeu culturel

par MICHEL GUY (\*)

TOUTE politique culturelle qui, de près ou de loin, négligerait l'audiovisuel est aujourd'hui vouée à l'échec. Seule, en effet, la télévision peut donner à la création contemporaine et à la diffusion des œuvres le prolongement dont elles ont besoin pour irriter le tissu social et favoriser, à force de patience et d'obstination, la rencontre du plus grand nombre avec ce qu'il y a de meilleur dans le domaine culturel. Or force est de constater que le service public de la télévision semble avoir oublié cette mission qui, dans une vision élitiste des choses, constitue pourtant la seule justification possible du monopole.

La course à l'audience a n'importe quel prix a précipité la télévision dans les ornières que nous connaissons : elle contraindrait les chaînes à une concurrence stérile qui les ruine sans guère de profit pour les téléspectateurs. Ainsi, la bataille pour le football et le Tour de France leur a coûté fort cher pour le seul avantage des fédérations concernées. L'existence de deux journaux télévisés identiques, de même tonalité, diffusés aux mêmes heures et dont le taux d'audience détermine, paraît-il, la bonne ou la mauvaise santé d'une chaîne, entraîne, le plus inutilement du monde, de considérables dépenses.

### Une redevance devenue sans objet

Les programmes, quant à eux, s'appauvrissent au fil des mois. Sous le vocable trompeur de « coproduction internationale », des feuilletons étrangers achetés au poids prennent la place des films de fiction français que la télévision a pourtant devoir de réaliser. Du cinéma d'aujourd'hui, l'on ne retient — pour l'essentiel — que les films assurés d'un large public, et des programmateurs à la vue trop courte écartent trop souvent ce qui peut apparaître obscur ou difficile, en ignorant tout simplement que bien souvent s'y cache le meilleur. Enfin, audience faisant toujours loi, les documentaires de création ont pratiquement disparu de nos écrans, et les magazines réguliers, à l'exception de ceux consacrés au cinéma, à la politique et à l'information, s'effacent les uns après les autres.

Le service public a donc perdu toute justification, et les téléspectateurs payent une redevance sans objet pour assurer la subsistance de chaînes que la seule publicité pourrait faire vivre telles quelles, sans altérer en rien une qualité qui n'a plus grand-chose à perdre. Seule la volonté, bico contestable, de maîtrise, l'information peut expliquer le maintien de cette situation anacronique. Il faut naturellement y mettre fin. Dès lors que le secteur privé n'a d'autre inconvénient que de garantir une information plus libre et d'assurer une meilleure gestion, il s'impose à l'évidence.

Il reste que les chaînes privées servent mal la création et ne sont pas assez attentives au rôle culturel qui devrait être le leur. Il importe donc de ressusciter à leurs côtés un authentique service public, sous forme d'une société de programmes qui comprendra, outre France-Culture, France-Musique et Radio-France internationale, une chaîne de télévision à laquelle sera rattaché l'INA. Cette chaîne de télévision devra, pour sa part, s'efforcer d'atteindre quatre objectifs :

### Assurer la présence française à l'étranger

Il lui appartiendra tout d'abord de produire et de coproduire des œuvres audiovisuelles et cinématographiques de qualité. Il est paradoxal que les rares efforts antérieurs en ce sens viennent de l'extérieur du service public, à savoir de Canal Plus. Elle veillera à associer étroitement à ces réalisations des artistes de toutes disciplines et ne disposera, pour accomplir cette tâche, d'aucun moyen de production lourd bénéficiant d'un quelconque monopole. Elle s'appuiera au contraire sur la multitude de foyers artistiques de création qui font en la matière la richesse de notre pays : petits producteurs de cinéma et de télévision, fabricants de décors, etc. Parallèlement à cette mission de productions, notre chaîne sera très attentive à développer et à promouvoir le service de recherches de l'INA.

Il conviendra ensuite qu'elle diffuse la création de toutes les

grandes institutions culturelles françaises. Enfin, en effet, admissible qu'il y ait si peu de retransmissions des spectacles présentés par l'Opéra, la Comédie-Française ou le Théâtre musical de Paris ? Est-il acceptable que les meilleures créations des théâtres privés ou des grandes compagnies subventionnées soient si souvent écartées de nos écrans ?

Dans la même foulée et avec l'appui du service des archives de l'INA, la chaîne de télévision nationale re-diffusera de nombreux chefs-d'œuvre qui ont été jadis produits par l'ORTF et restent étrangement inexistantes.

Enfin, et c'est là sans doute sa principale mission, notre chaîne assurera la présence de la culture française à l'étranger. Elle se substituera utilement aux initiatives actuelles totalement dispersées (le futur « Canal Desgrupes », TV 5 avec ses maigres heures quotidiennes, le magazine « Aujourd'hui en France » du ministère des relations extérieures...). Elle sera tout naturellement le principal instrument — et sans doute le seul véritablement efficace — de notre rayonnement culturel international. Ce fait seul justifierait son existence.

Quelques esprits chagrins risquent naturellement de soutenir qu'une pareille entreprise coûtera fort cher. Peut-être, mais à coup sûr beaucoup moins que la situation actuelle. Elle exigera une redevance, mais bien moins élevée que celle perçue en ce moment, puisque le simple regroupement des multiples financements budgétaires aujourd'hui éparpillés entre plusieurs ministères, permettra d'assurer une bonne partie de son financement. Ce penser, en effet, du gaspillage actuel que constitue la juxtaposition d'un Fonds de création audiovisuelle, d'un Fonds d'aide aux industries culturelles, d'un service audiovisuel du ministère des affaires étrangères, du Fonds d'aide internationale du ministère de la culture, de la mission câble, d'Arcanet, qui tous disposent d'équipes permanentes fort coûteuses, de comités de lecture pléthoriques, de frais de représentation abondants ? Il y a là pour notre chaîne le noyau de son financement futur.

### Pour une politique volontariste

Enfin, il m'apparaîtrait saisi qu'une partie du budget du ministère de la culture fut consacrée à cette tâche. Il ne suffit pas de permettre aux créateurs de subsister, encore faut-il leur permettre d'atteindre le public. Or ce n'est pas en subventionnant au coup par coup quelques productions audiovisuelles plus ou moins prestigieuses, dont les médias ne veulent pas, que le ministère préservera et fortifiera notre capacité de production originale. Plutôt qu'un fonds spécial mis à la discrétion du ministre pour financer des films qui ont l'heur de lui plaire, il vaudrait mieux que le ministère participât au financement d'une chaîne de télévision qui aurait, en matière de cinéma, une politique ambitieuse de coproduction et de diffusion des films d'auteur.

Il est temps de mener une politique volontariste de mise en valeur de notre patrimoine culturel. Ce doit être l'impérative mission du nouveau service public. Ce doit être aussi l'une des missions prioritaires d'un véritable ministère de la culture.

Et que l'on ne vienne pas me dire qu'en agissant ainsi nous risquons de constituer un ghetto. L'affirmer reviendrait en fait à prétendre que notre culture est elle-même un ghetto et que le rideau n'a plus qu'à tomber sur quelque chose qui fut grand et aube de s'éteindre. Je ne crois pas à cette agonie. Il est des combats qu'il faut au contraire livrer et gagner. Je souhaite que l'opposition à laquelle j'appartiens le fasse sien avec détermination.

\* Ancien ministre de la culture.

● M. Hersant en Belgique. — Dans la bataille juridique qui l'oppose à M. Robert Hersant, la Nouvelle Gazette de Charleroi vient de marquer un point. Le tribunal de commerce de Mons a, en effet, ordonné à la Province, le quotidien récemment acquis par M. Hersant, de cesser de plagier son concurrent. Le feuilleton judiciaire pourrait reprendre dès mardi. La Nouvelle Gazette a, en effet, engagé une procédure contre la « concurrence déloyale » à laquelle se livrerait le groupe adverse en soudoyant ses vendeurs de journaux.

## LOTO SPORTIF N°001

COURSE AUTOMOBILE (grilles de 1 à 5) FOOTBALL (grilles 6 et 7)

Grille 1	Grille 2	Grille 3	Grille 4	Grille 5	Grille 6	Grille 7
01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50

Grille 1	Grille 2	Grille 3	Grille 4	Grille 5	Grille 6	Grille 7
01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50	01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50

3 000 000 F SUPPLEMENTAIRES POUR LE LOTO SPORTIF N°002 VALIDATION LES 9 ET 10 MAI

## SPORTS

### MONACO SE PLACE POUR LA COUPE DE L'UEFA

Bien que tenu en échec par Nantes (1-1) à l'occasion d'un match « musclé », Monaco a pris, à la faveur de la treizième journée du championnat de France de première division, la troisième place du classement qualificative pour la coupe de l'UEFA grâce aux défaites d'Auxerre à Lens (0-1), de Toulon à Toulouse (0-2), et de Metz à Marseille (1-2).

\*Monaco et Nantes ..... 1-1  
\*Lens à Auxerre ..... 1-0  
\*Toulon à Toulon ..... 0-2  
\*Marseille à Metz ..... 2-1  
\*Sochaux et Tours ..... 2-2  
\*Laval et Brest ..... 0-0  
\*Strasbourg et Paris-SG ..... 1-1  
\*Nancy à Lille ..... 1-0  
\*Rouen et Bastia ..... 1-1  
\*RC Paris-Bordeaux le samedi 27.

Classement. — 1. Bordeaux, 53 pts ; 2. Nantes, 49 ; 3. Monaco, 41 ; 4. Auxerre, 41 ; 5. Toulon, 39 ; 6. Metz, 38 ; 7. Lens, 36 ; 8. Sochaux, 34 ; 9. Brest, 34 ; 10. Laval, 32 ; 11. Nancy, 31 ; 12. Toulon, 31 ; 13. Paris-SG, 31 ; 14. Marseille, 30 ; 15. Strasbourg, 29 ; 16. Bastia, 29 ; 17. Lille, 27 ; 18. Rouen, 27 ; 19. Tours, 25 ; 20. RC Paris, 22.

Matchs en retard de deuxième division  
Groupe A : Mulhouse à Orléans ..... 1-0  
Groupe B : Quengnan à Valence ..... 3-0

84

لوتو ١٠٠٠



















TAUX D	
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12
13	13
14	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20	20
21	21
22	22
23	23
24	24
25	25
26	26
27	27
28	28
29	29
30	30
31	31
32	32
33	33
34	34
35	35
36	36
37	37
38	38
39	39
40	40
41	41
42	42
43	43
44	44
45	45
46	46
47	47
48	48
49	49
50	50
51	51
52	52
53	53
54	54
55	55
56	56
57	57
58	58
59	59
60	60
61	61
62	62
63	63
64	64
65	65
66	66
67	67
68	68
69	69
70	70
71	71
72	72
73	73
74	74
75	75
76	76
77	77
78	78
79	79
80	80
81	81
82	82
83	83
84	84
85	85
86	86
87	87
88	88
89	89
90	90
91	91
92	92
93	93
94	94
95	95
96	96
97	97
98	98
99	99
100	100



# AFFAIRES

## L'endettement de Renault dépasse 40 milliards de francs

La régie Renault a enregistré une perte de 12,555 milliards de francs pour 1984. L'année précédente, la perte avait été de 1,576 milliard. Le déficit le plus impressionnant vient de la branche auto (72,6 % de l'activité), encore équilibrée en 1983 et qui aura perdu 9,873 milliards de francs l'an passé. La chute de la production mondiale de Renault, la perte de parts de marché en France (de 1980 à 1984, la Régie aura perdu 7,6 points sur son marché national et 3,8 points en Europe), expliquent cette évolution.

Toutes les branches industrielles de l'entreprise nationale sont d'ailleurs déficitaires : le véhicule industriel (13,37 % de l'activité), de 2,729 milliards de francs et Renault entreprises industrielles (5 % de l'activité), de 927 millions. Seules les activités financières ont été rentables (+ 726 millions de francs).

Dans cette véritable déroute, deux autres chiffres apparaissent particulièrement significatifs. Les investissements qui, avec 9,908 milliards de francs, sont en baisse par rapport à l'année précédente, et ne représentent plus que 8,4 % du chiffre d'affaires contre 9,5 % en 1983. Et surtout, l'endettement à moyen et long terme qui a fait un bond en un an, passant de 28,8 à 40,66 milliards de francs. Et comme la Régie est plus engagée à court terme que la plupart de ses concurrents, son en-

dettement total atteint des chiffres astronomiques.

Enfin, il faut noter que les provisions pour restructuration industrielle et sociale sont de 4,5 milliards de francs.

Le conseil d'administration du 23 avril, au cours duquel ont été donnés ces résultats s'est déroulé « dans une ambiance grave », a déclaré un administrateur FO. Aucune décision stratégique n'a été annoncée. Par ailleurs, devant l'ampleur financière du désastre, M. Bérégovoy a précisé que l'Etat ferait son devoir et jouerait son rôle d'actionnaire. Mais, a-t-il ajouté, « il ne faut pas tout attendre de l'Etat ».

La CGT, enfin, a dénoncé, avant même la tenue du conseil, « un plan de casse concerté, qui dépasse Bilancourt et qui est organisé par le gouvernement ». Et de souligner la suspension des investissements à l'usine de Maubeuge, le retrait du câblage, le freinage du développement de Renix et de Carver, l'arrêt de la production du moteur de la Renault 4 à Billancourt, la non-modernisation de la deuxième chaîne de l'île Seguin. « Nous ne laisserons pas faire », dit la CGT, qui appelle une nouvelle fois au développement de l'action chez Renault et dans toute la filière métallurgique pour « la barrière de France de l'automobile ».

### LE DÉCLIN

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Production mondiale Renault	1 849 478	1 853 677	1 811 626	1 666 789	1 272 193	1 789 516
% du MTM Europe occidentale (VP)	13,3	14,7	13,7	14,5	12,6	10,9
Chiffre d'affaires en milliards de francs	68 535	80 118	87 971	104 145	110 274	117 584
Résultat net en millions de francs	+ 1 016	+ 638	- 690	- 1 281	- 1 576	- 12 555
Investissements en millions de francs	4 453	6 495	7 970	8 588	10 532	9 908
Dettes à long terme en millions de francs	-	13 078	18 434	21 977	28 312	40 665

## Daimler-Benz prend le contrôle du constructeur aéronautique Dornier

De notre correspondant

Bonn. - Le groupe Mercedes-Daimler-Benz a signé mardi à Stuttgart un accord pour la prise de contrôle de 68 % des parts de la firme Dornier, spécialisée dans l'aéronautique et les activités spatiales. Cet accord, qui doit encore être entériné par l'un des héritiers de Dornier ainsi que par l'office allemand des cartes, vient renforcer la position du quatrième groupe industriel allemand dans le secteur des technologies du futur. En mars dernier, Daimler-Benz s'était assuré la moitié des parts de la firme MTU, spécialisée notamment dans les turbines, qu'il avait créés à part égale avec le groupe MAN dans les années 60.

Le rachat des actions Dornier fait suite à une longue querelle entre les héritiers du pionnier de l'aviation allemande, le professeur Claude Dornier. L'accord a été signé sous l'égide de M. Lothar Späth, ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, qui souhaitait une solution régionale et s'est lui-même porté symboliquement acquiescent de 4 % des actions. Deux des héritiers, MM. Claudius et Silvius Dornier, conservent pour le moment respectivement 20 % et 8 % des parts.

Dornier, qui emploie 9 000 salariés, a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de DM, dans les domaines aéronautique et spatial, mais aussi dans les techniques de la médecine, de l'environnement et des transports. Il participe notamment à la construction d'Airbus et de l'Alpha-Jet franco-

## M. BÉRÉGOVOY PRÉFÈRE LE DOLLAR À 9 FRANCS

« Je préfère un dollar à moins de 9 F qu'à plus de 10 F, tout en sachant qu'il nous faudrait redoubler d'efforts pour maintenir la compétitivité de nos produits », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, en réponse à une question de notre confrère le journal *la Montagne*.

« Il est intéressant, a ajouté le ministre, d'observer l'évolution du rapport entre le franc et le mark. En juillet dernier, quand je suis arrivé rue de Rivoli, le mark valait 3,07 F ; aujourd'hui, il est coté entre 3,06 et 3,055. C'est un signe de bonne santé de notre économie. Au fond, les marchés financiers ont un jugement plus objectif sur nos résultats que les leaders de l'opposition en France, qui sont beaucoup plus préoccupés de politique politicienne que de l'intérêt national. Mais attention, la lutte contre l'inflation doit rester prioritaire. J'ai dit au premier ministre que l'indice des prix du mois d'avril ne serait pas encore satisfaisant à cause des conséquences à retardement de la forte hausse du dollar au début de l'année. A partir du mois de mai, cela devrait aller mieux ».

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SEUL	9,4510	9,4525	+ 145	+ 180
DEM	6,9416	6,9525	+ 19	+ 40
YEN (100)	3,7780	3,7810	+ 30	+ 140
DM	3,6587	3,6621	+ 31	+ 131
FRAN	2,0957	2,0960	+ 31	+ 88
F.S. (100)	15,1398	15,1470	+ 74	+ 143
F.S. (100)	3,6817	3,6837	+ 165	+ 189
L.I. (100)	3,7877	3,7895	+ 18	+ 227
E. (100)	11,7996	11,8189	+ 296	+ 594

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE. U. ....	8 1/8	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 7/16	8 9/16	8 7/8	9	
DM	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 3/4	5 15/16	5 15/16	6 1/16	
1000	6 1/2	6 3/4	6 13/16	6 15/16	6 3/4	6 7/8	6 15/16	6 15/16	
SE. (1000)	6 7/8	6 9/8	6 5/4	6 5/4	6 19	6 19	6 19	6 19	
SE. (1000)	1 1/4	1 1/4	1 5/16	1 3/16	4 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	
SE. (1000)	13 1/8	13 3/8	12 5/8	13 1/8	13 1/8	13 1/2	13 7/8	14 1/4	
SE. (1000)	13 1/8	13 3/8	12 7/8	13	12 11/16	12 13/16	12 14	12 3/8	
SE. (1000)	30 3/8	30 5/8	30 1/8	30 5/8	18 7/16	18 13/16	18 11/16	18 15/16	



***Quelle est la compagnie la plus rapide sur Paris New York?  
La réponse est dans le billet.***



**Qui propose le plus de vols directs vers l'Amérique du Nord?**  
*La réponse est dans le billet.*



***Qui offre le plus grand nombre  
de possibilités de gagner l'Amérique du Nord chaque semaine?  
La réponse est dans le billet.***



*Air France n° 1 vers l'Amérique du Nord.*



Américains,  
ure.  
Paris New York?  
ITES LES AUTRES  
APAGNIES : 7 H 10  
rique du Nord?  
MEILLEUR DE NOS  
CURRENTS : 4.  
chaque semaine  
MEILLEUR DE NOS  
CURRENTS : 35.  
10

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 23 avril Hésitant

En ce début du nouveau mois boursier, le marché parisien, a fait preuve d'hésitation si l'on en juge par l'indicateur instantané, en baisse de 0,2 % à l'approche du son de cloche final, ramenant à 16 % la progression des valeurs françaises.

L'attention se portait sur l'ensemble des secteurs, un sentiment d'attente de l'annonce de l'investissement, d'origine anglaise, pour l'essentiel, qui attendent d'en savoir un peu plus sur le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis avant de changer, éventuellement, leur fusil d'épaule.

La nette reprise du dollar sur les marchés des changes s'est confirmée à Paris, où le billet vert est remonté à 9,26750 F contre 9,1120 F la veille et il s'agit sans doute là d'une première indication quant aux prévisions que l'on peut établir sur le PIB américain au deuxième trimestre 1984, à savoir un taux de croissance supérieur aux trois mois précédents.

Généraliste Biscuit, Nordon, Moulins, Radiotechnique, Dassault, Finex, UCB, Matra, SAT, se distinguent avec des hausses de 2 % à 7 %, tandis qu'à l'inverse, Berger, Arjomari, SFIM, Facom, Pechelbronn, Matsons Phénix, perdent 3 à 4 %.

Par ailleurs, la cotation des actions SAT a été suspendue dans l'attente du communiqué que doit publier la société-mère, la CGE, à propos de la cession du secteur piles grand public au groupe Bernard Tople (le Monde du 23 avril).

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 830 F, à 97 250 F, le napoléon cédant 1 F, à 575 F. A Londres, le métal fin est remonté à 326 dollars l'once contre 329,05 dollars lundi midi.

Dollar-titre : 9,55/59 F (contre 9,45/48 F)

## NEW-YORK Forte reprise

Surprise mardi à Wall Street. Après avoir fléchi durant la majeure partie de la séance, les cours se sont sensiblement redressés et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrerait une hausse de 12,14 points, à 2 787,70. Le bilan de la journée a été tout aussi révélateur de l'amélioration constatée. Sur 2 006 valeurs traitées, 919 ont monté, 585 ont baissé et 505 n'ont pas varié.

D'autre part, l'activité s'est accélérée et 108,92 millions de titres ont changé de main, contre 79,93 millions. Que l'on n'ait donc pas, sur les dernières nouvelles de l'économie, constaté un ralentissement des ventes ? Cette fois, les investisseurs ont apprécié les constats de la croissance, car le marché avait baissé de 2,3 %, ce qui, pour la troisième fois en quatre mois, alors que les analystes tablent sur une légère augmentation.

En outre, les taux d'intérêt se sont raffermis. Le taux de l'argent interbancaire est aussi passé de 7 3/4 % à 8 %. Enfin, les prix à la consommation ont monté, le mois dernier également, de 0,5 %. Mais cela était attendu, ce qui n'explique pas pour autant la réaction de la Bourse. Le facteur technique ? Il a joué, sans aucun doute. Pour tout dire, les spécialistes ne perdent pas un pouce en conjectures. Quelques-uns parlent de l'impact positif sur la nouvelle croissance sur la possibilité de bises d'opérations à Wall Street attendra, décidément, toujours quelque chose.

En outre, les taux d'intérêt se sont raffermis. Le taux de l'argent interbancaire est aussi passé de 7 3/4 % à 8 %. Enfin, les prix à la consommation ont monté, le mois dernier également, de 0,5 %. Mais cela était attendu, ce qui n'explique pas pour autant la réaction de la Bourse. Le facteur technique ? Il a joué, sans aucun doute. Pour tout dire, les spécialistes ne perdent pas un pouce en conjectures. Quelques-uns parlent de l'impact positif sur la nouvelle croissance sur la possibilité de bises d'opérations à Wall Street attendra, décidément, toujours quelque chose.

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**L'OREAL** - Le groupe annonce, pour 1984, un résultat hors plus ou moins-values de 729 millions de francs, en progression de 10 % d'une année sur l'autre, pour un chiffre d'affaires accru de 17 %, à 15,8 milliards. Cette augmentation montre que les profits sont restés importants aux efforts co-voix exercés pour conquérir de nouveaux marchés (cosmétiques), pour accroître la recherche et l'internationalisation (pharmacie), également aux contraintes monétaires imposées pour les investissements financiers du groupe à l'étranger. La part du groupe dans le résultat net comptable ressort à 609 millions de francs (+ 16,5 %). Le dividende net est porté à 28,15 F (+ 4,5 %).

Notons que la rentabilité s'est dégradée dans la pharmacie, avec la baisse du bénéfice d'exploitation de la filiale Synthelabo (90 millions de francs, contre 140 millions), les frais de restructuration chez Porgès (biomédical), de 10 millions, et d'arrêts de l'activité stérilisation (Jean Davids (10 millions)).

**BOEING** - Le numéro trois de la chimie mondiale annonce un résultat, pour 1984, de 2,85 millions de dollars net (+ 45,4 %). En termes de profits, il se situe à la seconde place derrière Bayer (2,9 milliards de dollars net), mais devant BASF (2,52 milliards), premier en chiffre d'affaires.

**VALÉO** - Les comptes de l'exercice 1984 se soldent par une perte de 147 millions de francs, comprise tenu des impôts minoritaires, le déficit du groupe ressort à 121 millions de francs (contre un bénéfice net de 87 millions de francs). Ce mauvais résultat est essentiellement dû aux pertes subies en France, principalement dans la division « machines tournantes » (alternateurs, démarreurs), soit 233 millions de francs, et la SOMA (ponts poids lourds), mais les gains réalisés pèsent sur le compte de résultat. Le groupe a en outre de la division « machines tournantes » en voie de restructuration (le Monde du 24 avril) et un partenaire est recherché pour SOMA. Aucun dividende ne sera versé pour l'exercice écoulé.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(base 100 : 1er janv. 1984)

Valeur française	113,2	112,5
Valeur étrangère	104,7	105,6

**C\* DES AGENTS DE CHANGE**  
(base 100 : 31 déc. 1983)

Indice général	213,3	213,3
----------------	-------	-------

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets prévus du 24 avril

1 mois	10,1/2
3 mois	10,1/2

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**  
1 dollar (en yen)

23 avril	245,10
24 avril	258,10

# BOURSE DE PARIS Comptant 23 AVRIL

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	29	1 685	Escarp-Meuse	700	700	Serelle-Meuse	640	640	A.G.P.A.D.	1750	1750
5 %	46	55	Europ. 1	870	870	S.E.P. 04	190	176 40	Alor	221	238 60
5 % amort. 45-54	2 186		Europ. 2	890	890	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	Bou	121	120
5 % amort. 55-64	826		Europ. 3	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	Cal. du Pte	10	10
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 4	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.E.M.	28	18 70
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 5	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 6	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 7	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 8	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 9	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 10	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 11	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 12	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 13	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 14	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 15	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 16	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 17	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 18	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 19	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 20	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 21	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 22	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 23	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 24	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 25	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 26	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 27	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 28	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 29	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 30	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 31	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 32	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 33	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 34	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 35	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 36	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 37	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 38	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 39	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 40	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 41	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 42	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 43	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 44	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 45	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 46	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 47	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 48	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 49	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 50	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 51	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 52	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 53	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 54	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 55	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 56	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 57	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 58	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 59	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 60	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 61	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 62	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 63	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 64	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 65	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 66	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 67	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 68	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 69	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 70	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 71	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 45-54	118 30		Europ. 72	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 55-64	118 30		Europ. 73	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 65-74	118 30		Europ. 74	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 75-84	118 30		Europ. 75	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 85-94	118 30		Europ. 76	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 95-04	118 30		Europ. 77	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 05-14	118 30		Europ. 78	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 15-24	118 30		Europ. 79	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 25-34	118 30		Europ. 80	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117
5 % amort. 35-44	118 30		Europ. 81	810	810	Serv. Exp. Vih.	33 50	33 50	C.S. Sain	110	117



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. LES RELATIONS EST-OUEST
3. LES NOMINATIONS AU SOMMET DE LA HIÉRARCHIE SOVIÉTIQUE
4. EUROPE
5. AFRIQUE
6. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT

### POLITIQUE

7-8. La réforme du mode de scrutin à l'Assemblée nationale.

### CFM 89

à Paris

ABO « Le Monde »

232-14-14

Mercredi 24 avril

L'OPA

de M. Barre

ANNE CHAUSSEBOURG et JEAN-MARIE COLOMBANI répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

Débat animé par FRANÇOIS KOCH

### SOCIÉTÉ

9-10. JUSTICE : la tuerie d'Auréli de la tuerie des assises des Bouches-du-Rhône.

### ARTS ET SPECTACLES

13-14. CINÉMA : la Route des Indes, de David Lean ; Terminator, de James Cameron ; « Cinéma plein page », l'édition cinématographique de langue française présentée au forum du Centre Georges-Pompidou ; Un texte de Jacques Audoubert à propos du tournage de la Popé.

15. EXPOSITIONS : Giacometti à la galerie Claude-Bernard ; Marc Riboud au Musée d'art moderne.

16. UNE SÉLECTION.

16. PROGRAMME DES EXPOSITIONS.

21. COMMUNICATION : la MIP-TV à Cannes.

### ÉCONOMIE

25. AGRICULTURE : nouvelle impasse à Bruxelles sur les prix agricoles.

26. MARCHÉ COMMUN : « Modernisation à l'allemande » (II), par Philippe Lemaire.

27. AFFAIRES : l'endettement de Renault dépasse 40 milliards de francs.

RADIO-TÉLÉVISION (20) INFORMATIONS « SERVICES » (12) : Mode ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés. Annonces classées (22-23) ; Carrot (23) ; Programmes des spectacles (17 à 20) ; Marchés financiers (29).

• Trois Français élus à l'Académie des sciences des États-Unis. — L'Académie nationale des sciences des États-Unis vient d'élire, comme membres étrangers, trois Français : M. Claude Allègre (né en 1937), spécialiste de géochimie isotopique, professeur à Paris-VII et directeur de l'Institut de physique du globe de Paris ; M. Pierre Chambon (né en 1931), spécialiste de génétique moléculaire, professeur à l'université Louis-Pasteur (Strasbourg), directeur du laboratoire de génétique moléculaire des eucaryotes (CNRS) ; M. Alfred Jost (né en 1916), spécialiste d'hormonologie de la reproduction, professeur au Collège de France.

## M. HONECKER A ROME

### La première visite d'un dirigeant est-allemand dans un pays de l'OTAN

De notre correspondant

Rome. — La visite à Rome de M. Erich Honecker, chef du PC et de l'Etat est-allemand, représente un pas important dans la politique de la RDA pour instaurer un dialogue direct avec l'Occident. C'est, en effet, la première fois que le président est-allemand se rend pour un voyage officiel dans un pays membre de l'OTAN. Cette visite répond à celle que fit le chef du gouvernement italien, le socialiste Bettino Craxi, à Berlin-Est en juillet dernier.

M. Honecker est arrivé dans la capitale italienne, le 23 avril, accompagné de M. Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères, du vice-président du conseil, M. Gunther Mittag, ainsi que du ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Beil. A l'issue politique de ce voyage de deux jours dans la capitale italienne s'ajoute aussi la signature d'un important accord décennal de coopération économique entre l'Italie et la RDA, dont les échanges bilatéraux sont en pleine expansion.

Les sauteurs entre MM. Honecker et Craxi ont porté avant tout sur les questions de la détente et du dialogue entre les blocs. « La raison et le réalisme doivent triompher », a affirmé le leader de l'Allemagne de l'Est, qui a fait l'éloge de la « politique de paix » de l'URSS et décrit le moratoire partiel sur l'installation des SS-20 récemment annoncé par M. Gorbatchev comme un « signal encourageant ».

M. Craxi, pour sa part, a souligné que cet échange de visites montre comment des pays aux régimes sociaux différents peuvent directement collaborer à l'amélioration de la détente, tout en respectant les obligations qui dérivent de leurs alliances réciproques. Dans son entretien avec son homologue allemand, M. Andropov, ministre italien des affaires étrangères, a particulièrement insisté sur la nécessité d'un engagement à fond des pays européens de l'Est et de l'Ouest dans les négociations de Genève, mais aussi et surtout dans les conférences multilatérales de Stockholm, d'Ottawa (sur les droits de

### Une valeur symbolique

Pour Rome comme pour Berlin-Est, cette visite a une importante valeur symbolique. L'Italie y voit la reconnaissance de son rôle croissant sur la scène internationale et la confirmation des résultats d'une politique étrangère moins alignée qu'a incarnée au cours des deux dernières années M. Andreotti. Pour les dirigeants de l'Allemagne de l'Est, qui, en septembre dernier, avaient dû renoncer, sur pression de Moscou, à une visite officielle de M. Honecker en RFA, le chemin de Rome semble représenter un détour obligé pour un futur voyage à Bonn. Et les dirigeants de Berlin-Est n'ont pas été en reste pour souligner eux-mêmes directement l'importance qu'ils accordent à cette visite. M. Honecker avait accordé une longue interview au quotidien *la Stampa*, publiée le 20 avril dernier, où il rappelait que Berlin-Est était favorable à la création d'une zone désarmée en Europe centrale : « Nous sommes disposés, disait-il, à intégrer l'ensemble du territoire de la RDA. »

Par la même occasion, M. Honecker avait été le premier dirigeant de l'Est à évoquer expressément la réunion du 26 avril prochain à Varsovie où les pays membres du pacte approuveront un document qui prolonge pour vingt ans la validité de leur alliance militaire. Le président de la RDA soulignait aussi que les rapports internationaux « avaient enregistré des progrès au cours des années passées » et qu'il pourrait même y avoir de nouveaux développements, à condition que la RFA « adopte un comportement réaliste ».

(Indépendant)

## Jean-Paul II condamne le film « Je vous salue Marie »

De notre correspondant

Rome. — Je vous salue Marie, de Jean-Luc Godard, est un film « qui blesse profondément le sens religieux des croyants ». C'est par un télégramme envoyé le 23 avril au cardinal Poletti, évêque vicaire de Rome, que le pape est intervenu avec tout le prestige de sa charge dans une polémique qui ne mobilisait jusqu'ici à Rome que des petits groupes d'intégristes venant prier, distribuer des tracts ou espérer d'obtenir des spectacles à l'entrée de la salle du centre de la ville où, depuis une semaine, est projeté le film.

« Le souverain pontife s'unit à l'unanime regret des fidèles du diocèse de Rome pour la programmation d'une œuvre cinématographique qui, affrontant des thèmes fondamentaux de la foi chrétienne, en bouleverse et insulte les significations spirituelles et la valeur historique, blesse profondément le sens religieux des croyants et se fait ainsi à tous les égards, une œuvre profondément scandaleuse », affirme le télégramme pontifical. Le pape annonce de surcroît qu'il était « spirituellement présent » à la veillée de prières « de réparation » organisée à la basilique Saint-Jean de Latran, à laquelle un millier de fidèles ont participé dans la soirée du 23 avril.

Une telle intervention directe du pape à propos d'un film en projection dans la Ville éternelle est sans précédent. En 1963, l'Eglise réussit certes à interdire la représentation à Rome du Vicaire, une pièce qui mettait directement en cause Pie XII pour son attitude ambiguë vis-à-vis du nazisme. Mais alors la bataille fut menée par l'Observateur romano sans que le pape intervienne personnellement. Ce geste inusité de Jean-Paul II a suscité d'autant plus d'émotion qu'une grande partie du monde catholique italien a apprécié le film.

Rappelons, enfin, qu'à l'occasion du Festival de Berlin, en février, l'Office catholique international du cinéma (OICCI) avait loué le film de Godard en ces termes : « Avec un très grand respect, Godard tente une approche des choses inexpliquées qui sont la vie et l'amour, en liant sensualité et pureté, physique et métaphysique. »

Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1985 a été tiré à 440 376 exemplaires

## Au Liban

### L'ARMÉE ISRAÏÉLIENNE A COMMENCÉ À ÉVACUER LA PLAINE DE LA BEKAA

Beirut (AP). — Les troupes israéliennes ont entrepris, ce mercredi 24 avril, de se retirer de la vallée de la Bekaa, où elles sont en position face aux forces syriennes depuis l'été 1982.

Selon la radio libanaise, l'armée israélienne a également commencé à se retirer de Jezzine, la plus importante agglomération chrétienne du sud du Liban et des hauteurs stratégiques du mont Barouk, au nord de la ville. Toutes les routes de la Bekaa et de Jezzine ont été interdites à la circulation lorsque le mouvement de repli a débuté, de bonne heure mercredi matin. Les troupes israéliennes font route vers le sud en longs convois de camions et de blindés.

Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de la résistance cambodgienne. — Le prince Norodom Sihanouk a demandé à être relevé de ses fonctions de président de la coalition tripartite de la résistance cambodgienne antivietnamienne pour une durée d'au moins un an pour « raisons de santé », ont indiqué le mardi 23 avril plusieurs sources diplomatiques asiatiques à Pékin. — (AFP)

## L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### CONFIRMATION DU REPORT DU SCRUTIN D'AUTODÉTERMINATION

Contrairement aux intentions initiales du gouvernement, le dossier calédonien n'a pas été inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres, ce mercredi 24 avril. Bien que diverses incertitudes continuent de subsister, il semblait acquis, avant les ultimes délibérations, que le scrutin d'autodétermination, d'abord prévu pour la mi-juillet puis reporté à la mi-septembre, serait finalement renvoyé après les élections législatives, à une date indéterminée. Le président de la République, qui présiderait, toutefois, l'engagement d'organiser cette consultation avant la fin du septennat.

Dans l'immédiat, le gouvernement proposerait un statut intérimaire qui préviendrait le découpage du territoire en plusieurs régions. Ce découpage se ferait de telle sorte que les indépendantistes seraient assurés de contrôler au moins deux des quatre régions qui pourraient être constituées.

Le statut de « transition » reprendrait en quelque sorte une synthèse du statut du 6 septembre 1984, conçu par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaignan, et du contre-projet élaboré par le président du gouvernement territorial issu des élections du 18 novembre, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR.

## Sur le vif

### Poussez pas

Prendre un taxi, en ce moment, à Paris, faut oser. Ils sont d'une humeur, les chauffeurs ! Un vrai massacre. A la troncheuse. Moi, c'est pas compliqué, hier, il y en a un qui m'a jeté. Carrément. Il m'a viré en plein au milieu de la course : allez, c'est, dehors, dégagez. Je l'aurais pris à Châteaufort d'Arrin. Pris d'assaut, en fait.

Je voulais aller à Saint-Germain-des-Près. Pas lui. Je l'ai supplié, je l'ai menotté, je l'ai soudoyé. Il a eu un geste... Vous voyez lequel. Au lieu de me sentir insulté, je me crois invité à monter. Je me cale sur sa banquette arrière. Et il embraye, fou de colère, et il démarre aussi sec sur ses collègues, ces salopards de métèques, ces ignares, vous leur dites l'Opéra, ils vous plantent devant l'Obélisque, ces bastards, ces jaunes, ces noirs qui gâchent le métier.

Il vont n'importe où, n'importe quand, avec n'importe qui, sous prétexte qu'ils sont renvoyés par le G7. Et vous savez qui c'est le G7, me dites-vous ? C'est Raoul. Et Raoul, c'est qui ? C'est le pote à Mitterrand. Et Mitterrand, c'est quoi ? C'est des paquets d'action de la G7. Ça, pour faire sur le burnous, ils en connaissent un rayon, ces ducs-là.

Vous croyez vraiment que le président... ?

C'est tout combiné et campagne. Comment vous croyez que Leduc il s'est obtenu sa fréquence radio pour ses taxis de mardo ? Qui c'est qui lui a donné ? Le pape, la princesse Stéphanie ? Non, madame, les PTT. Ils savent vraiment plus quoi inventer pour nous casser les reins et les pieds. Vous avez vu le coup des taxis-scooters ?

Ouais, c'est plutôt bien. Ça ira plus vite, surtout dans les embouteillages.

Vous plaieriez ou quoi ? Vous vous voyez cramponnée à un motard de la police, à ce fourchon sous la pluie, avec un imper, des gants, un casque. Ah, vous auriez bonne mine ! De nous façon vous risquez plus de le trouver. Parce que le jour où ils lâcheront leurs deux-roues dans nos quatre roues, ça va être la java. Ça va décoiffer, croyez-moi.

Vous avez peut-être raison. Question brushing, le scooter, c'est pas tellement indiqué. Mais alors, justement, j'ai une copine, le cousin de son mari connaît quelqu'un à l'Elysée. Il veut lancer en juillet une compagnie de pousse-pousse. Les touristes, ça leur plaît. Ils visiteraient Paris au pas de course. On les ferait tirer par des Asiatiques. Et ça dégageait de la place pour les Français à la G7. Chouette, non ?

CLAUDE SARRAUTE.

## UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR L'ENFANCE MALTRAITÉE

### « En parler, c'est déjà agir »

Quarante à cinquante mille enfants subissent chaque année en France des violences psychologiques, physiques ou sexuelles, et quatre cents environ en meurent. Mais, quand on parle de l'enfance maltraitée, il est impossible de donner des chiffres précis, tant le mur de silence est épais.

« Nous voulons briser ce mur », a expliqué mardi 23 mars M. Georges Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui a présidé, lors d'une conférence de presse, une nouvelle campagne d'information et de sensibilisation sur ce sujet.

Deux cent mille dossiers sont actuellement envoyés à travers la France aux représentants du corps médical (médecins généralistes, pédiatres, infirmières) aux éducateurs sociaux, aux élus des communes de moins de cinq mille habitants et à tous ceux qui de par leur profession approchent les enfants et leur famille.

Ces dossiers comportent des fiches décrivant l'ampleur du phénomène. Ils mentionnent les facteurs de risque de violence entre parents et enfants et signalent les services qui peuvent intervenir à titre de prévention.

« En parler, c'est déjà agir », tel est le message que M. Dufoux a

souhaité transmettre aux professionnels de l'enfance. Elle a rappelé qu'aucun milieu n'est épargné par ce type de violence, même si le délit est plus facile dans les familles déséquilibrées déjà en contact avec les travailleurs sociaux.

M. Dufoux a également souligné qu'un tiers de l'origine du processus de violence découle de plusieurs facteurs : comme, par exemple, des parents ayant eux-mêmes été battus dans leur enfance, des parents alcooliques, toxomanes, malades mentaux, ou des enfants adultes, nés d'un premier mariage ou non désirés, ou encore des enfants séparés de leurs parents dans les premiers mois de leur vie. Enfin des difficultés matérielles persistantes, la fatigue, l'isolement, font partie des causes de ces mauvais traitements.

Ch. Ch.

Des bureaux d'accueil pour les mineurs en détresse à Paris. — Des bureaux d'accueil pour les mineurs en détresse morale vont être créés à Paris. La décision vient d'être prise par M. Jacques Chirac, après une rencontre avec M. Joël Weiss, l'éducateur qui a récemment retrouvé un adolescent disparu qui se livrait à la prostitution (Le Monde du 17 avril).

## DÉCÈS

### DE ROBERT-HENRI PETIT

#### Un antisémite avoué

Le doyen des antisémites avoués est mort sans repentance. Robert-Henri Petit, qui fut le chef de cabinet de Darquier de Pellepoix, commissaire aux questions juives, de mai 1942 à février 1944, est décédé la semaine dernière à Argenteuil (Val-d'Oise) et a été inhumé au cimetière de Choisy-le-Roi. (Val-de-Marne). Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Robert-Henri Petit fut, après de Darquier, personnage sans envergure, un conseiller dévoué. A la Libération, il avait été condamné à vingt ans de travaux forcés, mais avait, en se cachant, réussi à échapper à l'emprisonnement.

Toujours animé par sa haine, devenu presque complètement sourd et aveugle, il diffusait un bulletin qu'il intitulait lui-même, le Lien du lynx international où il dénonçait le « complot juif international ». Il avait été maintes fois condamné par le tribunal de Pontaise pour incitation à la haine raciale. Le 10 décembre 1984, le tribunal lui avait infligé trois mois de prison ferme, 5 000 francs d'amende et 10 000 francs de dommages et intérêts au MRAP et à la LICRA. Il avait fait appel.

# SAINT TROPEZ. LE POINT DE VUE DE JET TOURS.

Les terrasses de Saint-Tropez. Un Eldorado dans une pinède à Cogolin. Vue sur le Golfe de Saint-Tropez et Port Grimaud. Près des plages de Pampelonne et du port de Saint-Tropez.

1680 F\*

Séjour 8 jours en demi-pension.  
\* Prix spécial inauguration.  
Du 27 avril au 26 mai.  
Du 28 septembre au 13 octobre.

REVE PROMIS.  
REVE TENU!

Jet  
tours

19, av. de Tourville, 75007 Paris. Tél. 705.01.95 et agences de voyages.

## UNE BONNE NOUVELLE POUR LES HOMMES DE PETITES TAILLES.

VOUS MESUREZ 1,60 M OU PLUS, VOUS ÊTES  
HOMMES OU FORTS, PLUS DE PROBLÈME  
POUR VOUS HABILLER EN PRÊT-À-PORTER

John Rapal a réalisé en prêt-à-porter, des BLAZERS pure laine peignée 1060 F, des vestes sport, en HARRIS-TWEED - DORNEUIL 1450 F, des vestes légères laine et mohair 1390 F, des pantalons flanelle anglaise 440 F.

LIVRABLE IMMÉDIATEMENT

John Rapal

40, av. de la République, 75011 Paris, 8<sup>e</sup> arrondissement - Tél. 345.66.00 PARKING GRATUIT ASSURÉ.